

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-050-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG.

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

**DEL2026-050****NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

Le Président rappelle que l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'au début de chacune des séances, le Conseil Communautaire désigne un de ses membres pour remplir la fonction de Secrétaire.

Conformément à cette disposition, le Conseil Communautaire est invité à procéder à cette désignation.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**DESIGNE** M. Florent ARNOLD pour exercer cette fonction de secrétaire de séance.

Le Secrétaire de séance

Florent ARNOLD



Pour extrait conforme :

Le Président

Cyrille AST

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE  
DE SAINT-AMARIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
068-246800205-20260506-DEL2026-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ DE  
COMMUNES  
DE LA SEANCE DU 12 MARS 2026

L'an deux mille vingt-six, le 12 mars, le Conseil Communautaire, était réuni à 18h30 à la Communauté des Communes, salle du Conseil, après convocations légales en date du 26 février 2026 sous la présidence de Monsieur Cyrille AST, Président.



**FELLERING**

Nadine SPETZ

Doris JAEGGY

Erick FISCHER

Jean-Jacques SITTER



**GEISHOUSE**

Claude KIRCHHOFFER

Gérard FOURNIER



**GOLDBACH - ALTENBACH**

Joanie LUTZ



## HUSSEREN-WESSERLING

---

Romain NUCCELLI

---

Nadine ALBRECHT

---

Jeanne STOLTZ-  
NAWROT

---



## KRUTH

---

Florent ARNOLD

---

Rodolphe TROMBINI

---

Serge SIFFERLEN

---



## MALMERSPACH

---

Eddie STUTZ

---

Caroline  
ECKERLIN DOPPLER

---



## MITZACH

---

Roger BRINGARD

---



## MOLLAU

---

Frédéric CAQUEL

---



## MOOSCH

---

José

---

SCHRUOFFENEGER

---

Marthe BERNA

---

Didier LOUVET

---

Sylviane RIETHMULLER

---



## **ODEREN**

---

---

Jean-Marie  
GRUNENWALD

---

Caroline ZAGALA

---

Jean-Luc SCHERLEN

---

Christiane WEISS

---



## **RANSPACH**

---

---

Jean-Léon TACQUARD

---

Eric ARNOULD

---



## **SAINT-AMARIN**

---

---

Charles WEHRLÉN

---

Cyrille AST

---

Nathalie BLETZUNG

---

Marie-Christine  
LOCATELLI

---

Véronique PETER

---

Jean SAUZE

---



## **STORCKENSOHN**

---

---

Jacques KARCHER

---



## **URBES**

---

---

Stéphane KUNTZ

---

Eric FUCHS

---



---

Ludovic MARINONI

---

Etaient présents tous sauf :

**ABSENTS EXCUSES**

M. Claude KIRCHHOFFER (arrivé au point 2a)  
Mme Caroline ECKERLIN DOPPLER  
M. Eddie STUTZ  
M. Frédéric CAQUEL  
M. José SCHRUFFENEGGER  
Mme Marthe BERNA  
Mme Sylviane RIETHMULLER  
M. Eric ARNOULD  
M. Charles WEHRLIN  
Mme Nathalie BELTZUNG  
Mme Marie-Christine LOCATELLI (arrivée au point 2a)

**ABSENTS NON-EXCUSES** : M. Jean-Jacques SITTER. M. Rodolphe TROMBINI

**ONT DONNE PROCURATION**

|                          |   |                       |
|--------------------------|---|-----------------------|
| M. Claude KIRCHHOFFER    | à | M. Gérard FOURNIER    |
| M. Eddie STUTZ           | à | M. Stéphane KUNTZ     |
| M. José SCHRUFFENEGGER   | à | M. Didier LOUVET      |
| Mme Marthe BERNA         | à | Mme Véronique PETER   |
| Mme Sylviane RIETHMULLER | à | Mme Nadine SPETZ      |
| M. Eric ARNOULD          | à | M. Jean-Léon TACQUARD |
| M. Charles WEHRLIN       | à | M. Jacques KARCHER    |
| Mme Nathalie BELTZUNG    | à | M. Cyrille AST        |

L'ordre du jour comprendra les questions suivantes :

**18H30 Conseil Communautaire dont l'ordre du jour comprendra les points suivants :**

**1. Ouverture de réunion :**

- a. Désignation d'un secrétaire de séance.
- b. Approbation du procès-verbal du Conseil du 05 mars 2026.

**2. Economie :**

- a. Devenir du lot n°6 de l'hôtel d'entreprises la Filature à Malmerspach.

**3. Finances :**

- a. Comptes de Gestion 2025.
- b. Comptes administratifs 2025.
- c. Affectation des résultats 2025.
- d. Fixation des taux de la fiscalité directe locale et produit de la taxe GEMAPI pour 2026.
- e. Budget primitif 2026 – budget PRINCIPAL.
- f. Budget primitif 2026 – budget EAU.
- g. Budget primitif 2026 – budget ASSAINISSEMENT.
- h. Budget primitif 2026 – budget SPANC.
- i. Budget primitif 2026 – budget ESPACE D'ENTREPRISES DE WESSERLING.
- j. Budget primitif 2026 – budget PARC DE MALMERPACH.
- k. Budget primitif 2026 – budget HYDRA.
- l. Budget primitif 2026 – budget SAIC.
- m. Budget primitif 2026 – budget ENFANCE JEUNESSE.
- n. Budget primitif 2026 – budget ORDURES MENAGERES.
- o. Budget primitif 2026 – budget ESPACE GROS ROMAN.
- p. Budget primitif 2026 – budget ZAC KLEINAU.
- q. Budget primitif 2026 – budget WILDENSTEIN.
- r. Autorisations de Programmes et Crédits de Paiements.

Questions diverses : Calendrier d'installation du Conseil Communautaire.

**1a. (DEL2026-022) NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

Le Président rappelle que l'Article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'au début de chacune des séances, le Conseil Communautaire désigne un de ses membres pour remplir la fonction de Secrétaire.

Conformément à cette disposition, le Conseil Communautaire est invité à procéder à cette désignation.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**DESIGNE à l'unanimité** M. Jacques KARCHER pour exercer cette fonction de secrétaire de séance.

**1b. (DEL2026-0023) APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DU 05 MARS 2026**

**VU** le projet de procès-verbal du Conseil du 05 mars 2026, présenté par M. Cyrille AST, Président.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**ADOpte** à la majorité (une abstention M. Jean-Léon TACQUARD) le procès-verbal du Conseil Communautaire en date du 05 mars 2026.

**2a. (DEL2026-0024) DEVENIR DU LOT N°6 DE L'HÔTEL D'ENTREPRISES LA FILATURE A MALMERSPACH**

M. Cyrille AST, Président, rappelle que l'hôtel d'entreprises La Filature à Malmerspach appartient à la Communauté de Communes de la Vallée de Saint Amarin. En effet, ces 10 000 m<sup>2</sup> de friches industrielles qui composaient la partie sud du site « Interklas » avaient été réhabilités et transformés en hôtel d'entreprises il y a déjà plusieurs années.

Le lot n°6 a une surface au sol de 1 240 m<sup>2</sup> et une hauteur d'environ 9,80 m sous poutres. Il s'agit d'un local de stockage qui est accessible par la zone commune des quais de chargement du bâtiment.

Ce local n'étant plus concerné par un éventuel projet de P3R, une communication a été mise en place et plusieurs visites et réunions ont pu être organisées ces derniers mois à ce sujet. Deux porteurs de projet se sont finalement positionnés sur ce bâtiment :

- Le premier projet est porté par une entreprise de commerce de détail alimentaire, spécialisée dans les fruits et légumes. Il envisage d'installer plusieurs chambres froides dans ce local qui lui permettrait ensuite d'approvisionner son activité sur les marchés d'Alsace et des Vosges. Il propose la mise en place d'une location-vente pendant 5 ans avec un loyer annuel de 18 000 € HT. Lors de la levée de l'option d'achat, les loyers versés viendraient en déduction de prix de vente fixé à 230 000 €.
- Le second projet est porté par les organisateurs du festival Matora (dénommé Cars & BBQ lors des éditions précédentes) qui se déroule à Malmerspach et par les propriétaires de la Villa des Hêtres Pourpres (ancienne villa SCHLUMPF). Ce local serait utilisé pour un projet de conciergerie de véhicules mais également pour un stockage de matériel et mobilier d'événementiel. En effet, à travers ce projet d'implantation, ils envisagent de développer trois événements par an à Malmerspach. Une acquisition du local dès que possible et pour un montant de 215 000 € est proposée.

Le Bureau du 17 février 2026 ayant opté pour le second projet, il convient désormais de finaliser cette cession. Une SAS ou une SCI est en cours de création par les trois porteurs de projet : Christophe GUTKNECHT, Robin SOLDERMANN et Bastien SELDRAN.

Une estimation par le pôle d'évaluation domaniale du Haut-Rhin a été réalisée en date du 20 février 2026. La valeur vénale de ce bien est fixée à 223 200 € avec une marge d'appréciation de 10%. Une vente pour un montant de 215 000 € n'appelle donc pas de justification particulière.

Il est donc proposé aux membres du Conseil Communautaire de réserver une suite favorable à la proposition d'acquisition émise par la société (en cours de création) de messieurs Christophe GUTKNECHT, Robin SOLDERMANN et Bastien SELDRAN et selon les conditions suivantes :

- Acquisition du lot n°6 de l'hôtel d'entreprises La Filature au prix net vendeur de 215 000 €. Ce local industriel d'une surface au sol de 1240 m<sup>2</sup> est situé sur la parcelle n°414, section 5 à Malmerspach.

- Frais d'arpentage et de notaire à la charge de l'acquéreur.
- Mise en place d'une participation mensuelle aux frais de fonctionnement du Parc de Malmerspach (éclairage, voirie, entretien des espaces verts...) de 0,10 € HT/m<sup>2</sup> soit 124 € HT par mois.
- La question des espaces communs (rampe, quais de chargement, zone des quais et sanitaires/vestiaires) et extérieurs (parking, stationnement) devra faire l'objet de discussions complémentaires avec les porteurs de projet. Une convention pourra éventuellement être mise en place pour clarifier, si besoin, les règles de fonctionnement de ces espaces.

#### **Le Conseil Communautaire,**

- VU** la délibération du Conseil communautaire du 21 juillet 2020 portant délégation d'attribution au Bureau et au Président ;
- VU** l'avis du Bureau Communautaire du 17 février 2026 ;
- VU** l'estimation réalisée par le pôle d'évaluation domaniale du Haut-Rhin en date du 20 février 2026.

#### **Après en avoir délibéré, décide d'approuver à l'unanimité,**

**L'ACQUISITION** par la société (en cours de création) de messieurs Christophe GUTKNECHT, Robin SOLDERMANN et Bastien SELDRAN du lot n°6 de l'hôtel d'entreprises La Filature au prix net vendeur de 215 000 €.

**DE PRECISER** que le bien vendu a une surface au sol de 1240 m<sup>2</sup> et est situé sur la parcelle n°414/7 situées section 5 à Malmerspach.

**DE CONFIRMER** que les frais d'arpentage et de notaire seront à la charge de l'acquéreur.

**D'ACTER** la participation mensuelle aux frais de fonctionnement du site (éclairage, voirie, entretien des espaces verts...) sera facturée sur la base d'un prix au m<sup>2</sup> de 0,10 € HT, soit 124 € HT par mois, lorsque l'acquisition sera effective.

**D'AUTORISER** le Président à signer tous les documents relatifs à cette décision.

**DIT** que les recettes seront imputées sur le chapitre 024 du budget Parc de Malmerspach.

#### **3a. (DEL2026-0025) COMPTES DE GESTION 2025**

Après s'être assuré que Monsieur le Trésorier de Guebwiller ait repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2025, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures, il appartient à la CCVSA d'approuver les quatorze comptes de gestion,

1. statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2025, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
2. statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2025 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
3. statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

#### **Le Conseil de Communautaire,**

**VU** le Code Général des collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-31 alinéa 2 ;

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**DE DECLARER** les comptes de gestion au titre du budget principal et des treize budgets annexes dressés pour l'exercice 2025 par Monsieur le Trésorier n'appelle ni observation, ni réserve de sa part et correspond au centime près, en dépenses et en recettes, aux comptes de l'ordonnateur ;

**D'APPROUVER** les comptes de gestion tels que présentés.

**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer l'ensemble desdits comptes de gestion.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut Rhin pour le contrôle de légalité.

### **3b. (DEL2026-0026) COMPTES ADMINISTRATIFS 2025**

Considérant que lors des séances où le compte administratif est débattu, M. le Président peut assister à la discussion mais doit se retirer au moment du vote, il est nécessaire de procéder à l'élection d'un Président temporaire.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-14 ;  
M. le Président propose d'élire Monsieur Stéphane KUNTZ, 1er vice-président, à ces fonctions.

Il rappelle que les comptes administratifs présentent les résultats de l'exécution des treize budgets. Ils retracent en prévision et en réalisation, l'ensemble des recettes et des dépenses de l'exercice et présente les résultats de fin de gestion ainsi que les restes à réaliser reportés sur l'exercice suivant.

Il a été constaté une parfaite conformité des comptes administratifs avec les comptes de gestion 2025 présentés par le Trésorier.

Les comptes administratifs proposés à l'approbation du Conseil de Communauté sont les suivants :

- |                                               |                             |
|-----------------------------------------------|-----------------------------|
| 1. Budget Général                             | 8. Budget Hydra             |
| 2. Budget Assainissement                      | 9. Budget Ordures ménagères |
| 3. Budget Eau                                 | 10. Budget SAIC             |
| 4. Budget Espaces d'Entreprises de Wesserling | 11. Budget SPANC            |
| 5. Budget Espaces Gros Roman                  | 12. Budget ZAC Kleinau      |
| 6. Budget Enfance jeunesse                    | 13. Budget Wildenstein      |
| 7. Budget Parc de Malmerspach                 |                             |

Ils peuvent se résumer ainsi :

## COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - BUDGET PRINCIPAL

|                  |                                  | Investissement       | Fonctionnement    | Total                |
|------------------|----------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>-3 122 623,57</b> | <b>0,00</b>       | <b>-3 122 623,57</b> |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                      |                   |                      |
|                  | Dépenses                         | 4 397 688,72         | 5 266 328,08      | 9 664 016,80         |
|                  | Recettes                         | 9 211 065,49         | 6 171 975,40      | 15 383 040,89        |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>4 813 376,77</b>  | <b>905 647,32</b> | <b>5 719 024,09</b>  |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>1 690 753,20</b>  | <b>905 647,32</b> | <b>2 596 400,52</b>  |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 846 538,66           |                   |                      |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 546 194,26           |                   |                      |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>-300 344,40</b>   |                   |                      |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>1 390 408,80</b>  | <b>905 647,32</b> | <b>2 296 056,12</b>  |

## COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - BUDGET ASSAINISSEMENT

|                  |                                  | Investissement      | Fonctionnement    | Total               |
|------------------|----------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>1 797 761,46</b> | <b>224 447,95</b> | <b>2 022 209,41</b> |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                     |                   |                     |
|                  | Dépenses                         | 406 537,26          | 905 206,08        | 1 311 743,34        |
|                  | Recettes                         | 712 992,81          | 823 449,45        | 1 536 442,26        |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>306 455,55</b>   | <b>-81 756,63</b> | <b>224 698,92</b>   |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>2 104 217,01</b> | <b>142 691,32</b> | <b>2 246 908,33</b> |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 42 003,62           |                   |                     |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 98 976,75           |                   |                     |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>56 973,13</b>    |                   |                     |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>2 161 190,14</b> | <b>142 691,32</b> | <b>2 303 881,46</b> |

## COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - BUDGET EAU

|                  |                                  | Investissement       | Fonctionnement    | Total                |
|------------------|----------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>3 610 982,72</b>  | <b>209 493,59</b> | <b>3 820 476,31</b>  |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                      |                   |                      |
|                  | Dépenses                         | 4 642 546,47         | 553 095,18        | 5 195 641,65         |
|                  | Recettes                         | 849 207,67           | 689 298,21        | 1 538 505,88         |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>-3 793 338,80</b> | <b>136 203,03</b> | <b>-3 657 135,77</b> |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>-182 356,08</b>   | <b>345 696,62</b> | <b>163 340,54</b>    |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 1 048 570,64         |                   |                      |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 1 637 223,95         |                   |                      |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>588 653,31</b>    |                   |                      |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>406 297,23</b>    | <b>345 696,62</b> | <b>751 993,85</b>    |

## COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - BUDGET ESPACE D'ENTREPRISES DE WESSERLING

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total        |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|--------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | -43 905,11     | 51 461,12      | 7 556,01     |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |              |
|           | Dépenses                   | 759 589,45     | 1 147 205,61   | 1 906 795,06 |
|           | Recettes                   | 1 001 631,63   | 1 044 689,23   | 2 046 320,86 |
|           |                            |                |                |              |
| B         | Résultat 2025              | 242 042,18     | -102 516,38    | 139 525,80   |
| C = A + B | Résultat brut              | 198 137,07     | -51 055,26     | 147 081,81   |
|           | Restes à réaliser Dépenses | 136 145,57     |                |              |
|           | Restes à réaliser Recettes | 12 638,75      |                |              |
|           |                            |                |                |              |
|           |                            |                |                |              |
| D         | Solde Restes à réaliser    | -123 506,82    |                |              |
| E = C + D | Résultat net               | 74 630,25      | -51 055,26     | 23 574,99    |

## COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - BUDGET ESPACE GROS ROMAN

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total        |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|--------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | -383 963,10    | 0,00           | -383 963,10  |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |              |
|           | Dépenses                   | 518 678,54     | 518 678,54     | 1 037 357,08 |
|           | Recettes                   | 400 345,74     | 518 678,54     | 919 024,28   |
|           |                            |                |                |              |
| B         | Résultat 2025              | -118 332,80    | 0,00           | -118 332,80  |
| C = A + B | Résultat brut              | -502 295,90    | 0,00           | -502 295,90  |
|           | Restes à réaliser Dépenses | 0,00           |                |              |
|           | Restes à réaliser Recettes | 0,00           |                |              |
|           |                            |                |                |              |
| D         | Solde Restes à réaliser    | 0,00           |                |              |
| E = C + D | Résultat net               | -502 295,90    | 0,00           | -502 295,90  |

## BUDGET ENFANCE JEUNESSE

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total        |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|--------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | 116 899,15     | -156 075,09    | -39 175,94   |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |              |
|           | Dépenses                   | 40 240,15      | 1 475 229,79   | 1 515 469,94 |
|           | Recettes                   | 58 573,42      | 1 582 537,74   | 1 641 111,16 |
|           |                            |                |                |              |
| B         | Résultat 2025              | 18 333,27      | 107 307,95     | 125 641,22   |
| C = A + B | Résultat brut              | 135 232,42     | -48 767,14     | 86 465,28    |
| D         | Restes à réaliser Dépenses |                |                |              |
|           | Restes à réaliser Recettes | 3 531,56       |                |              |
|           | Solde Restes à réaliser    | 3 531,56       |                |              |
|           |                            |                |                |              |
| E = C + D | Résultat net               | 138 763,98     | -48 767,14     | 89 996,84    |

## COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - BUDGET PARC DE MALMERSPACH

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total       |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|-------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | -98 140,22     | -137 759,73    | -235 899,95 |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |             |
|           | Dépenses                   | 266 239,33     | 578 674,63     | 844 913,96  |
|           | Recettes                   | 407 439,82     | 464 664,26     | 872 104,08  |
| B         | Résultat 2025              | 141 200,49     | -114 010,37    | 27 190,12   |
| C = A + B | Résultat brut              | 43 060,27      | -251 770,10    | -208 709,83 |
|           | Restes à réaliser Dépenses | 25 931,27      |                |             |
|           | Restes à réaliser Recettes |                |                |             |
|           | Solde Restes à réaliser    | -25 931,27     |                |             |
| D         |                            |                |                |             |
| E = C + D | Résultat net               | 17 129,00      | -251 770,10    | -234 641,10 |

## COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - BUDGET HYDRA

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total      |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | -12 697,43     | -59 557,08     | -72 254,51 |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |            |
|           | Dépenses                   | 62 902,51      | 106 002,76     | 168 905,27 |
|           | Recettes                   | 54 955,20      | 93 902,00      | 148 857,20 |
| B         | Résultat 2025              | -7 947,31      | -12 100,76     | -20 048,07 |
| C = A + B | Résultat brut              | -20 644,74     | -71 657,84     | -92 302,58 |
| D         | Restes à réaliser Dépenses | 0,00           |                |            |
|           | Restes à réaliser Recettes | 0,00           |                |            |
|           | Solde Restes à réaliser    | 0,00           |                |            |
| E = C + D | Résultat net               | -20 644,74     | -71 657,84     | -92 302,58 |

## BUDGET ORDURES MENAGERES

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total        |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|--------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | 29 060,01      | 232 803,96     | 261 863,97   |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |              |
|           | Dépenses                   | 363 275,77     | 2 025 328,11   | 2 388 603,88 |
|           | Recettes                   | 362 104,43     | 2 002 147,71   | 2 364 252,14 |
| B         | Résultat 2025              | -1 171,34      | -23 180,40     | -24 351,74   |
| C = A + B | Résultat brut              | 27 888,67      | 209 623,56     | 237 512,23   |
|           | Restes à réaliser Dépenses | 10 776,00      |                |              |
|           | Restes à réaliser Recettes | 0,00           |                |              |
|           | Solde Restes à réaliser    | -10 776,00     |                |              |
| D         |                            |                |                |              |
| E = C + D | Résultat net               | 17 112,67      | 209 623,56     | 226 736,23   |

## COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - BUDGET SAIC

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total      |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | 20 986,39      | 385 590,83     | 406 577,22 |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |            |
|           | Dépenses                   | 165 240,97     | 172 984,91     | 338 225,88 |
|           | Recettes                   | 50 958,00      | 320 057,72     | 371 015,72 |
| B         | Résultat 2025              | -114 282,97    | 147 072,81     | 32 789,84  |
| C = A + B | Résultat brut              | -93 296,58     | 532 663,64     | 439 367,06 |
|           | Restes à réaliser Dépenses | 0,00           |                |            |
|           | Restes à réaliser Recettes | 0,00           |                |            |
|           | Solde Restes à réaliser    | 0,00           |                |            |
| D         |                            |                |                |            |
| E = C + D | Résultat net               | -93 296,58     | 532 663,64     | 439 367,06 |

## COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - BUDGET SPANC

|           | Investissement             | Fonctionnement | Total     |           |
|-----------|----------------------------|----------------|-----------|-----------|
| A         | Résultat reporté N-1       | 0,00           | 42 712,14 | 42 712,14 |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |           |           |
|           | Dépenses                   | 0,00           | 0,00      | 0,00      |
|           | Recettes                   | 0,00           | 0,00      | 0,00      |
| B         | Résultat 2025              | 0,00           | 0,00      | 0,00      |
| C = A + B | Résultat brut              | 0,00           | 42 712,14 | 42 712,14 |
|           | Restes à réaliser Dépenses | 0,00           |           |           |
|           | Restes à réaliser Recettes | 0,00           |           |           |
|           | Solde Restes à réaliser    | 0,00           |           |           |
| D         |                            |                |           |           |
| E = C + D | Résultat net               | 0,00           | 42 712,14 | 42 712,14 |

## COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - BUDGET ZAC KLEINAU

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total        |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|--------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | -762 311,67    | 0,00           | -762 311,67  |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |              |
|           | Dépenses                   | 1 128 579,20   | 1 145 765,24   | 2 274 344,44 |
|           | Recettes                   | 1 087 427,26   | 1 171 941,11   | 2 259 368,37 |
| B         | Résultat 2025              | -41 151,94     | 26 175,87      | -14 976,07   |
| C = A + B | Résultat brut              | -803 463,61    | 26 175,87      | -777 287,74  |
|           | Restes à réaliser Dépenses | 0,00           |                |              |
|           | Restes à réaliser Recettes | 0,00           |                |              |
|           | Solde Restes à réaliser    | 0,00           |                |              |
| D         |                            |                |                |              |
| E = C + D | Résultat net               | -803 463,61    | 26 175,87      | -777 287,74  |

## COMPTE ADMINISTRATIF 2025 - BUDGET WILDENSTEIN

|                  | Investissement                   | Fonctionnement    | Total             |
|------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>-13 216,07</b> | <b>-9 423,22</b>  |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                   |                   |
|                  | Dépenses                         | 0,00              | 2 887,41          |
|                  | Recettes                         | 0,00              | 281,00            |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>0,00</b>       | <b>-2 606,41</b>  |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>-13 216,07</b> | <b>-12 029,63</b> |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 0,00              |                   |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 0,00              |                   |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>0,00</b>       |                   |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>-13 216,07</b> | <b>-12 029,63</b> |

**Le Conseil Communautaire,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les comptes de gestion de l'exercice 2025 dressés par le Comptable ;

**CONSIDERANT** que Monsieur Cyrille AST, Président, s'est retiré pour laisser la Présidence à Monsieur Stéphane KUNTZ.

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**DE PRENDRE ACTE** de la présentation, en application de l'article L 1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, des comptes administratifs de l'exercice 2025.

**D'APPROUVER** les comptes administratifs de l'exercice 2025 du budget général et de ses douze budgets annexes.

**DE RECONNAITRE** la sincérité des réalisations ainsi que des restes à réaliser.

**D'ARRETER** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

**DE CONSTATER** pour la comptabilité unique, les identités de valeur entre le compte administratif et le compte de gestion du trésorier.

**DE PRENDRE ACTE** du bilan des acquisitions et des cessions immobilières réalisées en 2025.

**CONFORMEMENT** à l'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- prend connaissance des annexes aux documents budgétaires prévues par l'instruction budgétaire du 9 novembre 1998, en son volume I, tome II, chapitre III, troisième partie,
- prend connaissance des états prévus par l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### **3c. (DEL2026-0027) AFFECTATION DES RESULTATS 2025**

Monsieur Cyrille AST, Président de la Communauté de communes de la Vallée de Saint-Amarin, rappelle les dispositions des instructions budgétaires et comptables M14, M4 et M49 :

La détermination du résultat s'effectue à la clôture de l'exercice, au vu du compte administratif. Le résultat net de clôture désigne le résultat brut de clôture (agrégation du résultat des deux sections **des exercices** N et N-1) auquel il convient d'ajouter le solde des restes à réaliser. Après l'approbation du compte administratif, trois situations peuvent se présenter au moment de l'affectation du résultat :

1. Le résultat cumulé est déficitaire :

Dans ce cas, par définition, il n'y a pas d'affectation. Le résultat est alors reporté au budget sur la ligne codifiée D 002 "résultat de fonctionnement reporté".

2. Le résultat cumulé est excédentaire, et il y a un besoin de financement :

Selon l'article R 2311-12 du CGCT, l'excédent de la section de fonctionnement doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement apparaissant à la clôture de l'exercice précédent ; le besoin de financement se compose du résultat de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

Ainsi, l'assemblée délibérante, après avoir procédé à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur (report antérieur débiteur), est tenue d'affecter le résultat à la couverture du besoin de financement (compte 1068). Pour le surplus, elle décide de son affectation entre :

- le maintien en section de fonctionnement,
- une dotation complémentaire en réserve, en section d'investissement (compte 1068).

L'exécution de l'autofinancement s'effectue par l'émission d'un titre de recettes au compte 1068 après le vote du compte administratif et au vu de la délibération d'affectation du résultat en réserves.

3. Le résultat cumulé est excédentaire, et il n'y a pas de besoin de financement :

L'excédent est alors automatiquement reporté en section de fonctionnement, sauf volonté contraire de l'assemblée délibérante.

Aussi, il est proposé à l'assemblée délibérante d'affecter les résultats 2025 du budget principal et des douze budgets annexes suivant les tableaux ci-dessous.

### BUDGET PRINCIPAL

|                  |                                  | Investissement       | Fonctionnement    | Total                |
|------------------|----------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>-3 122 623,57</b> | <b>0,00</b>       | <b>-3 122 623,57</b> |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                      |                   |                      |
|                  | Dépenses                         | 4 397 688,72         | 5 266 328,08      | 9 664 016,80         |
|                  | Recettes                         | 9 211 065,49         | 6 171 975,40      | 15 383 040,89        |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>4 813 376,77</b>  | <b>905 647,32</b> | <b>5 719 024,09</b>  |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>1 690 753,20</b>  | <b>905 647,32</b> | <b>2 596 400,52</b>  |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 846 538,66           |                   |                      |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 546 194,26           |                   |                      |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>-300 344,40</b>   |                   |                      |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>1 390 408,80</b>  | <b>905 647,32</b> | <b>2 296 056,12</b>  |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |              |            |  |
|---------------------------------------------------------------------|--------------|------------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (RF)                       |              | 905 647,32 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (RI) | 1 690 753,20 |            |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 |              |            |  |

## BUDGET ASSAINISSEMENT

|                  |                                  | Investissement      | Fonctionnement    | Total               |
|------------------|----------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>1 797 761,46</b> | <b>224 447,95</b> | <b>2 022 209,41</b> |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                     |                   |                     |
|                  | Dépenses                         | 406 537,26          | 905 206,08        | 1 311 743,34        |
|                  | Recettes                         | 712 992,81          | 823 449,45        | 1 536 442,26        |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>306 455,55</b>   | <b>-81 756,63</b> | <b>224 698,92</b>   |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>2 104 217,01</b> | <b>142 691,32</b> | <b>2 246 908,33</b> |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 42 003,62           |                   |                     |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 98 976,75           |                   |                     |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>56 973,13</b>    |                   |                     |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>2 161 190,14</b> | <b>142 691,32</b> | <b>2 303 881,46</b> |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |              |            |  |
|---------------------------------------------------------------------|--------------|------------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (RF)                       |              | 142 691,32 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (RI) | 2 104 217,01 |            |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 |              |            |  |

## BUDGET EAU

|                  |                                  | Investissement       | Fonctionnement    | Total                |
|------------------|----------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>3 610 982,72</b>  | <b>209 493,59</b> | <b>3 820 476,31</b>  |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                      |                   |                      |
|                  | Dépenses                         | 4 642 546,47         | 553 095,18        | 5 195 641,65         |
|                  | Recettes                         | 849 207,67           | 689 298,21        | 1 538 505,88         |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>-3 793 338,80</b> | <b>136 203,03</b> | <b>-3 657 135,77</b> |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>-182 356,08</b>   | <b>345 696,62</b> | <b>163 340,54</b>    |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 1 048 570,64         |                   |                      |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 1 637 223,95         |                   |                      |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>588 653,31</b>    |                   |                      |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>406 297,23</b>    | <b>345 696,62</b> | <b>751 993,85</b>    |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2025</b>                            |             |            |  |
|---------------------------------------------------------------------|-------------|------------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (RF)                       |             | 345 696,62 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (RI) | -182 356,08 |            |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 |             |            |  |

## BUDGET ESPACE D'ENTREPRISES DE WESSERLING

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total        |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|--------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | -43 905,11     | 51 461,12      | 7 556,01     |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |              |
|           | Dépenses                   | 759 589,45     | 1 147 205,61   | 1 906 795,06 |
|           | Recettes                   | 1 001 631,63   | 1 044 689,23   | 2 046 320,86 |
|           |                            |                |                |              |
| B         | Résultat 2025              | 242 042,18     | -102 516,38    | 139 525,80   |
| C = A + B | Résultat brut              | 198 137,07     | -51 055,26     | 147 081,81   |
|           | Restes à réaliser Dépenses | 136 145,57     |                |              |
|           | Restes à réaliser Recettes | 12 638,75      |                |              |
|           |                            |                |                |              |
|           |                            |                |                |              |
| D         | Solde Restes à réaliser    | -123 506,82    |                |              |
| E = C + D | Résultat net               | 74 630,25      | -51 055,26     | 23 574,99    |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |            |            |  |
|---------------------------------------------------------------------|------------|------------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (DF)                       |            | -51 055,26 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (RI) | 198 137,07 |            |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 |            |            |  |

## BUDGET ESPACE GROS ROMAN

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total        |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|--------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | -383 963,10    | 0,00           | -383 963,10  |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |              |
|           | Dépenses                   | 518 678,54     | 518 678,54     | 1 037 357,08 |
|           | Recettes                   | 400 345,74     | 518 678,54     | 919 024,28   |
| B         | Résultat 2025              | -118 332,80    | 0,00           | -118 332,80  |
| C = A + B | Résultat brut              | -502 295,90    | 0,00           | -502 295,90  |
|           | Restes à réaliser Dépenses | 0,00           |                |              |
|           | Restes à réaliser Recettes | 0,00           |                |              |
|           | Solde Restes à réaliser    | 0,00           |                |              |
| D         |                            |                |                |              |
| E = C + D | Résultat net               | -502 295,90    | 0,00           | -502 295,90  |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |             |      |  |
|---------------------------------------------------------------------|-------------|------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (RF)                       |             | 0,00 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (DI) | -502 295,90 |      |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 | 0,00        |      |  |

## BUDGET ENFANCE JEUNESSE

|                  |                                  | Investissement    | Fonctionnement     | Total             |
|------------------|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>116 899,15</b> | <b>-156 075,09</b> | <b>-39 175,94</b> |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                   |                    |                   |
|                  | Dépenses                         | 40 240,15         | 1 475 229,79       | 1 515 469,94      |
|                  | Recettes                         | 58 573,42         | 1 582 537,74       | 1 641 111,16      |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>18 333,27</b>  | <b>107 307,95</b>  | <b>125 641,22</b> |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>135 232,42</b> | <b>-48 767,14</b>  | <b>86 465,28</b>  |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       |                   |                    |                   |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 3 531,56          |                    |                   |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>3 531,56</b>   |                    |                   |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>138 763,98</b> | <b>-48 767,14</b>  | <b>89 996,84</b>  |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |            |            |  |
|---------------------------------------------------------------------|------------|------------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (DF)                       |            | -48 767,14 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (RI) | 135 232,42 |            |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 |            |            |  |

## BUDGET PARC DE MALMERSPACH

|                  |                                  | Investissement    | Fonctionnement     | Total              |
|------------------|----------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>-98 140,22</b> | <b>-137 759,73</b> | <b>-235 899,95</b> |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                   |                    |                    |
|                  | Dépenses                         | 266 239,33        | 578 674,63         | 844 913,96         |
|                  | Recettes                         | 407 439,82        | 464 664,26         | 872 104,08         |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>141 200,49</b> | <b>-114 010,37</b> | <b>27 190,12</b>   |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>43 060,27</b>  | <b>-251 770,10</b> | <b>-208 709,83</b> |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 25 931,27         |                    |                    |
|                  | Restes à réaliser Recettes       |                   |                    |                    |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>-25 931,27</b> |                    |                    |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>17 129,00</b>  | <b>-251 770,10</b> | <b>-234 641,10</b> |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |           |             |  |
|---------------------------------------------------------------------|-----------|-------------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (DF)                       |           | -251 770,10 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (RI) | 43 060,27 |             |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 |           |             |  |

## BUDGET HYDRA

|                  |                                  | Investissement    | Fonctionnement    | Total             |
|------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>-12 697,43</b> | <b>-59 557,08</b> | <b>-72 254,51</b> |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                   |                   |                   |
|                  | Dépenses                         | 62 902,51         | 106 002,76        | <b>168 905,27</b> |
|                  | Recettes                         | 54 955,20         | 93 902,00         | <b>148 857,20</b> |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>-7 947,31</b>  | <b>-12 100,76</b> | <b>-20 048,07</b> |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>-20 644,74</b> | <b>-71 657,84</b> | <b>-92 302,58</b> |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 0,00              |                   |                   |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 0,00              |                   |                   |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>0,00</b>       |                   |                   |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>-20 644,74</b> | <b>-71 657,84</b> | <b>-92 302,58</b> |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |            |            |  |
|---------------------------------------------------------------------|------------|------------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (DF)                       |            | -71 657,84 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (DI) | -20 644,74 |            |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 |            |            |  |

## BUDGET ORDURES MENAGERES

|                  |                                  | Investissement    | Fonctionnement    | Total               |
|------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>29 060,01</b>  | <b>232 803,96</b> | <b>261 863,97</b>   |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                   |                   |                     |
|                  | Dépenses                         | 363 275,77        | 2 025 328,11      | <b>2 388 603,88</b> |
|                  | Recettes                         | 362 104,43        | 2 002 147,71      | <b>2 364 252,14</b> |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>-1 171,34</b>  | <b>-23 180,40</b> | <b>-24 351,74</b>   |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>27 888,67</b>  | <b>209 623,56</b> | <b>237 512,23</b>   |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 10 776,00         |                   |                     |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 0,00              |                   |                     |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>-10 776,00</b> |                   |                     |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>17 112,67</b>  | <b>209 623,56</b> | <b>226 736,23</b>   |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |           |            |  |
|---------------------------------------------------------------------|-----------|------------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (RF)                       |           | 209 623,56 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (RI) | 27 888,67 |            |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 |           |            |  |

## BUDGET SAIC

|                  |                                  | Investissement     | Fonctionnement    | Total             |
|------------------|----------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>20 986,39</b>   | <b>385 590,83</b> | <b>406 577,22</b> |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                    |                   |                   |
|                  | Dépenses                         | 165 240,97         | 172 984,91        | 338 225,88        |
|                  | Recettes                         | 50 958,00          | 320 057,72        | 371 015,72        |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>-114 282,97</b> | <b>147 072,81</b> | <b>32 789,84</b>  |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>-93 296,58</b>  | <b>532 663,64</b> | <b>439 367,06</b> |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 0,00               |                   |                   |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 0,00               |                   |                   |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>0,00</b>        |                   |                   |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>-93 296,58</b>  | <b>532 663,64</b> | <b>439 367,06</b> |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |            |            |  |
|---------------------------------------------------------------------|------------|------------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (RF)                       |            | 439 367,06 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (DI) | -93 296,58 |            |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 | 93 296,58  |            |  |

## BUDGET SPANC

|                  |                                  | Investissement | Fonctionnement   | Total            |
|------------------|----------------------------------|----------------|------------------|------------------|
| <b>A</b>         | <b>Résultat reporté N-1</b>      | <b>0,00</b>    | <b>42 712,14</b> | <b>42 712,14</b> |
|                  | <b>Exécution budgétaire 2025</b> |                |                  |                  |
|                  | Dépenses                         | 0,00           | 0,00             | 0,00             |
|                  | Recettes                         | 0,00           | 0,00             | 0,00             |
| <b>B</b>         | <b>Résultat 2025</b>             | <b>0,00</b>    | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>      |
| <b>C = A + B</b> | <b>Résultat brut</b>             | <b>0,00</b>    | <b>42 712,14</b> | <b>42 712,14</b> |
|                  | Restes à réaliser Dépenses       | 0,00           |                  |                  |
|                  | Restes à réaliser Recettes       | 0,00           |                  |                  |
| <b>D</b>         | <b>Solde Restes à réaliser</b>   | <b>0,00</b>    |                  |                  |
| <b>E = C + D</b> | <b>Résultat net</b>              | <b>0,00</b>    | <b>42 712,14</b> | <b>42 712,14</b> |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |      |           |  |
|---------------------------------------------------------------------|------|-----------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (RF)                       |      | 42 712,14 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (RI) | 0,00 |           |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 |      |           |  |

## BUDGET ZAC KLEINAU

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total        |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|--------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | -762 311,67    | 0,00           | -762 311,67  |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |              |
|           | Dépenses                   | 1 128 579,20   | 1 145 765,24   | 2 274 344,44 |
|           | Recettes                   | 1 087 427,26   | 1 171 941,11   | 2 259 368,37 |
| B         | Résultat 2025              | -41 151,94     | 26 175,87      | -14 976,07   |
| C = A + B | Résultat brut              | -803 463,61    | 26 175,87      | -777 287,74  |
|           | Restes à réaliser Dépenses | 0,00           |                |              |
|           | Restes à réaliser Recettes | 0,00           |                |              |
|           | Solde Restes à réaliser    | 0,00           |                |              |
| D         |                            |                |                |              |
| E = C + D | Résultat net               | -803 463,61    | 26 175,87      | -777 287,74  |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |             |      |  |
|---------------------------------------------------------------------|-------------|------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (DF)                       |             | 0,00 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (DI) | -803 463,61 |      |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 | 26 175,87   |      |  |

## BUDGET WILDENSTEIN

|           |                            | Investissement | Fonctionnement | Total      |
|-----------|----------------------------|----------------|----------------|------------|
| A         | Résultat reporté N-1       | -13 216,07     | -9 423,22      | -22 639,29 |
|           | Exécution budgétaire 2025  |                |                |            |
|           | Dépenses                   | 0,00           | 2 887,41       | 2 887,41   |
|           | Recettes                   | 0,00           | 281,00         | 281,00     |
| B         | Résultat 2025              | 0,00           | -2 606,41      | -2 606,41  |
| C = A + B | Résultat brut              | -13 216,07     | -12 029,63     | -25 245,70 |
|           | Restes à réaliser Dépenses | 0,00           |                |            |
|           | Restes à réaliser Recettes | 0,00           |                |            |
|           | Solde Restes à réaliser    | 0,00           |                |            |
| D         |                            |                |                |            |
| E = C + D | Résultat net               | -13 216,07     | -12 029,63     | -25 245,70 |

| <b>AFFECTATION DES RESULTATS EN 2026</b>                            |            |            |  |
|---------------------------------------------------------------------|------------|------------|--|
| c/002 Résultat de fonctionnement reporté (DF)                       |            | -12 029,63 |  |
| c/001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (DI) | -13 216,07 |            |  |
| c/1068 Excédents de fonctionnement capitalisés (RI)                 |            |            |  |

**Le Conseil Communautaire,**

Après avoir entendu et arrêté les comptes administratifs 2025 du budget principal et des douze budgets annexes de la Communauté de Communes,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311-5 et R.2311-11 ;

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'APPROUVER** et d'affecter définitivement les résultats de fonctionnement 2025, tels que présentés ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant de signer toutes les pièces correspondantes.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

**3d. (DEL2026-0028) FIXATION DES TAUX DE LA FISCALITE DIRECTE LOCALE 2026 ET PRODUIT DE LA TAXE GEMAPI POUR 2026**

Le Président, Cyrille AST, rappelle qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les taux des impositions directes locales pour l'année en cours ainsi que le produit de la taxe GEMAPI.

Les impositions concernées sont : la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties, la taxe d'habitation et la cotisation foncière des entreprises.

- Il est proposé au Conseil Communautaire de maintenir les taux de fiscalité à leurs niveaux de 2025 et en conséquence de les fixer comme suit :

|                                                 |         |
|-------------------------------------------------|---------|
| - taxe foncière sur les propriétés bâties :     | 3,50 %  |
| - taxe foncière sur les propriétés non bâties : | 7,24 %  |
| - taxe d'habitation :                           | 14,01 % |
| - cotisation foncière des entreprises :         | 28,03 % |

- Produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) :

Le Syndicat de Rivières de Haute Alsace a communiqué le montant de sa cotisation pour 2026, à savoir 29 424 €. C'est le montant que le Conseil communautaire est invité à voter comme produit de la taxe GEMAPI.

**Le Conseil Communautaire,**

**VU** les articles 1636B sexies et 1636B undecies, 1639A et 1530 bis du Code Général des Impôts, **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 2121-29, L 2311-1 et suivants, L 2312-1 et suivants, L2331-3,

**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**DE NE PAS AUGMENTER** les taux intercommunaux pour l'année 2026 et donc de les conserver fixés comme suit :

|                                                 |         |
|-------------------------------------------------|---------|
| - taxe foncière sur les propriétés bâties :     | 3,50 %  |
| - taxe foncière sur les propriétés non bâties : | 7,24 %  |
| - taxe d'habitation :                           | 14,01 % |
| - cotisation foncière des entreprises :         | 28,03 % |

**DE METTRE** en réserve la fraction maximale de taux de CFE pouvant être mise en réserve, qui correspond à l'écart entre le taux voté et le taux maximum de droit commun.

**DE FIXER** le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) pour l'année 2026 à 29 424 euros.

**DE CHARGER** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux et de transmettre l'état 1259 complété à la direction départementale des finances publiques, accompagné d'une copie de la présente délibération.

**D'AUTORISER** le Président à signer tous documents administratifs, techniques ou financiers nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### 3e. (DEL2026-0029) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET GENERAL

Monsieur Cyrille AST, Président, présente le budget primitif 2026.

Il précise que le projet de budget a été élaboré en concertation avec les élus et avec la participation des services.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous. Il est soumis à votre approbation et est équilibré comme suit :

#### A) Section de fonctionnement :

Dépenses : 7 145 000 €

Recettes : 7 145 000 €

#### B) Section d'investissement :

Dépenses : 9 224 600 € dont Restes à Réaliser (RAR) 846 538,66 €

Recettes : 9 224 600 € dont Restes à Réaliser (RAR) 546 194,26 €

| FONCTIONNEMENT                                         |                     |                                               |                     |
|--------------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                               |                     | RECETTES                                      |                     |
| Chapitre Libellé                                       | BP 2026             | Chapitre Libellé                              | BP 2026             |
| 011 Charges à caractère général                        | 1 115 700,00        | 013 Atténuation des charges                   | 35 600,00           |
| 012 Charges de personnel                               | 2 020 000,00        | 70 Produits des services                      | 592 700,00          |
| 014 Atténuations de produits                           | 1 033 000,00        | 73 Impôts et taxes                            | 2 003 000,00        |
|                                                        |                     | 731 Fiscalité locale                          | 1 875 100,00        |
| 65 Autres charges de gestion courante                  | 1 289 400,00        | 74 Dotations, subventions                     | 1 562 400,00        |
|                                                        |                     | 75 Produits de gestion courante               | 61 000,00           |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>              | <b>5 458 100,00</b> | <b>Total des recettes de gestion courante</b> | <b>6 129 800,00</b> |
| 66 Charges financières                                 | 166 600,00          | 76 Produits financiers                        | 0,00                |
| 67 Charges exceptionnelles                             | 75 000,00           | 77 Produits exceptionnels                     | 52,68               |
| 68 Dotations Amort/Provisions                          | 33 000,00           | 78 Reprise sur provisions/amortissements      | 0,00                |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                      | <b>5 732 700,00</b> | <b>Total des recettes réelles</b>             | <b>6 129 852,68</b> |
| 023 Virement à la section d'investissement             | 984 117,17          |                                               |                     |
| 042 Transfert entre sections (amortissements+cessions) | 428 182,83          | 042 Transfert entre sections                  | 109 500,00          |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                      | <b>1 412 300,00</b> | <b>Total des recettes d'ordre</b>             | <b>109 500,00</b>   |
|                                                        |                     | 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté</b> | <b>905 647,32</b>   |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>                   | <b>7 145 000,00</b> | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>          | <b>7 145 000,00</b> |

| INVESTISSEMENT                                     |                      |                                                    |                      |
|----------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------------------|----------------------|
| DEPENSES                                           |                      | RECETTES                                           |                      |
| Chapitre Libellé                                   | BP 2026              | Chapitre Libellé                                   | BP 2026              |
| 16 Emprunts et dettes assimilées                   | 440 000,00           | 10 Dotations                                       | 1 000 000,00         |
| 204 Subventions équipement versées                 | 481 600,00           | 13 Subventions d'investissement                    | 2 298 100,00         |
| 20 Immobilisations incorporelles                   | 147 900,00           | 16 Emprunts                                        | 1 890 000,00         |
| 21 Immobilisations corporelles                     | 433 800,00           |                                                    |                      |
| 23 Immobilisations en cours                        | 6 681 800,00         | 23 Immobilisations en cours                        |                      |
| 27 Autres immobilisations financières              |                      | 27 Autres immobilisations financières              | 3 446,80             |
| 45811 Opérations pour compte de tiers              | 780 000,00           | 45821 Opérations pour compte de tiers              | 780 000,00           |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>8 965 100,00</b>  | <b>Total des recettes réelles</b>                  | <b>5 971 546,80</b>  |
| 040 Transfert entre sections                       | 109 500,00           | 040 Transfert entre sections                       | 428 182,83           |
| 041 Opérations patrimoniales                       | 150 000,00           | 021 Virement de la section d'exploitation          | 984 117,17           |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                  | <b>259 500,00</b>    | 041 Opérations patrimoniales                       | 150 000,00           |
| 001 Solde d'exécution reporté (déficit antérieur)  |                      | <b>Total des recettes d'ordre</b>                  | <b>1 562 300,00</b>  |
|                                                    |                      | 001 Solde d'exécution reporté (excédent antérieur) | 1 690 753,20         |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>             | <b>9 224 600,00</b>  | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>             | <b>9 224 600,00</b>  |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                             | <b>16 369 600,00</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                             | <b>16 369 600,00</b> |

## FONCTIONNEMENT

### DEPENSES

- ✓ **Les charges à caractère général (chap 011)** sont en hausse de 572 K€ par rapport à celles constatées en 2025. Cette hausse s'explique par l'impact de la réouverture de la piscine (213 K€) et les dépenses liées au Tour de France (300 K€).
- ✓ **Les charges de personnel (chap 012)** : la masse salariale est estimée à 2,02 M€ soit en augmentation de 276 K€ (16%) par rapport à celle constatée en 2025. Elle tient compte de l'incidence du Glissement Vieillesse Technicité (GVT). Ce dernier désigne l'augmentation automatique de la masse salariale causée par trois facteurs : le Glissement (progression dans la carrière), Vieillesse (l'ancienneté), Technicité (nouvelles compétences ou promotion). Les dépenses prévisionnelles tiennent également compte des recrutements et départs en retraite, et de la réouverture de la piscine avec la réintégration des MNS dans le budget principal (temporairement affectés au périscolaire).
- ✓ **Les atténuations de produits (chap 014)** seront en augmentation de 1,8%. À ce jour non connues, elles sont composées des reversements de fiscalité (AC, FNGIR, taxe de séjour ...) et se veulent donc prudentes.
- ✓ **Les autres charges de gestion courante (chap 54)** seront en baisse de 115 K€ (-8,2%). Ce chapitre regroupe principalement les subventions versées par la CCVSA, les participations (Pays Thur Doller, Syndicats du Barrage et du Markstein), les indemnités des élus, et la subvention d'équilibre versée au budget Enfance (- 131 K€).
- ✓ **Les charges financières (chap 66)** seront de 72 K€. Elles intègrent les remboursements des intérêts des emprunts en cours, les ICNE, et les frais financiers liés au déblocage de la ligne de trésorerie.
- ✓ **Les amortissements (chap 042)** seront en augmentation (10%) par rapport à 2025.
- ✓ **Les charges exceptionnelles (chap 67)** sont destinées à des dépenses imprévisibles.
- ✓ **Les provisions (chap 68)** seront en diminution de 67 K€. Nous prévoyons cependant la possibilité de constituer une provision de 33 K€ en fin d'année si cela devait s'avérer nécessaire.

## **RECETTES**

- ✓ **Les atténuations de charges (chap 013)** correspondent aux remboursements de frais de personnel (indemnités journalières + Tickets restaurant) et sont estimées à 35 600 €.
- ✓ **Les produits des services (chap 70)** augmentent de 5% (réouverture de la piscine en septembre).
- ✓ **Impôts et taxes (chap 73 + 731)** : Les recettes fiscales enregistrent une hausse de 8 K€. Cette prévision reste prudente, car la CCVSA n'a pas encore reçu les notifications prévisionnelles (état 1259). Par ailleurs, aucune augmentation des taux d'imposition n'est envisagée pour 2026 (voir détail page suivante).
- ✓ **Les dotations, subventions et participations (chap 74)** sont en augmentation de 83K€. N'ayant pas encore connaissance des notifications des dotations, l'hypothèse retenue est une estimation prudente (en baisse de 71K€) des dotations de l'Etat par rapport à celles perçues en 2025. De plus c'est ce chapitre qui enregistre les subventions liées au Tour de France 2026.
- ✓ **Les autres produits de gestion courante (chap75)** connaîtront une baisse, principalement due à la diminution des loyers (consécutive au transfert des gîtes en année pleine) et à des recettes exceptionnelles enregistrées en 2025.
- ✓ **Les reprises sur provisions (chap78)** : il n'y a pas de reprises de provision prévues.

### **La fiscalité**

| En €                                                            | 2020             | 2021             | 2022             | 2023             | 2024             | 2025             | BP 2026          |
|-----------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| IMPOTS DIRECTS LOCAUX ADDITIONNELS (TFPB, TFNB, TH, TAFNB, CFE) | 2 613 417        | 1 152 217        | 1 192 584        | 1 286 434        | 1 517 111        | 1 501 984        | 1 517 900        |
| CVAE + COMPENSATION CVAE                                        | 349 246          | 305 209          | 279 363          | 326 426          | 323 854          | 334 628          | 330 000          |
| TASCOM                                                          | 53 329           | 25 607           | 87 991           | 51 770           | 54 014           | 55 894           | 55 900           |
| IFER                                                            | 75 212           | 77 062           | 79 409           | 82 345           | 78 855           | 85 860           | 86 900           |
| ROLES COMPLEMENTAIRES                                           | 1 615            | 11 073           | 1 920            | 23 957           | 25 381           | 6 479            | 3 000            |
| AUTRES TAXES LIEES AUX TRANSPORTS                               |                  |                  |                  |                  |                  | 10 388           | 10 000           |
| GEMAPI                                                          | 26 009           | 25 164           | 24 880           | 28 450           | 28 371           | 28 251           | 29 424           |
| FRACTION DE TVA EN COMPENSATION DE LA TH                        |                  | 1 329 783        | 1 458 640        | 1 485 048        | 1 498 021        | 1 502 043        | 1 502 000        |
| <b>TOTAL</b>                                                    | <b>3 118 828</b> | <b>2 926 115</b> | <b>3 124 787</b> | <b>3 284 430</b> | <b>3 525 607</b> | <b>3 525 527</b> | <b>3 535 124</b> |
| <b>Evolution annuelle en €</b>                                  | <b>205 756</b>   | <b>-192 713</b>  | <b>198 672</b>   | <b>159 643</b>   | <b>241 177</b>   | <b>-80</b>       | <b>9 597</b>     |
| <b>Evolution annuelle en %</b>                                  | <b>7,06%</b>     | <b>-6,18%</b>    | <b>6,79%</b>     | <b>5,11%</b>     | <b>7,34%</b>     | <b>0,00%</b>     | <b>0,27%</b>     |

### **Les dotations**

| En €                                                              | 2020             | 2021             | 2022             | 2023             | 2024             | 2025             | BP 2026          |
|-------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dotation d'intercommunalité                                       | 83 642           | 91 458           | 100 252          | 293 921          | 329 853          | 339 266          | 330 000          |
| Dotation de compensation des groupements de communes              | 723 384          | 709 137          | 693 582          | 689 555          | 678 144          | 653 519          | 630 000          |
| Dotation de compensation réforme taxe professionnelle (DCRTP)     | 228 845          | 228 845          | 228 845          | 228 845          | 227 124          | 195 654          | 165 000          |
| Etat - CVAE et CFE                                                | 17 728           | 157 366          | 147 192          | 206 915          | 190 640          | 197 918          | 195 000          |
| Etat - Compensation exonération taxes foncières                   | 14               | 0                | 9 519            | 10 208           | 10 679           | 10 870           | 8 300            |
| Etat - Compensation exonération taxes d'habitation                | 92 488           |                  |                  |                  |                  | 2 642            | 2 500            |
| Attribution fonds départemental de péréquation de la taxe profess | 120 535          | 65 484           | 34 320           | 33 944           | 33 303           | 28 266           | 26 000           |
| Autres attributions et participations (filet de sécurité)         |                  |                  | 72 838           |                  |                  |                  |                  |
| <b>TOTAL</b>                                                      | <b>1 266 636</b> | <b>1 252 290</b> | <b>1 286 548</b> | <b>1 463 388</b> | <b>1 469 743</b> | <b>1 428 135</b> | <b>1 356 800</b> |
| <b>Evolution annuelle en €</b>                                    | <b>-4 169</b>    | <b>-14 346</b>   | <b>34 258</b>    | <b>176 840</b>   | <b>6 355</b>     | <b>-41 608</b>   | <b>-71 335</b>   |
| <b>Evolution annuelle en %</b>                                    | <b>-0,33%</b>    | <b>-1,13%</b>    | <b>2,74%</b>     | <b>13,75%</b>    | <b>0,43%</b>     | <b>-2,83%</b>    | <b>-4,99%</b>    |

## **INVESTISSEMENT**

### **DEPENSES**

**Les principaux investissements prévus pour 2026 sont les suivants :**

- ✓ **Projets en cours : 7 459 841 € dont**

Les principaux investissements prévus sont : Piscine (5 015,7 k€) ; MSP de Wesserling + Saint-Amarin (1 224,3 k€), Presbytère de Geishouse (828,6 k€), Toiture de la salle de sport de Moosch (107 k€), Acquisition d'un terrain nu à Felling (87,9 k€), Cirque Equinote (69 k€), Plan Intercommunal de Sauvegarde (26,8 k€), SCOT (15,2 k€), Portes pavillon des créateurs (14,5 k€), Ecobalades + divers (20,7 k€).

✓ **Investissements récurrents : 221 002 € dont**

Les principaux investissements prévus sont : Participations Syndicats du Markstein + Barrage (86,1 k€), Informatique et téléphonie (44 k€), Divers (50,7 k€), Dépenses imprévues (50 k€), Subvention patrimoine bâti/rénovation/dossier ANAH (39,7 k€).

✓ **Nouveaux projets : 844 256 € dont**

Les principaux investissements prévus sont : Remboursement du gymnase de Saint-Amarin (315 k€), Vérandas + fibre du château et chaufferie (206,6 k€), Siège : Travaux, mobilier, véhicule, salle du conseil, bâtiment voisin du siège (120,7 k€); Mise aux normes de la fibre et de la téléphonie (67,5 k€), Aérothermes, radiateurs, peinture de la salle de sport de Moosch (49,8 k€), Matériel piscine (25 k€), Voie verte : aménagement place du hibou (13,2 k€), Parking extérieur piscine (12 k€), Etude de marché bâti vacant (10 k€), Remplacement des huisseries club house tennis (10 k€), Cheminement pavillon des créateurs (6 k€), Etude terrain de foot synthétique (3,1 k€), Travaux écuries (2,9 k€).

- ✓ Le remboursement du capital des emprunts est estimé à 440 k€ pour les emprunts en cours. A ce montant nous ne prévoyons pas de budget supplémentaire pour le nouvel emprunt, car le remboursement auprès de la Banque des Territoires est différé à 2027.
- ✓ La valorisation des travaux en régie est estimée à 75 k€.
- ✓ Les amortissements des subventions sont évalués à 34,4 k€.

## **RECETTES**

- ✓ Les subventions d'investissement qui seront inscrites au budget 2026 s'élèvent à 2 298 100 €

|                                                                  |               |
|------------------------------------------------------------------|---------------|
| - Projet ECO-MUSEAL (solde)                                      | → 163 593 €   |
| - Piscine (tranche 2026 uniquement)                              | → 1 041 630 € |
| - MSP de Wesserling + Saint Amarin                               | → 980 347 €   |
| - Presbytères (information, communication, études parois au feu) | → 56 830 €    |
| - Cirque Equinote                                                | → 52 000 €    |
| - Equipement cyclo                                               | → 3 700 €     |

**Plusieurs autres dossiers sont en attente de décisions de la part des financeurs, aussi les éventuelles recettes à venir seront intégrées dans le cadre d'une décision modificative. De plus, 1 673 400 € ont d'ores et déjà été notifiés pour la piscine, mais ne seront inscrits que l'année prochaine afin de se rapprocher du calendrier de versement.**

- ✓ Les autres recettes

- Presbytère de Geishouse (opération pour compte de tiers) → 780 000 €
- Le recours à l'emprunt : il est prévu de recourir à l'emprunt à hauteur de 1 890 000 €.
- Le FCTVA consiste au remboursement par l'Etat d'une partie de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) acquittée sur leurs dépenses d'investissement. Le taux 2026 est inchangé à 16,404%. Le FCTVA pour 2025 est estimé à 1 000 k€.
- Les amortissements des investissements sont évalués à 428 k€.

### **Le Conseil de Communautaire,**

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M57 pour l'exercice 2026 ;

**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;  
**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;  
**VU** la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,  
**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;  
**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

**Après en avoir délibéré, décide à la majorité** (2 voix contre M. Jean-Léon TACQUARD et M. Eric ARNOULD par procuration)

**D'ADOPTER** tels que proposé ci-dessus le Budget primitif 2026 du budget général,

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT ;

**D'AUTORISER** le Président, à procéder, dans les conditions prévues par l'instruction budgétaire M57, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement et dans la limite des 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, étant précisé que ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre et ne concernent pas les charges de personnel ;

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics,

**D'AUTORISER** le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre,

**D'AUTORISER** le Président à consulter les organismes bancaires pour la souscription d'emprunts afin de financer, au besoin, les investissements inscrits au Budget Primitif 2026.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

M. Eric ARNOULD nous explique la raison de son vote négatif :

A de nombreuses occasions, j'ai demandé que le calcul des attributions de compensation provenant de la fiscalité professionnelle unique soit actualisé.

Cette demande était faite dans un souci d'équité entre toutes les communes de la Communauté de Communes, ainsi que dans l'intérêt général de la Communauté de Communes.

La démarche de certaines communes pour bloquer cette évolution ne me semble pas honnête et doit être revue.

### **3f. (DEL2026-0030) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET EAU**

Monsieur Stéphane KUNTZ, Vice-Président, présente le budget annexe EAU 2026.

Il est rappelé que les services publics d'eau potable sont des Services Publics Industriels et Commerciaux dont le financement est assuré par les redevances perçues auprès des usagers pour le service rendu (articles L2224-11 et L2224-12-3 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Un financement par un système de redevance implique d'équilibrer le budget en recettes et en dépenses et de spécialiser le budget du service.

Il précise que le projet de budget a été élaboré en concertation avec les élus et avec la participation des services.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous.

| FONCTIONNEMENT                                                     |                     |                                                           |                     |
|--------------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                                           |                     | RECETTES                                                  |                     |
| Chapitre Libellé                                                   | BP 2026             | Chapitre Libellé                                          | BP 2026             |
| 011 Charges à caractère général                                    | 72 300,00           | 70 Produits des services                                  | 555 000,00          |
| 012 Charges de personnel                                           | 75 100,00           | 75 Autres produits de gestion courante                    | 8 303,38            |
| 65 Autres charges de gestion courante                              | 30 000,00           |                                                           |                     |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>                          | <b>177 400,00</b>   | <b>Total des recettes de gestion courante</b>             | <b>563 303,38</b>   |
| 66 Charges financières                                             | 157 000,00          | 76 Produits financiers                                    |                     |
| 67 Charges exceptionnelles                                         | 0,00                | 77 Produits exceptionnels                                 | 0,00                |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                                  | <b>334 400,00</b>   | <b>Total des recettes réelles</b>                         | <b>563 303,38</b>   |
| 023 Virement à la section d'investissement                         | 434 600,00          |                                                           |                     |
| 042 Transfert entre sections (amortissements des immo)             | 240 000,00          | 042 Transfert entre sections (amortissements des sub)     | 100 000,00          |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                                  | <b>674 600,00</b>   | <b>Total des recettes d'ordre</b>                         | <b>100 000,00</b>   |
|                                                                    |                     | 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté</b>             | <b>345 696,62</b>   |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>                               | <b>1 009 000,00</b> | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>                      | <b>1 009 000,00</b> |
| INVESTISSEMENT                                                     |                     |                                                           |                     |
| DEPENSES                                                           |                     | RECETTES                                                  |                     |
| Chapitre Libellé                                                   | BP 2026             | Chapitre Libellé                                          | BP 2026             |
| 13 Subventions d'investissement                                    | 0,00                | 10 Dotations                                              | 0,00                |
| 16 Emprunts et dettes assimilées                                   | 101 000,00          | 13 Subventions d'investissement                           | 2 847 700,00        |
| 20 Immobilisations incorporelles                                   | 0,00                | 16 Emprunts                                               | 378 700,00          |
| 21 Immobilisations corporelles                                     | 195 000,00          | 27 Autres immobilisations financières                     | 0,00                |
| 23 Immobilisations en cours                                        | 3 322 643,92        |                                                           |                     |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>                 | <b>3 618 643,92</b> | <b>Total des recettes réelles</b>                         | <b>3 226 400,00</b> |
| 040 Opérations d'ordre de transfert entre section (amort des subv) | 100 000,00          | 040 Opérations d'ordre de transfert entre section (amort) | 240 000,00          |
| 041 Opérations patrimoniales                                       | 80 000,00           | 041 Opérations patrimoniales                              | 80 000,00           |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                                  | <b>180 000,00</b>   | 021 Virement de la section d'exploitation                 | 434 600,00          |
| 001 <b>Solde d'exécution reporté (déficit antérieur)</b>           | <b>182 356,08</b>   | <b>Total des recettes d'ordre</b>                         | <b>754 600,00</b>   |
|                                                                    |                     | 001 <b>Solde d'exécution reporté (excédent antérieur)</b> | <b>0,00</b>         |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                             | <b>3 981 000,00</b> | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                    | <b>3 981 000,00</b> |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                                             | <b>4 990 000,00</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                                    | <b>4 990 000,00</b> |

## FONCTIONNEMENT

- ✓ Les dépenses prévisionnelles de fonctionnement sont en augmentation de 456 k€ par rapport à 2025. Ceci s'explique en partie par le virement à la section d'investissement de 434 k€. De plus, suite à la réforme des redevances, les charges générales sont en augmentation, car elles enregistrent le versement des contre-valeurs à l'Agence de l'Eau.
- ✓ Les recettes de fonctionnement ont été prévues avec prudence suite à l'observation d'une tendance générale à la baisse de la consommation d'eau potable.

## INVESTISSEMENT

Les principaux investissements prévus pour 2026 sont les suivants :

- la fin des travaux au réservoir de Felling Zone Basse et la réhabilitation du réservoir de Saint-Amarin Zone Basse ;
- la mise en service de la station de traitement d'eau au Tunnel d'Urbès ;

- des travaux d'amélioration du rendement et d'extension de réseau qui représenteront un montant de travaux de 1,9 M€ ;
- la déconnexion des réservoirs de Malmerspach, Kruth Sauwas 2 et Wildenstein Rhin-Danube ;
- un schéma directeur eau potable ;

Tous les projets ont fait l'objet de demandes de subventions qui ne sont pas toutes notifiées à ce jour, ce qui a pour conséquence d'ajouter provisoirement un emprunt pour équilibrer le budget.

### **Le Conseil de Communauté,**

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M49 pour l'exercice 2026 ;

**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;

**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;

**VU** la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,

**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

### **Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'ADOPTER** tel que proposé ci-dessus le Budget primitif 2026 du budget EAU,

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres sans vote formel sur chacun des chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT ;

**D'AUTORISER** le Président, à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre ;

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics,

**D'AUTORISER** le Président à consulter les organismes bancaires pour la souscription d'emprunts afin de financer, au besoin, les investissements inscrits au Budget Primitif 2026.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### **3g. (DEL2026-0031) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET ASSAINISSEMENT**

Monsieur Stéphane KUNTZ, Vice-Président, présente le budget annexe ASSAINISSEMENT 2026.

Il est rappelé que les services publics d'eau potable sont des Services Publics Industriels et Commerciaux dont le financement est assuré par les redevances perçues auprès des usagers pour le service rendu (articles L2224-11 et L2224-12-3 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Un financement par un système de redevance implique d'équilibrer le budget en recettes et en dépenses et de spécialiser le budget du service.

Il précise que le projet de budget a été élaboré en concertation avec les élus et avec la participation des services.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous.

| FONCTIONNEMENT                                      |                     |                                                           |                     |
|-----------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                            |                     | RECETTES                                                  |                     |
| Chapitre Libellé                                    | BP 2026             | Chapitre Libellé                                          | BP 2026             |
| 011 Charges à caractère général                     | 215 700,00          | 70 Produits des services                                  | 497 508,68          |
| 012 Charges de personnel                            | 75 000,00           | 74 Dotations, subventions, et participations              | 0,00                |
| 65 Autres charges de gestion courante               | 16 300,00           | 75 Autres produits de gestion courante                    | 8 800,00            |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>           | <b>307 000,00</b>   | <b>Total des recettes de gestion courante</b>             | <b>506 308,68</b>   |
| 66 Charges financières                              | 1 900,00            | 76 Produits financiers                                    |                     |
| 67 Charges exceptionnelles                          | 2 000,00            | <b>Total des recettes réelles</b>                         | <b>506 308,68</b>   |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                   | <b>310 900,00</b>   |                                                           |                     |
| 023 Virement à la section d'investissement          | 0,00                |                                                           |                     |
| 042 Transfert entre sections (amortissements)       | 678 100,00          | 042 Transfert entre sections                              | 340 000,00          |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                   | <b>678 100,00</b>   | <b>Total des recettes d'ordre</b>                         | <b>340 000,00</b>   |
|                                                     |                     | 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté</b>             | <b>142 691,32</b>   |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>                | <b>989 000,00</b>   | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>                      | <b>989 000,00</b>   |
| INVESTISSEMENT                                      |                     |                                                           |                     |
| DEPENSES                                            |                     | RECETTES                                                  |                     |
| Chapitre Libellé                                    | BP 2026             | Chapitre Libellé                                          | BP 2026             |
| 16 Emprunts et dettes assimilées                    | 25 000,00           | 13 Subventions d'investissement                           | 98 982,99           |
| 20 Immobilisations incorporelles                    | 0,00                | 16 Emprunts                                               | 0,00                |
| 21 Immobilisations corporelles                      | 120 000,00          | 27 Autres immobilisations financières                     | 0,00                |
| 23 Immobilisations en cours                         | 2 396 300,00        | <b>Total des recettes réelles</b>                         | <b>98 982,99</b>    |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>  | <b>2 541 300,00</b> |                                                           |                     |
| 040 Opérations d'ordre de transfert entre section ( | 340 000,00          | 040 Opérations d'ordre de transfert entre section (amort) | 678 100,00          |
| 041 Opérations patrimoniales                        | 0,00                | 041 Opérations patrimoniales                              | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                   | <b>340 000,00</b>   | 021 Virement de la section d'exploitation                 | 0,00                |
|                                                     |                     | <b>Total des recettes d'ordre</b>                         | <b>678 100,00</b>   |
|                                                     |                     | 001 <b>Solde d'exécution reporté (excédent antérieur)</b> | <b>2 104 217,01</b> |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>              | <b>2 881 300,00</b> | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                    | <b>2 881 300,00</b> |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                              | <b>3 870 300,00</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                                    | <b>3 870 300,00</b> |

## FONCTIONNEMENT

- ✓ Les dépenses prévisionnelles de fonctionnement intègrent la facturation de l'Agence de l'Eau qui sera basée sur la performance du réseau d'assainissement (57 k€).
- ✓ Les recettes prévisionnelles sont en baisse, car elles tiennent compte de la diminution générale des consommations et du résultat de fonctionnement.

## INVESTISSEMENT

**Les principaux investissements prévus pour 2026 sont les suivants :**

- les travaux de l'atelier de déshydratation des boues de la station d'épuration de Moosch (600 k€) qui restent en attente de notification de subvention ;
- les travaux de réduction des eaux claires parasites ;
- un schéma directeur assainissement et une étude de déraccordement.

Les recettes sont composées des amortissements (678 k€), des subventions notifiées (98 k€) et de l'excédent de 2,1 M€.

## **Le Conseil de Communauté,**

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M49 pour l'exercice 2026 ;

**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;

**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;

**VU** la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,

**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

### **Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'ADOPTER** à l'unanimité tel que proposé ci-dessus le Budget primitif 2026 du budget ASSAINISSEMENT.

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres sans vote formel sur chacun des chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT.

**D'AUTORISER** le Président, à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre.

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

**D'AUTORISER** le Président à consulter les organismes bancaires pour la souscription d'emprunts afin de financer, au besoin, les investissements inscrits au Budget Primitif 2026.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### **3h. (DEL2026-0032) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET SPANC**

Monsieur Stéphane KUNTZ, Vice-Président, présente le budget annexe SPANC 2026.

Il est rappelé que les services publics d'eau potable sont des Services Publics Industriels et Commerciaux dont le financement est assuré par les redevances perçues auprès des usagers pour le service rendu (articles L2224-11 et L2224-12-3 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Un financement par un système de redevance implique d'équilibrer le budget en recettes et en dépenses et de spécialiser le budget du service.

Il précise que le projet de budget a été élaboré en concertation avec les élus et avec la participation des services.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans le tableau ci-dessous.

| FONCTIONNEMENT - CA + BP      |                                    |         |           |                               |                                        |           |           |
|-------------------------------|------------------------------------|---------|-----------|-------------------------------|----------------------------------------|-----------|-----------|
| DEPENSES                      |                                    |         | RECETTES  |                               |                                        |           |           |
| Chapit                        | Libellé                            | CA 2025 | BP 2026   | Chapit                        | Libellé                                | CA 2025   | BP 2026   |
| 011                           | Charges à caractère général        | 0,00    | 38 712,14 | 013                           | Atténuation des charges                | 0,00      | 0,00      |
| 65                            | Autres charges de gestion courante | 0,00    | 2 000,00  | 75                            | Produits de gestion courante           | 0,00      | 0,00      |
|                               | Total dépenses de gestion courante | 0,00    | 40 712,14 |                               | Total des recettes de gestion courante | 0,00      | 0,00      |
| 68                            | Dotations Amort/Provisions         | 0,00    | 2 000,00  | 77                            | Produits exceptionnels                 | 0,00      |           |
|                               | Total des dépenses réelles         | 0,00    | 42 712,14 |                               | Total des recettes réelles             | 0,00      | 0,00      |
| 002                           | Résultat de fonctionnement reporté |         | 0,00      | 002                           | Résultat de fonctionnement reporté     | 42 712,14 | 42 712,14 |
| TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT |                                    | 0,00    | 42 712,14 | TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT |                                        | 42 712,14 | 42 712,14 |

Il n'y a actuellement pas de programme d'aide de l'Agence de l'Eau ; il est donc proposé de reconduire l'excédent.

### Le Conseil Communautaire,

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M49 pour l'exercice 2026 ;

**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;

**VU** l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;

**VU** la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,

**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

### Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,

**D'ADOPTER** tels que proposé ci-dessus le Budget primitif 2026 du budget SPANC.

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres sans vote formel sur chacun des chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT.

**D'AUTORISER** le Président, à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre.

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

**D'AUTORISER** le Président à consulter les organismes bancaires pour la souscription d'emprunts afin de financer, au besoin, les investissements inscrits au Budget Primitif 2026.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut Rhin pour le contrôle de légalité.

### 3i. (DEL2026-0033) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET ESPACE D'ENTREPRISES DE WESSERLING

Monsieur Cyrille AST, Président, présente le budget annexe ESPACES D'ENTREPRISES DE WESSERLING 2026.

Depuis 2024, c'est la norme comptable M57 qui s'applique pour ce budget.

Il rappelle que ce budget annexe permet de fournir des indications détaillées sur le fonctionnement du budget, de suivre l'évolution de sa situation et de dégager ses propres résultats.

Il permet également de suivre les aspects fiscaux liés à ce budget soumis à TVA et dont les montants sont donc inscrits hors TVA.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous.

| FONCTIONNEMENT                                   |                     |                                                   |                     |
|--------------------------------------------------|---------------------|---------------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                         |                     | RECETTES                                          |                     |
| Chapitre Libellé                                 | BP 2026             | Chapitre Libellé                                  | BP 2026             |
| 011 Charges à caractère général                  | 519 300,00          | 70 Produits des services                          | 63 200,00           |
| 012 Charges de personnel                         | 97 500,00           | 74 Dotations, subventions                         | 85 211,16           |
| 65 Autres charges de gestion courante            | 47 400,00           | 75 Produits de gestion courante                   | 840 000,00          |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>        | <b>664 200,00</b>   | <b>Total des recettes de gestion courante</b>     | <b>988 411,16</b>   |
| 66 Charges financières                           | 32 120,56           | 76 Produits financiers                            | 0,00                |
| 67 Charges exceptionnelles                       | 1 000,00            | 77 Produits exceptionnels                         | 150,00              |
| 68 Dotations Amort/Provisions                    | 0,00                | 78 Reprise sur provisions/amortissements          | 45 000,00           |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                | <b>697 320,56</b>   | <b>Total des recettes réelles</b>                 | <b>1 033 561,16</b> |
| 023 Virement à la section d'investissement       | 0,00                |                                                   |                     |
| 042 Transfert entre sections (amort)             | 545 224,18          | 042 Transfert entre sections                      | 260 038,84          |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                | <b>545 224,18</b>   | <b>Total des recettes d'ordre</b>                 | <b>260 038,84</b>   |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté (déficit) | 51 055,26           | 002 Résultat de fonctionnement reporté (excédent) | 0,00                |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>             | <b>1 293 600,00</b> | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>              | <b>1 293 600,00</b> |

| INVESTISSEMENT                                     |                     |                                               |                     |
|----------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                           |                     | RECETTES                                      |                     |
| Chapitre Libellé                                   | BP 2026             | Chapitre Libellé                              | BP 2026             |
| 16 Emprunts et dettes assimilées                   | 206 225,81          | 10 Dotations                                  | 0,00                |
| 20 Immobilisations incorporelles                   | 13 700,00           | 13 Subventions d'investissement               | 12 638,75           |
| 21 Immobilisations corporelles                     | 144 849,50          | 16 Emprunts                                   | 0,00                |
| 23 Immobilisations en cours                        | 131 185,85          | 21 Immobilisations corporelles                | 0,00                |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>495 961,16</b>   | <b>Total des recettes réelles</b>             | <b>12 638,75</b>    |
|                                                    |                     | 040 Transfert entre sections (amort des immo) | 545 224,18          |
| 040 Transfert entre sections (amort des subv)      | 260 038,84          | 041 Opérations patrimoniales                  |                     |
| 041 Opérations patrimoniales                       |                     | 021 Virement de la section d'exploitation     | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                  | <b>260 038,84</b>   | <b>Total des recettes d'ordre</b>             | <b>545 224,18</b>   |
| 001 Solde d'exécution reporté                      | 0,00                | 001 Solde d'exécution reporté                 | 198 137,07          |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>             | <b>756 000,00</b>   | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>        | <b>756 000,00</b>   |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                             | <b>2 049 600,00</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                        | <b>2 049 600,00</b> |

## FONCTIONNEMENT

- ✓ Les dépenses prévisionnelles de gestion courante sont en forte hausse (+108 k€). Les augmentations les plus notables concernent les salaires (+ 49 k€), les charges indirectes (+ 35 k€), les frais d'études (+7 k€) et les créances admises en non-valeur (+ 20 k€) ; ces dernières sont cependant compensées par une reprise sur provision du même montant ;
- ✓ Les revenus prévisionnels des immeubles sont en augmentation (+ 57 k€). Les recettes de gestion courante sont également impactées par une dotation d'équilibre de 85 k€.

# INVESTISSEMENT

- ✓ Le total des dépenses réelles prévisionnelles d'investissement est en recul (- 70 k€).
- ✓ Le remboursement du capital des emprunts est en baisse (-44 k€).

## **Les principaux investissements prévus pour 2026 sont les suivants :**

- études sur le projet de réseau de chaleur et les travaux de rénovation thermique (13,7 k€) ;
  - travaux de réfection de bureaux dans le bâtiment Logistique et travaux de rénovation thermique et d'amélioration du système de chauffage des bâtiments Boussac et du Pavillon des Créateurs (144 k€).
- ✓ Les recettes se composent essentiellement des amortissements des immobilisations (545 k€) et de soldes de subventions Fonds Vert et Région (12 k€).

## **Le Conseil Communautaire,**

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M57 pour l'exercice 2026 ;

**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;

**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;

**VU** la loi de programmation des finances publiques n°2023-1195 du 18 décembre 2023 pour les années 2023 à 2027,

**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

## **Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'ADOPTER** tels que proposé ci-dessus le Budget Primitif ESPACE D'ENTREPRISES DE WESSERLING 2026.

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT.

**D'AUTORISER** le Président, à procéder, dans les conditions prévues par l'instruction budgétaire M57, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement et dans la limite des 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, étant précisé que ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre et ne concernent pas les charges de personnel.

**D'AUTORISER** le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre.

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

**D'AUTORISER** le Président à consulter les organismes bancaires pour la souscription d'emprunts afin de financer, au besoin, les investissements inscrits au Budget Primitif 2026.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### 3j. (DEL2026-0034) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET PARC DE MALMERSPACH

Monsieur Cyrille AST, Président, présente le budget annexe PARC DE MALMERSPACH 2026.

Depuis 2024, c'est la norme comptable M57 qui s'applique pour ce budget.

Il rappelle que ce budget annexe permet de fournir des indications détaillées sur le fonctionnement du budget, de suivre l'évolution de sa situation et de dégager ses propres résultats.

Il permet également de suivre les aspects fiscaux liés à ce budget soumis à TVA et dont les montants sont donc inscrits hors TVA.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous.

| FONCTIONNEMENT                                          |                     |                                                    |                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                                |                     | RECETTES                                           |                     |
| Chapitre Libellé                                        | BP 2026             | Chapitre Libellé                                   | BP 2026             |
| 011 Charges à caractère général                         | 117 500,00          | 70 Produits des services                           | 326 300,00          |
| 012 Charges de personnel                                | 22 500,00           | 74 Dotations, subventions                          | 0,00                |
| 65 Autres charges de gestion courante                   | 600,00              | 75 Produits de gestion courante                    | 223 700,00          |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>               | <b>140 600,00</b>   | <b>Total des recettes de gestion courante</b>      | <b>550 000,00</b>   |
| 66 Charges financières                                  | 28 590,17           | 76 Produits financiers                             |                     |
| 67 Charges exceptionnelles                              | 0,00                | 77 Produits exceptionnels                          | 0,00                |
| 68 Dotations Amort/Provisions                           | 2 000,00            |                                                    |                     |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                       | <b>171 190,17</b>   | <b>Total des recettes réelles</b>                  | <b>550 000,00</b>   |
| 042 Transfert entre sections (amortissements)           | 208 039,73          | 042 Transfert entre sections                       | 81 000,00           |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                       | <b>208 039,73</b>   | <b>Total des recettes d'ordre</b>                  | <b>81 000,00</b>    |
| 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté (déficit)</b> | <b>251 770,10</b>   |                                                    |                     |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>                    | <b>631 000,00</b>   | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>               | <b>631 000,00</b>   |
| INVESTISSEMENT                                          |                     |                                                    |                     |
| DEPENSES                                                |                     | RECETTES                                           |                     |
| Chapitre Libellé                                        | BP 2026             | Chapitre Libellé                                   | BP 2026             |
| 16 Emprunts et dettes assimilées                        | 159 900,00          | 10 Dotations                                       | 0,00                |
| 20 Immobilisations incorporelles                        | 0,00                | 13 Subventions d'investissement                    | 98 000,00           |
| 21 Immobilisations corporelles                          | 36 000,00           | 16 Emprunts                                        | 0,00                |
| 23 Immobilisations en cours                             | 351 100,00          | 024 Produits des cessions d'immobilisations        | 278 900,00          |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>      | <b>547 000,00</b>   | <b>Total des recettes réelles</b>                  | <b>376 900,00</b>   |
| 040 Transfert entre sections (amort des subv)           | 81 000,00           | 040 Transfert entre sections                       | 208 039,73          |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                       | <b>81 000,00</b>    | <b>Total des recettes d'ordre</b>                  | <b>208 039,73</b>   |
| 001 Solde d'exécution reporté (déficit antérieur)       | 0,00                | 001 Solde d'exécution reporté (excédent antérieur) | 43 060,27           |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                  | <b>628 000,00</b>   | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>             | <b>628 000,00</b>   |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                                  | <b>1 259 000,00</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                             | <b>1 259 000,00</b> |

## FONCTIONNEMENT

- ✓ Les revenus des immeubles sont en hausse avec de nouvelles locations, notamment au bâtiment La Filature.

## INVESTISSEMENT

- ✓ Ce budget est fortement impacté par le déficit cumulé des exercices précédents et d'opérations plus anciennes (ZAC, SAIC).
- ✓ Les recettes d'investissement intègrent deux ventes prévues en 2026 (Bâtiment Gérard et lot n°6 La Filature).

### **Le Conseil Communautaire,**

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M57 pour l'exercice 2026 ;

**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;

**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;

**VU** la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,

**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

### **Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'ADOPTER** à l'unanimité tel que proposé ci-dessus le Budget Primitif 2026 du budget PARC DE MALMERSPACH.

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT.

**D'AUTORISER** le Président, à procéder, dans les conditions prévues par l'instruction budgétaire M57, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement et dans la limite des 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, étant précisé que ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre et ne concernent pas les charges de personnel.

**D'AUTORISER** le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre.

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

**D'AUTORISER** le Président à consulter les organismes bancaires pour la souscription d'emprunts afin de financer, au besoin, les investissements inscrits au Budget Primitif 2026.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### **3k. (DEL2026-0035) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET HYDRA**

Monsieur Cyrille AST, Président, présente l'examen et vote du budget annexe HYDRA 2026.

Il rappelle que les règles budgétaires et comptables applicables à ce budget sont celles de l'instruction M4.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous.

| FONCTIONNEMENT                                         |                   |                                                    |                   |
|--------------------------------------------------------|-------------------|----------------------------------------------------|-------------------|
| DEPENSES                                               |                   | RECETTES                                           |                   |
| Chapitre Libellé                                       | BP 2026           | Chapitre Libellé                                   | BP 2026           |
| 011 Charges à caractère général                        | 46 000,00         | 70 Produits des services                           | 83 695,20         |
|                                                        |                   | 74 Subventions d'exploitation                      | 29 399,80         |
|                                                        |                   | 75 Produits de gestion courante                    | 94 722,00         |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>              | <b>46 000,00</b>  | <b>Total des recettes de gestion courante</b>      | <b>207 817,00</b> |
| 66 Charges financières                                 | 6 742,16          |                                                    |                   |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                      | <b>52 742,16</b>  | <b>Total des recettes réelles</b>                  | <b>207 817,00</b> |
| 042 Transfert entre sections (amortissements+cessions) | 54 600,20         | 042 Transfert entre sections                       | 583,00            |
| 023 Virement à la section d'investissement             | 29 399,80         |                                                    |                   |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                      | <b>84 000,00</b>  | <b>Total des recettes d'ordre</b>                  | <b>583,00</b>     |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté (déficit)       | 71 657,84         |                                                    | 0,00              |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>                   | <b>208 400,00</b> | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>               | <b>208 400,00</b> |
| INVESTISSEMENT                                         |                   |                                                    |                   |
| DEPENSES                                               |                   | RECETTES                                           |                   |
| Chapitre Libellé                                       | BP 2026           | Chapitre Libellé                                   | BP 2026           |
| 16 Emprunts et dettes assimilées                       | 62 772,26         | 13 Subventions d'investissement                    | 0,00              |
| 23 Immobilisations en cours                            | 0,00              |                                                    |                   |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>     | <b>62 772,26</b>  | <b>Total des recettes réelles</b>                  | <b>0,00</b>       |
| 040 Transfert entre sections                           | 583,00            | 040 28- Amortissements                             | 54 600,20         |
|                                                        |                   | 021 Virement de la section d'exploitatio           | 29 399,80         |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                      | <b>583,00</b>     | <b>Total des recettes d'ordre</b>                  | <b>84 000,00</b>  |
| 001 Solde d'exécution reporté (déficit antérieur)      | 20 644,74         | 001 Solde d'exécution reporté (excédent antérieur) | 0,00              |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                 | <b>84 000,00</b>  | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>             | <b>84 000,00</b>  |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                                 | <b>292 400,00</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                             | <b>292 400,00</b> |

## FONCTIONNEMENT

- ✓ Les dépenses de fonctionnement enregistrent uniquement le paiement de la taxe foncière, le remboursement des emprunts et les amortissements.
- ✓ Les recettes de fonctionnement se composent du remboursement de la taxe foncière et des loyers.

## INVESTISSEMENT

- ✓ Les dépenses et recettes d'investissement sont constituées par le remboursement du capital des emprunts et des amortissements.

**Le Conseil Communautaire,**

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M4 pour l'exercice 2026 ;

**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;

**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;

**VU** la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,

**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'ADOPTER** tel que proposé ci-dessus le Budget primitif 2026 du budget HYDRA.

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT sans vote formel sur chacun des chapitres.

**D'AUTORISER** le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre.

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### **3I (DEL2026-0036) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET SAIC**

Monsieur Cyrille AST, Président, présente l'examen et vote du budget annexe SAIC 2026.

Il rappelle que les règles budgétaires et comptables applicables à ce budget sont celles de l'instruction M4.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous.

| FONCTIONNEMENT                                     |                     |                                               |                     |
|----------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                           |                     | RECETTES                                      |                     |
| Chapitr Libellé                                    | BP 2026             | Chapitre Libellé                              | BP 2026             |
| 011 Charges à caractère général                    | 128 370,64          | 70 Produits des services                      | 0,00                |
| 012 Charges de personnel                           | 10 000,00           | 75 Produits de gestion courante               | 310 632,94          |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>          | <b>138 370,64</b>   | <b>Total des recettes de gestion courante</b> | <b>310 632,94</b>   |
| 65 Autres charges de gestion courante              | 0,00                | 77 Produits exceptionnels                     | 0,00                |
| 66 Charges financières                             | 9 925,94            | 78 Reprises sur provisions                    | 0,00                |
| 022 Dépenses imprévues                             | 0,00                |                                               |                     |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                  | <b>148 296,58</b>   | <b>Total des recettes réelles</b>             | <b>310 632,94</b>   |
| 023 Virement à la section d'investissement         | 550 745,42          |                                               |                     |
| 042 Transfert entre sections                       | 50 958,00           | 042 Transfert entre sections                  | 0,00                |
| (amortissements)                                   |                     | <b>Total des recettes d'ordre</b>             | <b>0,00</b>         |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                  | <b>601 703,42</b>   | 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté</b> | <b>439 367,06</b>   |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>               | <b>750 000,00</b>   | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>          | <b>750 000,00</b>   |
| INVESTISSEMENT                                     |                     |                                               |                     |
| DEPENSES                                           |                     | RECETTES                                      |                     |
| Chapitr Libellé                                    | BP 2026             | Chapitre Libellé                              | BP 2026             |
| 16 Emprunts et dettes assimilées                   | 129 152,56          | 10 Dotations                                  | 93 296,58           |
| 21 Immobilisations corporelles                     | 472 550,86          | 13 Subventions d'investissement               |                     |
| 020 Dépenses imprévues                             | 0,00                |                                               |                     |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>601 703,42</b>   | <b>Total des recettes réelles</b>             | <b>93 296,58</b>    |
| 040 Transfert entre sections                       | 0,00                | 021 Virement de la section d'exploitation     | 550 745,42          |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                  | <b>0,00</b>         | 040 Transfert entre sections                  | 50 958,00           |
| 001 <b>Solde d'exécution reporté (déficit)</b>     | <b>93 296,58</b>    | <b>Total des recettes d'ordre</b>             | <b>601 703,42</b>   |
|                                                    |                     | 001 <b>Solde d'exécution reporté</b>          | <b>0,00</b>         |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>             | <b>695 000,00</b>   | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>        | <b>695 000,00</b>   |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                             | <b>1 445 000,00</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                        | <b>1 445 000,00</b> |

## FONCTIONNEMENT

- ✓ Les dépenses de fonctionnement enregistrent le paiement de la taxe foncière, le remboursement des emprunts et les amortissements.
- ✓ Les recettes de fonctionnement se composent du remboursement de la taxe foncière et des loyers.

## INVESTISSEMENT

- ✓ Les dépenses et recettes d'investissement sont constituées par le remboursement du capital des emprunts et des amortissements.

### Le Conseil Communautaire,

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M4 pour l'exercice 2026 ;

**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;

**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;

**VU** la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,

**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'ADOPTER** à l'unanimité tels que proposé ci-dessus le Budget primitif 2026 du budget SAIC ;

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT sans vote formel sur chacun des chapitres ;

**D'AUTORISER** le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre,

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### **3m. (DEL2026-0037) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET ENFANCE JEUNESSE**

Monsieur Cyrille AST, Président, présente le budget primitif 2026.

Il précise que le projet de budget a été élaboré en concertation avec les élus et avec la participation des services.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous.

Il précise que le budget s'apprécie également de manière équilibrée au travers des 6 services, car ces derniers ont des financements dédiés :

- MULTI (Multi-Accueil) : à la charge de la CCVSA, la crèche d'une capacité de **20 places**, accueille les enfants de 10 semaines à 3 ans.
- CTG (Convention Territoriale Globale) : il s'agit d'un accord-cadre signé entre la CAF et la CCVSA qui a pour objectif la mise en œuvre du projet de développement territorial et social du territoire avec la collectivité et d'organiser concrètement l'offre globale de service de la Caf de manière structurée et priorisée. La CAF finance un poste de chargée de la CTG.
- PERI (périscolaire) : service commun à la charge des communes comprenant le temps du déjeuner, le temps après la classe et les mercredis récréatifs ;
- EXTRA (accueil de loisirs Extrascolaire) : à la charge de la CCVSA, il est en activité durant les petites et grandes vacances scolaires ;
- RPE (relais petite enfance) : à la charge de la CCVSA.
- LAEP (lieu d'accueil enfants-parents) est un espace de rencontres, d'écoute et d'échange pour les parents et leurs jeunes enfants âgés de zéro à six ans. Sa mise en place est prévue pour septembre.

Le budget qui est soumis à votre approbation est équilibré comme suit :

#### **A) Section de fonctionnement :**

|            |             |
|------------|-------------|
| Dépenses : | 1 485 600 € |
| Recettes : | 1 485 600 € |

**B) Section d'investissement :**

|            |           |                              |            |
|------------|-----------|------------------------------|------------|
| Dépenses : | 270 800 € | dont Restes à Réaliser (RAR) | 0,00 €     |
| Recettes   | 270 800 € | dont Restes à Réaliser (RAR) | 3 531,56 € |

**FONCTIONNEMENT**

| <b>FONCTIONNEMENT</b>                                   |                   |                  |                 |                   |                   |                  |                     |
|---------------------------------------------------------|-------------------|------------------|-----------------|-------------------|-------------------|------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>                                         |                   |                  |                 |                   |                   |                  |                     |
| Chapitr Libellé                                         | MULTI             | CTG              | LAEP            | PERI              | EXTRA             | RPE              | TOTAL BP 2026       |
| 011 Charges à caractère général                         | 72 230,00         | 3 715,34         | 5 100,00        | 211 500,00        | 37 000,00         | 5 954,66         | 335 500,00          |
| 012 Charges de personnel                                | 265 000,00        | 49 000,00        | 0,00            | 530 000,00        | 150 000,00        | 65 000,00        | 1 059 000,00        |
| 65 Autres charges de gestion courante                   | 408,27            | 0,00             | 0,00            | 1 347,57          | 257,88            | 619,14           | 2 632,86            |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>               | <b>337 638,27</b> | <b>52 715,34</b> | <b>5 100,00</b> | <b>742 847,57</b> | <b>187 257,88</b> | <b>71 573,80</b> | <b>1 397 132,86</b> |
| 67 Charges exceptionnelles                              | 0,00              | 0,00             | 0,00            | 0,00              | 0,00              | 0,00             | 0,00                |
| 68 Dotations Amort/Provisions                           | 0,00              | 0,00             | 0,00            | 0,00              | 0,00              | 0,00             | 0,00                |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                       | <b>337 638,27</b> | <b>52 715,34</b> | <b>5 100,00</b> | <b>742 847,57</b> | <b>187 257,88</b> | <b>71 573,80</b> | <b>1 397 132,86</b> |
| 042 Transfert entre sections (amortissements des immos) | 10 000,00         | 3 600,00         | 0,00            | 19 900,00         | 5 500,00          | 700,00           | 39 700,00           |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                       | <b>10 000,00</b>  | <b>3 600,00</b>  | <b>0,00</b>     | <b>19 900,00</b>  | <b>5 500,00</b>   | <b>700,00</b>    | <b>39 700,00</b>    |
| 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté (déficit)</b> | 24 461,73         | -815,34          | 0,00            | 23 252,43         | 2 442,12          | -573,80          | <b>48 767,14</b>    |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>                    | <b>372 100,00</b> | <b>55 500,00</b> | <b>5 100,00</b> | <b>786 000,00</b> | <b>195 200,00</b> | <b>71 700,00</b> | <b>1 485 600,00</b> |
| <b>RECETTES</b>                                         |                   |                  |                 |                   |                   |                  |                     |
| Chapitr Libellé                                         | MULTI             | CTG              | LAEP            | PERI              | EXTRA             | RPE              | TOTAL BP 2026       |
| 013 Atténuation des charges                             | 1 500,00          | 500,00           | 0,00            | 1 880,00          | 620,00            | 3 000,00         | 7 500,00            |
| 70 Produits des services                                | 150 000,00        | 0,00             | 0,00            | 318 000,00        | 54 000,00         | 23 000,00        | 545 000,00          |
| 74 Dotations, subventions                               | 56 000,00         | 34 000,00        | 0,00            | 90 000,00         | 30 000,00         | 18 000,00        | 228 000,00          |
| 75 Produits de gestion courante (dont subv d'équilibre) | 160 500,00        | 17 500,00        | 5 100,00        | 368 120,00        | 108 380,00        | 27 700,00        | 687 300,00          |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>           | <b>368 000,00</b> | <b>52 000,00</b> | <b>5 100,00</b> | <b>778 000,00</b> | <b>193 000,00</b> | <b>71 700,00</b> | <b>1 467 800,00</b> |
| 77 Produits exceptionnels                               |                   |                  |                 |                   |                   |                  | 0,00                |
| 78 Reprise sur provisions/amortissements                |                   |                  |                 |                   |                   |                  | 0,00                |
| <b>Total des recettes réelles</b>                       | <b>368 000,00</b> | <b>52 000,00</b> | <b>5 100,00</b> | <b>778 000,00</b> | <b>193 000,00</b> | <b>71 700,00</b> | <b>1 467 800,00</b> |
| 042 Transfert entre sections (amortissements des subv)  | 4 100,00          | 3 500,00         | 0,00            | 8 000,00          | 2 200,00          | 0,00             | 17 800,00           |
| <b>Total des recettes d'ordre</b>                       | <b>4 100,00</b>   | <b>3 500,00</b>  | <b>0,00</b>     | <b>8 000,00</b>   | <b>2 200,00</b>   | <b>0,00</b>      | <b>17 800,00</b>    |
| 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté</b>           |                   |                  |                 |                   |                   |                  |                     |
| <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>                    | <b>372 100,00</b> | <b>55 500,00</b> | <b>5 100,00</b> | <b>786 000,00</b> | <b>195 200,00</b> | <b>71 700,00</b> | <b>1 485 600,00</b> |

✓ Les charges et produits sont à présent différenciés entre les différents services :

- MULTI (Multi-accueil) : 372 100 € dont 160 500 € de subvention du budget principal ;
- CTG : 55 500 € dont 17 500 € de subvention du budget principal ;
- LAEP : 5 100 € dont 5 100 € de subvention du budget principal ;
- PERI (périscolaire) : 786 000 € dont 339 293 € remboursés par les communes ;
- EXTRA : 195 200 € dont 108 800 € de subvention du budget principal ;
- RPE (relais petite enfance) : 71 700 € dont 27 700 € de subvention du budget principal ;

✓ Les recettes du budget ENFANCE JEUNESSE sont composées par :

- la participation des parents,
- les subventions de la CAF,
- le remboursement par les communes du reste à charge du périscolaire : 339 294 €

- la subvention d'équilibre du budget Principal. Le montant prévisionnel s'élève à 319 180 € pour 2026 contre 451 000 € en 2025.

### Focus sur le périscolaire :

- ✓ Coût 2025 du périscolaire : 339 293,98 € soit en baisse de 6 667,16 € par rapport à 2024.
- ✓ Nombre d'heures/enfants : 76 228,75 en 2025 soit en baisse de 2% par rapport à 2024.

Le coût horaire 2025 des heures/enfants qui sera refacturé aux communes par le biais des attributions de compensation est de 4,451 € (contre 4,447 € en 2024 et 4,994 € en 2023).

## INVESTISSEMENT

Les principaux investissements prévus pour 2025 sont les suivants :

- ✓ Travaux d'aménagement intérieurs (73 K€) au Multi-accueil (travaux nécessaires pour renforcer la qualité d'accueil et répondre aux normes réglementaires) ;
- ✓ Matériel de livraison des repas, un véhicule électrique, petits équipements divers (47K€) pour le périscolaire.

| FONCTIONNEMENT                                          |                     |                     |                                                         |                     |                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
| DEPENSES                                                |                     |                     | RECETTES                                                |                     |                     |
| Chapitre Libellé                                        | CA 2025             | BP 2026             | Chapitre Libellé                                        | CA 2025             | BP 2026             |
| 011 Charges à caractère général                         | 364 052,98          | 335 500,00          | 013 Atténuation des charges                             | 11 489,05           | 7 500,00            |
| 012 Charges de personnel                                | 1 067 650,98        | 1 059 000,00        | 70 Produits des services                                | 528 798,75          | 545 000,00          |
| 65 Autres charges de gestion courante                   | 3 337,63            | 2 632,86            | 74 Dotations, subventions                               | 233 615,98          | 228 000,00          |
|                                                         |                     |                     | 75 Produits de gestion courante (dont subv d'équilibre) | 796 961,45          | 687 300,00          |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>               | <b>1 435 041,59</b> | <b>1 397 132,86</b> | <b>Total des recettes de gestion courante</b>           | <b>1 570 865,23</b> | <b>1 467 800,00</b> |
| 67 Charges exceptionnelles                              | 0,00                | 0,00                | 77 Produits exceptionnels                               | 0                   | 0,00                |
| 68 Dotations Amort/Provisions                           |                     | 0,00                | 78 Reprise sur provisions/amortissements                | 156,74              | 0,00                |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                       | <b>1 435 041,59</b> | <b>1 397 132,86</b> | <b>Total des recettes réelles</b>                       | <b>1 571 021,97</b> | <b>1 467 800,00</b> |
| 042 Transfert entre sections (amortissements des immos) | 40 188,20           | 39 700,00           | 042 Transfert entre sections (amortissements des subv)  | 11 515,77           | 17 800,00           |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                       | <b>40 188,20</b>    | <b>39 700,00</b>    | <b>Total des recettes d'ordre</b>                       | <b>11 515,77</b>    | <b>17 800,00</b>    |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté (déficit)        | 156 075,09          | 48 767,14           | 002 Résultat de fonctionnement reporté (excédent)       |                     |                     |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>                    | <b>1 631 304,88</b> | <b>1 485 600,00</b> | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>                    | <b>1 582 537,74</b> | <b>1 485 600,00</b> |
| INVESTISSEMENT                                          |                     |                     |                                                         |                     |                     |
| DEPENSES                                                |                     |                     | RECETTES                                                |                     |                     |
| Chapitre Libellé                                        | CA 2025             | BP 2026             | Chapitre Libellé                                        | CA 2025             | BP 2026             |
| 204 Subventions équipement versées                      | 0,00                | 0,00                | 10 Dotations                                            | 3 990,31            | 13 361,87           |
| 20 Immobilisations incorporelles                        | 0,00                | 0,00                | 13 Subventions d'investissement                         | 14394,91            | 74 505,71           |
| 21 Immobilisations corporelles                          | 28 724,38           | 153 100,00          | 16 Emprunts                                             |                     | 0,00                |
| 23 Immobilisations en cours                             | 0,00                | 99 900,00           | 024 Produits des cessions d'immobilisations             |                     | 8 000,00            |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>      | <b>28 724,38</b>    | <b>253 000,00</b>   | <b>Total des recettes réelles</b>                       | <b>18 385,22</b>    | <b>95 867,58</b>    |
| 040 Amort. Des subv.                                    | 11 515,77           | 17 800,00           | 040 28- Amortissements                                  | 40 188,20           | 39 700,00           |
| 041 Opérations patrimoniales                            |                     | 0,00                | 021 Virement de la section d'exploitation               |                     | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                       | <b>11 515,77</b>    | <b>17 800,00</b>    | <b>Total des recettes d'ordre</b>                       | <b>40 188,20</b>    | <b>39 700,00</b>    |
| 001 Solde d'exécution reporté (déficit)                 |                     |                     | 001 Solde d'exécution reporté (excédent)                | 116 899,15          | 135 232,42          |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                  | <b>40 240,15</b>    | <b>270 800,00</b>   | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                  | <b>175 472,57</b>   | <b>270 800,00</b>   |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                                  | <b>1 671 545,03</b> | <b>1 756 400,00</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                                  | <b>1 758 010,31</b> | <b>1 756 400,00</b> |

Le Conseil Communautaire,

VU les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les instructions budgétaires M57 pour l'exercice 2025 ;

**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;  
**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;  
**VU** la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,  
**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;  
**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'ADOPTER** tels que proposé ci-dessus le Budget primitif 2026 du budget ENFANCE JEUNESSE,

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT ;

**D'AUTORISER** le Président, à procéder, dans les conditions prévues par l'instruction budgétaire M57, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement et dans la limite des 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, étant précisé que ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre et ne concernent pas les charges de personnel ;

**D'AUTORISER** le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre,

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### **3n. (DEL2026-0038) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET ORDURES MENAGERES**

Madame Véronique PETER, Vice-Présidente, présente l'examen et le vote du budget annexe ORDURES MENAGERES 2026.

Il rappelle que les règles budgétaires et comptables applicables à ce budget sont celles de l'instruction M4.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous.

| FONCTIONNEMENT                                |                     |                                                |                     |
|-----------------------------------------------|---------------------|------------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                      |                     | RECETTES                                       |                     |
| Chapitre Libellé                              | BP 2026             | Chapitre Libellé                               | BP 2026             |
| 011 Charges à caractère général               | 1 746 900,00        | 70 Produits des services                       | 1 773 100,00        |
| 012 Charges de personnel                      | 151 300,00          | 74 Dotations, subventions                      | 259 500,00          |
| 65 Autres charges de gestion courante         | 31 500,00           | 75 Produits de gestion courante                | 1 876,44            |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>     | <b>1 929 700,00</b> | <b>Total des recettes de gestion courante</b>  | <b>2 034 476,44</b> |
| 66 Charges financières                        | 17 500,00           | 76 Produits financiers                         |                     |
| 67 Charges exceptionnelles                    | 60 988,67           | 77 Produits exceptionnels                      | 0,00                |
| 68 Dotations aux provisions                   | 2 000,00            |                                                |                     |
| <b>Total des dépenses réelles</b>             | <b>2 010 188,67</b> | <b>Total des recettes réelles</b>              | <b>2 034 476,44</b> |
| 023 Virement à la section d'investissement    | 136 521,90          |                                                |                     |
| 042 Transfert entre sections (amortissements) | 102 889,43          | 042 Transfert entre sections (amort. des subv) | 5 500,00            |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>             | <b>239 411,33</b>   | <b>Total des recettes d'ordre</b>              | <b>5 500,00</b>     |
|                                               |                     | 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté</b>  | <b>209 623,56</b>   |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>          | <b>2 249 600,00</b> | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>           | <b>2 249 600,00</b> |

| INVESTISSEMENT                                     |                     |                                                |                     |
|----------------------------------------------------|---------------------|------------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                           |                     | RECETTES                                       |                     |
| Chapitre Libellé                                   | BP 2026             | Chapitre Libellé                               | BP 2026             |
| 16 Emprunts et dettes assimilées                   | 86 000,00           | 10 Dotations                                   | 8 000,00            |
| 20 Immobilisations incorporelles                   | 41 200,00           | 13 Subventions d'investissement                | 0,00                |
| 21 Immobilisations corporelles                     | 38 600,00           | 16 Emprunts                                    | 0,00                |
| 23 Immobilisations en cours                        | 104 000,00          |                                                |                     |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>269 800,00</b>   | <b>Total des recettes réelles</b>              | <b>8 000,00</b>     |
| 040 Transfert entre sections (amort. des subv)     | 5 500,00            | 040 Transfert entre sections (amort. Des immo) | 102 889,43          |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                  | <b>5 500,00</b>     | 021 Virement de la section d'exploitation      | 136 521,90          |
|                                                    |                     | <b>Total des recettes d'ordre</b>              | <b>239 411,33</b>   |
|                                                    |                     | 001 <b>Solde d'exécution reporté</b>           | <b>27 888,67</b>    |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>             | <b>275 300,00</b>   | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>         | <b>275 300,00</b>   |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                             | <b>2 524 900,00</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                         | <b>2 524 900,00</b> |

## FONCTIONNEMENT

- ✓ Les dépenses prévisionnelles de gestion courante sont en hausse (+54 k€) en raison d'une hypothèse d'inflation des prix de 2% (+56 k€), d'une augmentation des charges salariales (+13 k€) et des refacturations entres budgets annexes (+15 k€ / loyer Lot 5). Elle est partiellement compensée par une baisse de la cotisation au SM4 (-22k€) et des refacturations du budget principal (-35 k€).  
Les réserves constituées en cas de charges exceptionnelles sont fixées à 61 k€, le reste de l'excédent cumulé étant viré à la section d'investissement (136 k€). L'amortissement augmente en raison de l'augmentation du parc d'abribacs (+ 12 k€).  
Le déficit prévisionnel net se situe entre 23 k€ et 73 k€ (selon la consommation des charges exceptionnelles).

## INVESTISSEMENT

- ✓ Aucun nouvel investissement n'est programmé sur l'exercice, traduisant une volonté de stabilisation après les opérations significatives conduites ces dernières années. Les crédits d'investissement inscrits au budget concernent uniquement des frais d'études à hauteur de 40 k€, relatifs au projet de P3R. Cette inscription traduit une démarche préparatoire, visant à affiner les contours techniques, financiers et opérationnels du projet avant toute décision d'engagement.

Ainsi, le BP 2026 privilégie une approche prudente, centrée sur la préparation des orientations futures, tout en préservant les équilibres budgétaires.

**Le Conseil Communautaire,**

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M4 pour l'exercice 2026 ;

**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;

**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;

**VU** la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,

**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'ADOPTER** tels que proposé ci-dessus le Budget primitif 2026 du budget ORDURES MENAGERES ;

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT sans vote formel sur chacun des chapitres ;

**D'AUTORISER** le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre,

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

**3o. (DEL2026-0039) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET ESPACE GROS ROMAN**

Monsieur Cyrille AST, Président, présente l'examen et le vote du budget annexe Espace Gros Roman 2026.

Il rappelle que l'instruction budgétaire et comptable précise que les terrains aménagés, destinés à la vente, n'ont pas à être intégrés dans le patrimoine de la collectivité.

Ces opérations d'aménagement sont donc décrites dans une comptabilité de stocks spécifique tenue dans un Budget Annexe.

Depuis 2024, c'est la norme comptable M57 qui s'applique pour ce budget.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous.

| FONCTIONNEMENT                                          |                     |                                               |                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                                |                     | RECETTES                                      |                     |
| Chapitr Libellé                                         | BP 2026             | Chapit Libellé                                | BP 2026             |
| 011 Charges à caractère général                         | 924 221,46          | 75 Autres produits de gestion courante        | 0,00                |
| 66 Charges financières                                  | 0,00                |                                               |                     |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                       | <b>924 221,46</b>   | <b>Total des recettes réelles</b>             | <b>0,00</b>         |
| 042 Transfert entre sections (stock initial)            | 518 678,54          | 042 Transfert entre sections (stock final)    | 1 442 900,00        |
| 043 Transfert à l'intérieur de la section               | 0,00                | 043 Transfert à l'intérieur de la section     | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                       | <b>518 678,54</b>   | <b>Total des recettes d'ordre</b>             | <b>1 442 900,00</b> |
| 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté (déficit)</b> | <b>0,00</b>         | 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté</b> | <b>0,00</b>         |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>                    | <b>1 442 900,00</b> | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>          | <b>1 442 900,00</b> |
| INVESTISSEMENT                                          |                     |                                               |                     |
| DEPENSES                                                |                     | RECETTES                                      |                     |
| Chapitr Libellé                                         | BP 2026             | Chapit Libellé                                | BP 2026             |
| 16 Emprunt                                              | 0,00                | 10 Dotations, réserves                        | 0,00                |
|                                                         |                     | 13 Subventions d'investissement               | 776 517,36          |
|                                                         |                     | 024 Produits de cessions                      | 650 000,00          |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>      | <b>0,00</b>         | <b>Total des recettes réelles</b>             | <b>1 426 517,36</b> |
| 040 Transfert entre sections (stock final)              | 1 442 900,00        | 040 Transfert entre sections (stock initial)  | 518 678,54          |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                       | <b>1 442 900,00</b> | <b>Total des recettes d'ordre</b>             | <b>518 678,54</b>   |
| 001 Solde d'exécution reporté (déficit antérieur)       | 502 295,90          |                                               |                     |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                  | <b>1 945 195,90</b> | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>        | <b>1 945 195,90</b> |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                                  | <b>3 388 095,90</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                        | <b>3 388 095,90</b> |

## FONCTIONNEMENT

- ✓ Entretien courant (débroussaillage, petite sécurisation ...)

## INVESTISSEMENT

Les principaux investissements prévus pour 2026 sont les suivants :

- Les travaux de sécurisation du Grand tissage + étude MOe pour la partie restauration de la toiture ;
- L'étude de faisabilité pour le projet hôtelier ;
- Les travaux de sécurisation des bâtiments en shed.

### Subventions – 2026 :

- ✓ **A PERCEVOIR** : ADEME + Région, dépollution des anciens ateliers (78 k€) ;
- ✓ **NOTIFIÉES** : ACTEE+CHENE, MOe (115 k€) ;
- ✓ **EN ATTENTE DE NOTIFICATION** : Région – Fond Vert – DRAC (80%) pour la sécurisation et restauration de la toiture Grand tissage (1,6 M€).

→ **NB** : vente Grand tissage prévue à Histoire et Patrimoine pour 650 k€ (estimation domaines à respecter à +/-15%).

**Le Conseil Communautaire,**

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M57 pour l'exercice 2026 ;  
**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;  
**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;  
**VU** la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,  
**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;  
**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'ADOPTER** tels que proposé ci-dessus le Budget primitif 2026 du budget ESPACE GROS ROMAN

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT ;

**D'AUTORISER** le Président, à procéder, dans les conditions prévues par l'instruction budgétaire M57, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement et dans la limite des 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, étant précisé que ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre et ne concernent pas les charges de personnel ;

**D'AUTORISER** le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre,

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### **3p. (DEL2026-0040) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET ZAC KLEINAU**

Monsieur Cyrille AST, Président, présente l'examen et vote du budget annexe ZAC KLEINAU 2026.

Il rappelle que l'instruction budgétaire et comptable précise que les terrains aménagés, destinés à la vente, n'ont pas à être intégrés dans le patrimoine de la collectivité.

Ces opérations d'aménagement sont donc décrites dans une comptabilité de stocks spécifique tenue dans un Budget Annexe.

Depuis 2024, c'est la norme comptable M57 qui s'applique pour ce budget.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous.

| FONCTIONNEMENT                                     |                     |                                               |                     |
|----------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                           |                     | RECETTES                                      |                     |
| Chapitr Libellé                                    | BP 2026             | Chapitr Libellé                               | BP 2026             |
| 011 Charges à caractère général                    | 6 920,80            | 75 Autres produits de gestion courante        | 0,00                |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                  | <b>6 920,80</b>     | <b>Total des recettes réelles</b>             | <b>0,00</b>         |
| 042 Transfert entre sections (stock initial)       | 1 128 579,20        | 042 Transfert entre sections (stock final)    | 1 135 500,00        |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                  | <b>1 128 579,20</b> | <b>Total des recettes d'ordre</b>             | <b>1 135 500,00</b> |
| 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté</b>      | <b>0,00</b>         | 002 <b>Résultat de fonctionnement reporté</b> | <b>0,00</b>         |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>               | <b>1 135 500,00</b> | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>          | <b>1 135 500,00</b> |
| INVESTISSEMENT                                     |                     |                                               |                     |
| DEPENSES                                           |                     | RECETTES                                      |                     |
| Chapitr Libellé                                    | BP 2026             | Chapitr Libellé                               | BP 2026             |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>0,00</b>         | 10 Dotations, réserves                        | 26 175,87           |
| 040 Transfert entre sections (stock final)         | 1 135 500,00        | 024 Produits de cessions                      | 784 208,54          |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                  | <b>1 135 500,00</b> | <b>Total des recettes réelles</b>             | <b>810 384,41</b>   |
| 001 Solde d'exécution reporté (déficit antérieur)  | <b>803 463,61</b>   | 040 Transfert entre sections (stock initial)  | 1 128 579,20        |
|                                                    |                     | <b>Total des recettes d'ordre</b>             | <b>1 128 579,20</b> |
|                                                    |                     | 001 Solde d'exécution reporté (excédent )     |                     |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>             | <b>1 938 963,61</b> | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>        | <b>1 938 963,61</b> |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                             | <b>3 074 463,61</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                        | <b>3 074 463,61</b> |

## FONCTIONNEMENT

- ✓ Entretien courant (débroussaillage ...)

## INVESTISSEMENT

Les principaux investissements prévus pour 2026 concernent le projet INTERGLAS et sont les suivants :

- réalisation du PEMD (étude obligatoire des matériaux) ;
- dépôt du permis de démolir pour la phase dépollution ;

### Subventions – 2026 :

- ✓ **EN ATTENTE DE NOTIFICATION** : ADEME + Fond Vert (2,6 M€).
- **NB** : attente des retours de notification des subventions pour démarrer la phase 1 – démolition / dépollution puis délibération en Conseil Communautaire
- Une DM sera prévue en cas de subvention favorable pour inscrire 2,6 M€ de travaux.
- En réflexion : report de la totalité du projet INTERGLAS sur ZAC KLEINAU

**Le Conseil Communautaire,**

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M57 pour l'exercice 2026 ;

**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;  
**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;  
**VU** la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,  
**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;  
**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'ADOPTER** à l'unanimité tels que proposé ci-dessus le Budget primitif 2026 du budget ZAK KLEINAU ;

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT ;

**D'AUTORISER** le Président, à procéder, dans les conditions prévues par l'instruction budgétaire M57, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement et dans la limite des 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, étant précisé que ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre et ne concernent pas les charges de personnel ;

**D'AUTORISER** le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre,

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### **3q. (DEL2026-0041) BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET WILDENSTEIN**

Monsieur Ludovic MARINONI, en charge de l'aménagement de la friche de Wildenstein, présente l'examen et le vote du budget annexe WILDENSTEIN 2026.

Il rappelle que c'est l'instruction budgétaire et comptable M4 qui régit ce budget.

Le budget est présenté par chapitre. Les montants figurent dans les tableaux ci-dessous.

| FONCTIONNEMENT                                     |                     |                                               |                     |
|----------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------|---------------------|
| DEPENSES                                           |                     | RECETTES                                      |                     |
| Chapitre Libellé                                   | BP 2026             | Chapitre Libellé                              | BP 2026             |
| 011 Charges à caractère général                    | 3 970,37            | 70 Produits des services                      |                     |
| 012 Charges de personnel                           |                     | 75 Produits de gestion courante               | 16 000,00           |
| <b>Total dépenses de gestion courante</b>          | <b>3 970,37</b>     | <b>Total des recettes de gestion courante</b> | <b>16 000,00</b>    |
| 66 Charges financières                             |                     | 77 Produits exceptionnels                     |                     |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                  | <b>3 970,37</b>     | <b>Total des recettes réelles</b>             | <b>16 000,00</b>    |
| 042 Transfert entre sections (amort des immo)      | 0,00                | 042 Transfert entre sections (amort des subv) |                     |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                  | <b>0,00</b>         | <b>Total des recettes d'ordre</b>             | <b>0,00</b>         |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté (déficit)   | 12 029,63           |                                               |                     |
| <b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>               | <b>16 000,00</b>    | <b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>          | <b>16 000,00</b>    |
| INVESTISSEMENT                                     |                     |                                               |                     |
| DEPENSES                                           |                     | RECETTES                                      |                     |
| Chapitre Libellé                                   | BP 2026             | Chapitre Libellé                              | BP 2026             |
| 23 Immobilisations en cours                        | 1 352 783,93        | 10 Dotations                                  | 221 900,00          |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>1 352 783,93</b> | 13 Subventions d'investissement               | 900 480,00          |
| 040 Transfert entre sections                       | 0,00                | 16 Emprunts                                   | 243 620,00          |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                  | <b>0,00</b>         | <b>Total des recettes réelles</b>             | <b>1 366 000,00</b> |
| 001 Solde d'exécution reporté (déficit antérieur)  | 13 216,07           | 040 Transfert entre sections                  | 0,00                |
|                                                    |                     | <b>Total des recettes d'ordre</b>             | <b>0,00</b>         |
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>             | <b>1 366 000,00</b> | <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>        | <b>1 366 000,00</b> |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                             | <b>1 382 000,00</b> | <b>TOTAL DU BUDGET</b>                        | <b>1 382 000,00</b> |

## FONCTIONNEMENT

- ✓ Les dépenses de fonctionnement se composent des assurances et de la taxe foncière.

## INVESTISSEMENT

- ✓ Les recettes d'investissement se composent des subventions, du FCTVA et d'un emprunt.

Les principaux investissements prévus pour 2026 sont les suivants :

- travaux de sécurisation.

### Subventions – 2026 :

- ✓ NOTIFIEES : Région (450 240 €)
- ✓ REFUSEES : DSIL + MASSIF.
- Recherche en cours d'autres sources de financement, notamment sur la partie renaturation.

**Conformément à la délibération, les travaux ne démarreront que lorsque l'ensemble des subventions (80%) auront été obtenues et notifiées.**

**Le Conseil Communautaire,**

**VU** les articles L.5217-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires M4 pour l'exercice 2026 ;  
**VU** la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 107 ;  
**VU** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux et leur sont rattachés ;  
**VU** la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027,  
**VU** la délibération du 30 novembre 2023 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;  
**VU** la délibération du 5 mars 2026 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 ;

**Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,**

**D'ADOPTER** tels que proposé ci-dessus le Budget primitif 2026 du budget WILDENSTEIN ;

**DE PRECISER** que les montants des crédits en section de fonctionnement et d'investissement sont votés par chapitres en vertu de l'article L 2312-2 alinéa 1 du CGCT sans vote formel sur chacun des chapitres ;

**D'AUTORISER** le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre,

**D'AUTORISER** le Président à procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes, dans le cadre des limites des montants fixés conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

### **3r. (DEL2026-0042) AUTORISATIONS DE PROGRAMMES / CREDITS DE PAIEMENTS**

Le Président, Cyrille AST, rappelle que lors de la séance du Conseil Communautaire du 10 juillet 2025 a été votée la mise en place, pour certaines opérations pluriannuelles, d'une gestion des crédits d'investissements en Autorisations de Programme (AP) et en Crédits de Paiements (CP).

La procédure des AP/CP permet une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Elle permet à la commune de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice.

L'autorisation de programme (AP) est un montant global voté dont la réalisation s'étalera sur plusieurs années qui constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement d'un programme pluriannuel. Les crédits de paiement (CP) correspondent à ce que la collectivité décaisse (c'est à dire mandate ou dépense) année par année et constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être mandatées pendant l'année en cours.

Les crédits de paiement s'étalent sur la durée des travaux et peuvent être révisés en fonction de l'exécution budgétaire.

Aussi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- pour le BUDGET PRINCIPAL **d'actualiser et de réviser** l'ensemble des opérations (AP) afin d'ajuster les montants affectés aux opérations, au coût réel, et d'adapter le volume des crédits de paiement (CP) annuel au planning d'exécution des opérations.

| Objet                         | N° AP   | N° Opération | Montant initial du projet HT | Montant INITIAL (AP) en TTC | Révisions 2026 | Montant de l'AP mis à jour | Montant des CREDITS DE PAIEMENT (CP) en TTC |              |              |              | TOTAL DES CP  |
|-------------------------------|---------|--------------|------------------------------|-----------------------------|----------------|----------------------------|---------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
|                               |         |              |                              |                             |                |                            | Avant 2025                                  | CP 2025      | CP 2026      | CP 2027      |               |
| REHABILITATION DE LA PISCINE  | 2025-01 | 2023PAL0040  | 7 850 000,00                 | 9 420 000,00                |                | 9 420 000,00               | 733 290,77                                  | 2 662 681,92 | 5 000 000,00 | 1 024 027,31 | 9 420 000,00  |
| MAISON MEDICALE DE WESSERLING | 2025-02 | 2023PAL0100  | 1 405 874,80                 | 1 686 874,80                |                | 1 686 874,80               | 37 260,18                                   | 51 568,39    | 1 200 000,00 | 398 046,23   | 1 686 874,80  |
| <b>TOTAUX</b>                 |         |              | 9 255 874,80                 | 11 106 874,80               | 0,00           | 11 106 874,80              | 770 550,95                                  | 2 714 250,31 | 6 200 000,00 | 1 422 073,54 | 11 106 874,80 |

- pour le BUDGET EAU **d'ouvrir** pour l'exercice 2026 une autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) pour les travaux d'extension du réseau d'eau potable (Felling-rue Baechel, Moosch-rue du Ruisseau, Saint-Amarin -Hintervogelbach).

| Objet                             | Budget concerné | N° AP   | N° Opération | Montant INITIAL (AP) en HT | Révisions 2026 | Montant de l'AP mis à jour | Montant des CREDITS DE PAIEMENT (CP) en HT |            |         | TOTAL DES CP |
|-----------------------------------|-----------------|---------|--------------|----------------------------|----------------|----------------------------|--------------------------------------------|------------|---------|--------------|
|                                   |                 |         |              |                            |                |                            | CP 2026                                    | CP 2027    | CP 2028 |              |
| EXTENSION DU RESEAU D'EAU POTABLE | EAU             | 2026-01 | 2026EAU0060  | 1 400 000,00               |                | 1 400 000,00               | 502 000,00                                 | 898 000,00 |         | 1 400 000,00 |
| <b>TOTAL</b>                      |                 |         |              | 1 400 000,00               | 0,00           | 1 400 000,00               | 502 000,00                                 | 898 000,00 | 0,00    | 1 400 000,00 |

### Le Conseil Communautaire,

**VU** les articles L2311-3 et R2311-2 du code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement ;

**VU** les instructions budgétaires et comptables M57 et M49 ;

**VU** le Règlement Budgétaire et Financier de la Communauté de communes de la vallée de Saint Amarin adopté par délibération en date 30 novembre 2023 ;

**VU** la délibération DEL2025-070 du 10 juillet 2025 portant création des AP/CP du Budget Principal ;

### Après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,

**Pour le BUDGET PRINCIPAL** d'actualiser et de réviser l'ensemble des opérations (AP) afin d'ajuster les montants affectés aux opérations, au coût réel, et d'adapter le volume des crédits de paiement (CP) annuel au planning d'exécution des opérations.

**Pour le BUDGET EAU** d'ouvrir pour l'exercice 2026 une autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) pour les travaux d'extension du réseau d'eau potable (Felling-rue Baechel, Moosch-rue du Ruisseau, Saint Amarin-Hintervogelbach) et de répartir les crédits de paiement correspondants conformément à l'échéancier présenté ;

**D'AUTORISER** le Président à signer tous documents administratifs, techniques ou financiers nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**DIT** que les crédits de paiement seront inscrits automatiquement dans les budgets des années considérées. Leur suivi sera retracé dans les annexes budgétaires prévues à cet effet ;

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut-Rhin pour le contrôle de légalité.

## QUESTIONS DIVERSES

### Calendrier d'installation du Conseil Communautaire

Si seulement un tour le 16 avril 2026 en cas de deuxième tour le 23 avril à 18h30.

### Ordures ménagères – facturation

Mme PETER nous informe que certaines personnes pensent qu'elles paient pour celles qui ne règlent pas leurs factures, ce qui n'est pas le cas. Le budget prévoit une somme de 25 000 € afin de couvrir les impayés.

La trésorerie reste très vigilante et n'abandonne pas facilement les procédures de recouvrement : plusieurs relances sont effectuées, suivies si nécessaire, d'une lettre d'huissier puis d'une saisie sur salaire.

Aucun autre point n'étant soulevé, Monsieur le Président clôt la séance à 20H00.

Le Secrétaire de séance

Jacques KARCHER



Pour extrait conforme :

Le Président



Cyrille AST

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG..

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-051 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SEANCE  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 MARS 2026**

---

**VU** le Code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5211-1 et suivants relatifs aux établissements publics de coopération intercommunale ;

**VU** les dispositions des articles L.2121-15 et suivants du même code, applicables aux EPCI par renvoi, relatives à l'établissement et à l'adoption du procès-verbal des séances ;

**CONSIDERANT** qu'un procès-verbal est établi pour chaque séance du conseil communautaire et qu'il est arrêté lors de la séance suivante et ce conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**CONSIDERANT** que la séance du 12 Mars 2026 constitue la dernière réunion du conseil communautaire de la précédente mandature ;

**CONSIDERANT** que le procès-verbal correspondant a été adressé aux conseillers communautaires préalablement à la présente séance ;

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**ADOpte** le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du 12 Mars 2026, tel qu'annexé à la présente délibération.

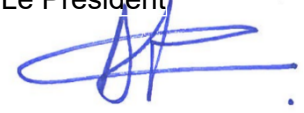
Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de séance

  
Florent ARNOLD



Le Président

  
Cyrille AST

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-052-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG..

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-052 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SEANCE  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 23 AVRIL 2026**

---

**VU** le Code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5211-1 et suivants relatifs aux établissements publics de coopération intercommunale ;

**VU** les dispositions des articles L.2121-15 et suivants du même code, applicables aux EPCI par renvoi, relatives à l'établissement et à l'adoption du procès-verbal des séances ;

**CONSIDERANT** qu'un procès-verbal est établi pour chaque séance du conseil communautaire et qu'il est arrêté lors de la séance suivante et ce conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**CONSIDERANT** que le procès-verbal correspondant a été adressé aux conseillers communautaires préalablement à la présente séance.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**ADOpte** le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du 23 avril 2026, tel qu'annexé à la présente délibération.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de séance

Florent ARNOLD



Le Président

Cyrille AST

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE  
DE SAINT-AMARIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
068-246800205-20260506-DEL2026-052-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ DE  
COMMUNES  
DE LA SEANCE DU 23 AVRIL 2026

L'an deux mille vingt-six, le 23 avril, le Conseil Communautaire, était réuni à 18h30 à la Communauté des Communes, salle du Conseil, après convocations légales en date du 14 avril 2026 sous la présidence de Monsieur Cyrille AST, Président.



**FELLERING**

Nadine SPETZ

Frédéric

GRUNENWALD

Erick FISCHER

Véronique STUDER

Départ au point 3d



**GEISHOUSE**

Lucie SCHMIDT

Alec SIMUNOVIC



**GOLDBACH - ALTENBACH**

Joanie LUTZ



## HUSSEREN-WESSERLING

---

Romain NUCCELLI

---

Nadine ALBRECHT

---

Jeanne STOLTZ-  
NAWROT

---



## KRUTH

---

Florent ARNOLD

---

Aline JAEGGY

---

Serge SIFFERLEN

---



## MALMERSPACH

---

Eddie STUTZ

---

Caroline  
ECKERLIN DOPPLER

---



## MITZACH

---

Philippe REINSTETTEL

---



## MOLLAU

---

Djamila JACQUOT

---



## MOOSCH

---

José

---

SCHRUOFFENEGER

---

Marie-Eve PAOLIN

---

Didier LOUVET

---

Christophe STRICH

---



## **ODEREN**

---

---

Christine WEISS

---

Caroline ZAGALA

---

Cyrille WALTER

---

Jean-Denis HANS

---



## **RANSPACH**

---

---

Lucien CARET

---

Julie FLAIG

---



## **SAINT-AMARIN**

---

---

Cyrille AST

---

Alain SPERISSEN

---

Nathalie BELTZUNG

---

Marie-Christine  
LOCATELLI

---

Véronique PETER

---

Jean SAUZE

---



## **STORCKENSOHN**

---

---

Michaël LERCH

---



## **URBES**

---

---

Stéphane KUNTZ

---

Eric FUCHS

---



## **WILDENSTEIN**

---

---

Ludovic MARINONI

---

Etaient présents tous sauf :

### **ABSENTS EXCUSES**

Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT

### **ONT DONNE PROCURATION**

|                   |   |                    |
|-------------------|---|--------------------|
| Mme Joanie LUTZ   | à | M. Serge SIFFERLEN |
| M. Alec SIMUNOVIC | à | Mme Lucie SCHMIDT  |

|                                                |   |                  |
|------------------------------------------------|---|------------------|
| Mme Véronique STUDER<br>(à partir du point 3d) | à | Mme Nadine SPETZ |
|------------------------------------------------|---|------------------|

L'ordre du jour comprendra les questions suivantes :

**18H30 Conseil Communautaire dont l'ordre du jour comprendra les points suivants :**

**1. Ouverture de séance par le Président sortant :**

- a. Déclaration d'installation des membres du conseil communautaire dans leurs fonctions.

**2. Prise de présidence par le doyen d'âge :**

- a. Appel nominal des conseillers communautaires présents.
- b. Désignation d'un secrétaire de séance.

**3. Administration générale**

- a. Election du Président de la CCVSA.
- b. Détermination du nombre de Vice-Présidents et autres membres du bureau.
- c. Election des Vice-Présidents.
- d. Election des autres membres du bureau.
- e. Lecture de la charte de l'élu local.
- f. Fixation des indemnités de fonctions du Président et des Vice-Présidents.

Questions diverses :

Prochaine date : Conseil Communautaire du Mercredi 6 Mai 2026 à 18h30.

Information sur la désignation des représentants dans les organismes extérieurs.

**2b. (DEL2026-043) NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

Le Président rappelle que l'Article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'au début de chacune des séances, le Conseil Communautaire désigne un de ses membres pour remplir la fonction de Secrétaire.

Conformément à cette disposition, le Conseil Communautaire est invité à procéder à cette désignation.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**DESIGNE** à l'unanimité Mme Nadine ALBRECHT pour exercer cette fonction de secrétaire de séance.

### **3a. (DEL2026-044) ELECTION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN**

Le Conseil,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 09 octobre 2025, constatant le nombre total de sièges que compte l'organe délibérant de l'EPCI et leur répartition par commune membre ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-2 ; L. 5211-6 ; L. 5211-6-1 ; L. 5211-9 ;

Vu le procès-verbal de l'élection du président annexé à la présente délibération ;

Vu les résultats du scrutin ;

#### **DÉCIDE**

De proclamer Monsieur Cyrille AST, Président de la communauté de communes de la Vallée de Saint-Amarin à la majorité 2 votes blancs, 1 vote nul et 33 voix pour et le déclare installé.

### **3b. (DEL2026-045) DETERMINATION FIXANT LE NOMBRE DE VICE-PRESIDENTS ET AUTRE MEMBRES DU BUREAU**

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 09 octobre 2025, constatant le nombre total de sièges que compte l'organe délibérant de l'EPCI et leur répartition par commune membre ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-2, L. 5211-10 ;

Considérant que le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents ;

Considérant que l'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieurs à celui qui résulte de l'application des deuxièmes et troisièmes alinéas, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze ;

Considérant que l'organe délibérant peut également prévoir que d'autres conseillers soient membres du bureau, en sus des vice-présidences, sans limitation de nombre ;

#### **DÉCIDE**

De fixer le nombre de Vice-Présidents à **8** et celui des autres membres du bureau à **9**, pour un total de **17** membres, auquel s'ajoute le Président, soit **18** membres.

### **3c. (DEL2026-046) DELIBERATION RELATIVE A L'ELECTION DES VICE-PRESIDENTS**

Le conseil,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 09 octobre 2025, constatant le nombre total de sièges que compte l'organe délibérant de l'EPCI et leur répartition par commune membre ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-2 et L. 5211-10 ;

Vu les procès-verbaux de l'élection des vice-présidents annexés à la présente délibération ;

Vu les résultats du scrutin ;

Considérant qu'en l'absence de dispositions légales particulières, les Vice-Présidents doivent être élus successivement au scrutin uninominal ;

## DÉCIDE

De proclamer Monsieur Eddie STUTZ, conseiller communautaire, élu 1er Vice-Président.  
Après dépouillement, il est déclaré installé avec 33 voix pour, 2 votes blancs et 1 vote nul.

De proclamer Monsieur Stéphane KUNTZ, conseiller communautaire, élu 2<sup>ème</sup> Vice-Président.  
Après dépouillement, il est déclaré installé avec 33 voix pour, 2 votes blancs et 1 vote nul.

De proclamer Monsieur José SCHRUFFEEGER, conseiller communautaire, élu 3<sup>ème</sup> Vice-Président.  
Après dépouillement, il est déclaré installé avec 28 voix pour, 5 votes blancs et 3 votes nuls.

De proclamer Madame Nadine SPETZ, conseillère communautaire, élue 4<sup>ème</sup> Vice-Présidente.  
Après dépouillement, il est déclaré installé avec 34 voix pour, 1 vote blanc et 1 vote nul.

De proclamer Madame Véronique PETER, conseillère communautaire, élue 5<sup>ème</sup> Vice-Présidente.  
Après dépouillement, il est déclaré installé avec 30 voix pour, 3 votes blancs et 3 votes nuls.

De proclamer Madame Caroline ZAGALA, conseillère communautaire, élue 6<sup>ème</sup> Vice-Présidente.  
Après dépouillement, il est déclaré installé avec 30 voix pour, 5 votes blancs et 1 vote nul.

De proclamer Monsieur Lucien CARET, conseiller communautaire, élu 7<sup>ème</sup> Vice-Président.  
Après dépouillement, il est déclaré installé avec 30 voix pour, 5 votes blancs et 1 vote nul.

De proclamer Monsieur Frédéric GRUNENWALD, conseiller communautaire, élu 8<sup>ème</sup> Vice-Président.  
Après dépouillement, il est déclaré installé avec 33 voix pour, 1 votes blancs et 2 votes nul.

### **3d. (DEL2026-047) DELIBERATION RELATIVE A L'ELECTION DES AUTRES MEMBRES DU BUREAU**

Le Conseil,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 09 octobre 2025, constatant le nombre total de sièges que compte l'organe délibérant de l'EPCI et leur répartition par commune membre ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-2 et L. 5211-10 ;

Vu le procès-verbal de l'élection des membres du bureau non Vice-Présidents annexé à la présente délibération ;

Vu les résultats du scrutin ;

## DÉCIDE

De proclamer les conseillers communautaires suivants élus membres du bureau :

Madame Lucie SCHMIDT

Madame Joanie LUTZ

Monsieur Romain NUCCELLI

Monsieur Florent ARNOLD

Monsieur Philippe REINSTETTEL

Madame Djamila JACQUOT

Madame Christiane WEISS

Monsieur Michaël LERCH

Monsieur Ludovic MARINONI

### **3e (DEL2026-048) LECTURE DE LA CHARTE DE L'ELU LOCAL PAR LE PRESIDENT**

Monsieur le Président indique aux membres du conseil communautaire que l'article L. 5211-6 du CGCT prévoit que « lors de la première réunion de l'organe délibérant, immédiatement après l'élection du Président, des Vice-Présidents et des autres membres du bureau, le Président donne lecture de la charte de l'élú local prévue à l'article L. 1111-1-1. Le Président remet aux conseillers communautaires une copie de la charte de l'élú local et des dispositions de la sous-section 1 de la section II du chapitre IV du présent titre dans les communautés de communes, de la section III du chapitre VI du présent titre dans les communautés d'agglomération, de la sous-section 4 de la section II du chapitre V du présent titre dans les communautés urbaines et les métropoles, ainsi que des articles auxquels il est fait référence dans ces dispositions ».

#### **Charte de l'élú local :**

1. L'élú local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l'élú local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élú local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élú local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élú local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élú local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
6. L'élú local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l'élú local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

#### **Le Conseil Communautaire,**

**PREND ACTE** de la lecture par le Président de la charte de l'élú local,

**DIT** que la charte de l'élú local et ses dispositions réglementaires ont été remis à l'ensemble des conseillers communautaires.

### 3f. (DEL2026-049) **FIXATION DES INDEMNITES DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS**

Le Président rappelle que, conformément aux dispositions du **Code général des collectivités territoriales (CGCT)**, lorsque l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de fonction du Président et des Vice-Présidents doit intervenir dans un délai de **trois mois suivant son installation**.

Il est précisé que l'attribution des indemnités de fonction est subordonnée à l'**exercice effectif du mandat**, ce qui implique notamment, pour les Vice-Présidents, la détention d'une **délégation de fonction** accordée par arrêté du Président.

Le régime indemnitaire applicable aux Communautés de Communes est défini par les articles **L.5211-12** et **R.5214-1** du CGCT.

Conformément à l'article **L.5211-12 du CGCT**, le montant total des indemnités de fonction allouées aux membres du bureau communautaire ne peut excéder le montant de l'**enveloppe indemnitaire globale**, laquelle correspond à la somme :

- de l'indemnité maximale du Président, et
- des indemnités maximales des Vice-Présidents, calculées sur la base du nombre maximal de Vice-Présidents pouvant être désignés dans la limite de 20 % de l'effectif du conseil communautaire.

En l'absence d'accord local, la Communauté de Communes aurait été composée de **30 conseillers communautaires**, ce qui aurait permis la désignation de **6 Vice-Présidents** (20 % de l'effectif).

La population intercommunale se situant dans la strate démographique de **10 000 à 19 999 habitants**, les taux maximaux applicables sont les suivants :

- **Président** : 48,75 % de l'indice brut terminal de la fonction publique ;
- **Vice-Présidents** : 20,63 % de l'indice brut terminal de la fonction publique.

Afin de respecter le plafond de l'enveloppe indemnitaire globale, il est proposé :

- Conformément aux dispositions législatives en vigueur, l'indemnité du Président est fixée au taux maximal sauf décision contraire. Le Conseil communautaire prend néanmoins acte de ce taux dans la présente délibération afin d'assurer la cohérence de l'enveloppe indemnitaire globale.
- de répartir l'enveloppe résiduelle entre les **8 Vice-Présidents élus**, bien que l'enveloppe maximale soit calculée sur la base de 6 Vice-Présidents.

Cette répartition conduit à fixer l'indemnité individuelle des Vice-Présidents à **15,47 % de l'indice brut terminal**.

**Le Conseil communautaire,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles **L.5211-6-1, L.5211-10, L.5211-12** et **R.5214-1** ;

**Considérant** que la fixation des indemnités de fonction doit intervenir dans les trois mois suivant l'installation de l'organe délibérant ;

**Considérant** que le montant total des indemnités ne peut excéder l'enveloppe indemnitaire globale légalement autorisée ;

**Considérant** que toute délibération relative aux indemnités de fonction doit être accompagnée d'un **tableau annexe récapitulatif** des indemnités versées aux membres de l'assemblée ;

**Après en avoir délibéré,**

**Décide à l'unanimité**

- **D'allouer au Président** une indemnité de fonction fixée à **48,75 % de l'indice brut terminal de la fonction publique**, correspondant au taux maximal autorisé, soit **2 003,88 € bruts mensuels** ;
- **D'allouer aux 8 Vice-Présidents** une indemnité de fonction fixée à **15,47 % de l'indice brut terminal de la fonction publique**, soit **635,90 € bruts mensuels par Vice-Président** ;

**Dit**

- que les crédits correspondants sont inscrits au **budget primitif 2026** et le seront aux budgets des exercices suivants pour la durée du mandat en cours.
- que le montant fixé par la présente délibération pourra être modifié de plein droit en cas d'évolution des textes législatifs ou réglementaires applicables, sans qu'il soit nécessaire de délibérer à nouveau.

Points divers :

- **Organisation des Prochaines Réunions et Fonctionnement :**  
Le Président a communiqué les prochaines dates importantes, le fonctionnement des bureaux et conseils, et les modalités de transmission des documents administratifs, tout en présentant l'équipe administrative.  
Un prochain conseil communautaire aura lieu le mercredi 6 mai 2026 à 18h30 pour voter les représentations et délégations, et un séminaire est prévu le 1er octobre 2026 aux écuries du Château.  
Les bureaux se réuniront environ une fois par mois, avec une planification des dates à l'avance (environ 6 mois) pour éviter les vendredis et préserver la vie personnelle des élus.
- **Transmission des Documents :**  
Les élus ont reçu des documents administratifs à remettre rapidement, avec la possibilité de transmission par courriel.
- **Les pièges pour les frelons asiatiques :**  
Lors des questions diverses, une question sur la livraison des pièges à frelons asiatiques a été abordée. Il a été précisé que celle-ci subit un retard en raison de problèmes d'acheminement dans le détroit d'Ormuz. Les communes seront informées de la disponibilité du matériel dès que possible.

- **Envoi des tableaux des représentants de la CCVSA dans les organismes extérieurs :**

Vendredi 24 avril 2026 le secrétariat enverra par mail, à titre d'information, aux communes les tableaux portant sur les représentants de la CCVSA dans les organismes extérieurs.

Aucun autre point n'étant soulevé, Monsieur le Président clôt la séance à 20H50.

La Secrétaire de séance



Nadine ALBRECHT



Pour extrait conforme :

Le Président



Cyrille AST

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN**

Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-053-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG.

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-053 DELEGATION D'ATTRIBUTION DU CONSEIL AU BUREAU  
ET AU PRESIDENT**

---

Le Président expose que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui renvoie à l'article L. 2122-22 du CGCT, permet au Conseil de déléguer une partie de ses attributions au Bureau et au Président, à l'exception toutefois de certains domaines précis :

- vote des taux,
- dispositions à caractère budgétaire,
- délégation de service public,
- dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire,
- d'équilibre social sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Il est rappelé que le Conseil ne peut plus intervenir dans les attributions ainsi déléguées et que les décisions prises par le Bureau, le Président et les Vice-Présidents sont soumises aux mêmes formalités que les délibérations. Cependant, le Conseil communautaire peut, à chaque instant, réviser les délégations transférées au Bureau et au Président.

Lors de chaque réunion du Conseil de Communauté, le Président rend compte des attributions exercées par délégation.

Afin de faciliter le fonctionnement de la Communauté de Communes par accélération du processus décisionnel et de décharger le Conseil de décisions de gestion courante, il est proposé de déléguer un certain nombre d'attributions au Bureau, et au Président (qu'il pourra éventuellement déléguer à ses Vice-Présidents et à des membres du bureau par la prise d'arrêtés).

Ainsi, il est proposé de fixer les attributions au Bureau de la manière suivante :

**Le Bureau est compétent pour :**

---

### ADMINISTRATION GENERALE

---

- Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée inférieure ou égale à 12 ans et d'en fixer le montant des loyers autres que ceux qui sont délégués au Président.
- Décider de l'octroi de cadeaux.
- Approuver les règlements intérieurs ou d'utilisation des services ou des équipements de nature sportifs ou culturels de la collectivité.
- Approuver et autoriser la signature des conventions de transfert de maîtrise d'œuvre au sens de l'article L2422-12 du Code de la commande publique.
- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la Communauté de Communes utilisées par les services publics communautaires.
- Conclure les conventions d'occupations du domaine public ainsi que leurs avenants.

---

### AFFAIRES JURIDIQUES

---

- Procéder aux négociations amiables, approuver et signer les protocoles d'accords transactionnels en matière de précontentieux, contentieux ou de sinistre dont le montant est supérieur ou égal à 150 000 €.

---

### AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - URBANISME-ENVIRONNEMENT

---

- Exercer les droits de préemption urbain simple et renforcé, en tant que de besoin, que la Communauté de communes en soit titulaire ou délégataire, ainsi que les attributions relatives à la délégation de l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien.

---

### COMMANDE PUBLIQUE

---

- Prendre toute décision relative à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés à procédure adaptée (MAPA) et accords-cadres de travaux, compris entre 40 000 € HT à 5 404 000 € HT (soit le seuil maximum de la procédure formalisée, qui sera d'office réactualisé en fonction des directives de la Commission Européenne), et des marchés à procédure adaptée (MAPA) et accords-cadres de services et fournitures, compris entre 40 000 € HT et 216 000 € HT (soit le seuil maximum de la procédure formalisée, qui sera d'office réactualisé en fonction des directives de la Commission Européenne), dès lors que les crédits sont prévus au budget et lorsqu'ils relèvent de l'article L1414.1CGCT.
- Prendre toute décision relative à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des avenants aux marchés précités dès lors que le montant de l'avenant dépasse 15% pour les marchés de travaux et 10 % pour les marchés de fournitures courantes et services (en plus ou en moins) du montant initial de ce marché ou de cet accord-cadre, que les crédits sont prévus au Budget et que cet avenant ne bouleverse pas l'économie générale du contrat.
- Prendre toute décision nécessaire pour l'annulation ou le maintien des pénalités de retard dans les marchés à procédure adaptée.

- Approuver les avant-projets détaillés des opérations quel qu'en soit le montant et l'objet.
- Décider de la création de groupements de commandes avec des personnes publiques ou privées pour des opérations comprises entre 60 000 € HT et 5 404 000 € HT (soit le seuil maximum de la procédure formalisée, qui sera d'office réactualisé en fonction des directives de la Commission Européenne) pour les travaux et entre 60 000 € et 216 000 € HT (soit le seuil maximum de la procédure formalisée, qui sera d'office réactualisé en fonction des directives de la Commission Européenne) pour les fournitures et les services et conclure les conventions correspondantes.

---

## DELEGATIONS TRANSVERSALES

---

- Prendre toute décision concernant la passation, l'exécution et le règlement :
  - Des conventions de participation financière et/ou partenariat.
  - Des conventions d'objectifs avec des associations et des organismes de droit privé dans le cadre de subventionnement inférieur ou égal à 23 000 € par an ainsi que leurs avenants.
- Approuver les conventions liées à l'organisation de manifestations sportives, touristiques et culturelles.
- Fixer les indemnités à verser aux propriétaires ou exploitants publics en cas de dommages aux cultures et aux biens lors de travaux effectués par la Communauté de Communes et approuver les conventions à intervenir ainsi que leurs avenants.

---

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

---

- Dans les bâtiments et les zones économiques de la Communauté, conclure les baux commerciaux, baux à usage de stockage supérieurs à 36 mois, baux civils et les avenants y relatifs, accepter le passage des baux dérogatoires aux baux commerciaux et accorder les remises, réductions ou annulations de loyer et de charges locatives dans le cadre des baux dérogatoires, baux professionnels, baux commerciaux, baux à usage de stockage et baux civils.

---

## DEVELOPPEMENT FONCIER ET IMMOBILIER

---

- Approuver toute acquisition ou cession de biens immobiliers pour un montant ou une valeur estimée de 20 000 € jusqu'à 100 000 € HT.
- Autoriser et signer tout bail à construction dans tous les domaines de compétence relevant de la collectivité.

---

## HABITAT

---

- Approuver et verser le montant de subventions déterminé selon les règles du dispositif patrimoine bâti traditionnel.

---

## EAU ET ASSAINISSEMENT

---

- Remise/geste commercial sur une facture d'eau.
- Conclure les conventions de déversement à passer avec les industriels pour les rejets d'eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement.

---

## ECOCITOYENNETE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

---

- Attribution de subventions à des tiers privés (associations ou personnes physiques).

---

## FINANCES

---

- Procéder à la réalisation des emprunts prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires, exercer les options prévues par ces contrats de prêt et passer les avenants correspondants.

Les emprunts pourront être :

- à court, moyen ou long terme,
- libellés en Euro ou en devise,
- avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou indexé,
- au taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement,
  - la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
  - la faculté de modifier la devise,
  - la possibilité de réduire ou d'allonger la durée d'amortissement,
  - la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.
- Renégocier les emprunts en cours et les rembourser par anticipation, avec ou sans indemnité compensatrice.
  - Contracter les ouvertures de lignes de trésorerie d'une durée maximale de 12 mois dans la limite d'un montant de 2 500 000 €, à un taux global compatible avec les dispositions légales et réglementaires comportant un ou plusieurs index.
  - Accorder l'octroi des garanties d'emprunt dans le respect des limites posées par la Loi.
  - Décider du placement rémunéré des fonds disponibles de la Communauté de Communes dans le cadre des dérogations prévues par la Loi.
  - Décider de l'attribution des subventions aux associations et des aides aux particuliers dans le cadre des compétences exercées par la Communauté de Communes, après avis du comité consultatif et fixer leur montant dans la limite des crédits budgétaires inscrits, dans le cadre de subventionnement inférieur ou égal à 23 000 € par an ainsi que leurs avenants.
  - Décider de l'attribution des contributions au Syndicat Mixte du Markstein-Grand Ballon dans le cadre du programme pluriannuel d'aménagement du site, conformément à la convention conclue en ce sens et au Syndicat Mixte du Lac de Kruth-Wildenstein conformément à leurs statuts et à la délibération annuelle portant participation financière de la CCVSA.
  - Fixer les tarifs des droits prévus au profit de la Communauté de Communes (notamment les tarifs de restauration collective, manifestations culturelles, sportives, à caractère éducatif et de loisirs, Multi-Accueil, périscolaire, médiathèque ...).
  - Attribuer les fonds de concours et aides prévus en application d'un règlement d'intervention approuvé par le conseil communautaire et signer les conventions afférentes, ainsi que leurs éventuels avenants.

---

## RESSOURCES HUMAINES

---

- Prendre toutes les décisions nécessaires en matière de gestion des ressources humaines à l'exception :
  - de l'état annuel du personnel fixant les effectifs budgétaires,
  - de la création et de la suppression des emplois permanents,
  - des questions relevant de la délégation confiée au Président.

---

## VIE ASSOCIATIVE

---

- Décider de l'adhésion de la Communauté de Communes aux associations.

### **Le Président est compétent pour :**

---

## ADMINISTRATION GENERALE

---

- Autoriser, au nom de la Communauté de Communes, le renouvellement de l'adhésion aux associations n'entraînant pas modifications substantielles dont elle est membre et de signer les conventions et avenant en découlant.
- Demander à l'État ou à d'autres collectivités territoriales ou organismes privés l'attribution de subventions et tous financements menant à des dispositifs contractuels d'un montant inférieur à 216 000 € pour les fournitures et services et d'un montant inférieur à 5 404 000 € pour les travaux et ceci quel que soit la nature du projet.
- Décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €.
- Conclure les mises à disposition de données SIG avec ou sans limitation de durée.

---

## ARCHIVES

---

- Approuver et signer les conventions à intervenir avec les collectivités territoriales, établissements publics de coopération intercommunale ou toute autre personne physique ou morale pour organiser la conservation, la collecte, le classement et la communication des archives publiques ou privées d'intérêt communautaire (dépôt révocable ou mise à disposition d'archives, prêt pour reproduction ou restauration d'archives, restitution d'archives...).
- Approuver et signer les conventions de mise à disposition de données à intervenir avec des tiers.
- Signer les actes réglementaires autorisant la création, la modification ou la suppression de traitements automatisés contenant des données personnelles sensibles et/ou ayant pour objet des finalités spécifiques dans le cadre de la loi Informatique et Libertés.

---

## ASSURANCES

---

- Passer les contrats d'assurance et accepter les indemnités afférentes aux sinistres.
- Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules ou des biens de la communauté et celle relevant de sa responsabilité civile non garanties dans son contrat d'assurances.

---

## COMMANDE PUBLIQUE

---

- Prendre toute décision relative à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de services et fournitures, de maîtrise d'œuvre, compris entre 0 € HT et 40 000 € HT pour les fournitures courantes et service, 40 000 € pour les travaux, dès lors que les crédits sont prévus au Budget.
- Prendre toute décision relative à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des avenants aux marchés et accords-cadres de travaux et aux marchés et accords-cadres de services et fournitures dès lors que le montant de cet avenant ne dépasse pas 40 000 € (en plus ou en moins) du montant initial de ce marché ou de cet accord-cadre et que les crédits sont prévus au Budget.
- Décider de la création de groupements de commandes avec des personnes publiques ou privées pour des opérations comprises entre 0 € HT et 60 000 € HT et conclure les conventions correspondantes.

---

## CULTURE – SPORT

---

- Passer les contrats ayant pour objet l'organisation de manifestations culturelles, sportives et à caractère éducatif dans la limite maximale de 25 000 € HT par prestation.

---

## DELEGATIONS TRANSVERSALES

---

- Approuver et signer les contrats et conventions de mise à disposition à intervenir avec des tiers visant à l'utilisation des équipements, des matériels et des services de la collectivité.
- Modifier les règlements intérieurs ou d'utilisation des services ou des équipements de nature sportifs ou culturel de la collectivité dès lors qu'il s'agit de modifications non substantielles.
- Passer les conventions pour tout type de servitude, notamment dans le cadre de travaux ou d'aménagement des réseaux avec les concessionnaires, gestionnaires, propriétaires privés, communes membres, syndicats, ou autres partenaires de la Communauté de Communes.
- Décider de la conclusion et de la révision des conventions de prêt à usage ou commodat.

---

## DEVELOPPEMENT FONCIER ET IMMOBILIER

---

- Approuver toute acquisition ou cession de biens immobiliers d'un montant ou une valeur estimée inférieure à 20 000 € HT.

---

## EAU ET ASSAINISSEMENT

---

- Conclure les conventions de passage et passer les actes notariés ou rédigés en la forme administrative avec les propriétaires privés ou publics pour la pose à demeure et les accès aux réseaux et ouvrages d'assainissement ou d'adduction d'eau.
- Décider de la conclusion avec les agriculteurs des conventions pour le recyclage agricole des boues de la station d'épuration communautaire à Moosch et signer celles-ci.

---

## ECONOMIE

---

- Conclure et signer les baux dérogatoires de courte durée inférieurs ou égaux à 36 mois, baux à usage de stockage inférieurs à 36 mois, les avenants modificatifs, et les conventions d'occupation pour les locaux situés dans les zones économiques de la Communauté de Communes.

---

## FINANCES

---

- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.
- Sortir de l'actif les biens amortissables ainsi que les biens mobiliers non amortissables.
- Créer, modifier et/ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires.
- Procéder aux réductions ou annulations de créances, de mandats, et aux remboursements de sommes recouvrées à tort par facturation des services publics.

---

## JURIDIQUE

---

- Procéder aux négociations amiables, approuver et signer les protocoles d'accords transactionnels en matière de précontentieux, contentieux ou de sinistre dont le montant est inférieur à 150 000 €.
- Approuver les indemnisations à l'amiable de tiers dans le cadre de travaux ou d'interventions menés pour le compte de la Communauté de Communes dont le montant est inférieur à 150 000 €.
- Désigner et saisir ses avocats, notaires, avoués, commissaires de justice et experts ; fixer la rémunération, les frais et honoraires.
- Intenter au nom de la Communauté de communes des actions en justice ou la défendre dans les actions intentées contre elle devant les juridictions judiciaires ou administratives, tant en première instance, qu'en appel et en cassation et devant toutes les instances de médiation ou de conciliation, en choisissant directement un expert, un avocat ou en retenant celui proposé par les compagnies d'assurances ; de transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 € ; de se constituer partie civile au nom de la Communauté de communes dans les conditions ci-dessus décrites, en sollicitant des réparations pour les préjudices subis.

---

## PATRIMOINE

---

- Signer tout bail de location, le cas échéant après consultation des services fiscaux (domaines) lorsque l'avis de ce service est requis, ainsi que leurs avenants.
- Passer les conventions d'occupation temporaire du domaine public selon les conditions et modalités régies par le code général de la propriété des personnes publiques, ainsi que leurs avenants.

---

## PERSONNEL

---

- Autoriser le recrutement de personnel temporaire pour assurer le remplacement de personnel titulaire momentanément indisponible pour assurer la continuité de service, ainsi que le recrutement de personnel occasionnel ou saisonnier pour faire face à un accroissement momentané d'activités.

- Créer, modifier et supprimer les contrats d'accompagnement à l'emploi et les contrats d'apprentissage (et notamment leur durée hebdomadaire).

---

## TOURISME

---

- Approuver et signer les conventions de partenariat avec des partenaires privés ou publics, avec les collectivités territoriales ou autres EPCI précisant les obligations et la participation financière de chaque partie.
- Prendre toute décision relative à la création de produits de promotion touristique ainsi qu'à leurs tarifs et modifications de tarifs.

---

## URBANISME-ENVIRONNEMENT

---

- De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme (autorisation de travaux, permis de démolir, déclaration préalable et permis de construire) relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens communautaires.

### **Il est proposé d'autoriser le Président à subdéléguer :**

- La signature de tous les actes et décisions relatifs aux matières ayant fait l'objet de la délégation générale d'attributions en application de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales pourra être subdéléguée par le Président aux Vice-présidents et, en l'absence ou empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau, dans le cadre des délégations prévues à l'article L.5211-9 du code précité.
- A la Directrice Générale des Services, la signature des marchés publics passés sans publicité ni mise en concurrence préalable, conformément au Code de la commande publique, dans la limite de 4 000 € HT, ainsi que leurs avenants lorsque le montant cumulé du marché et des avenants ne dépasse pas 4 000 € HT.
- A la Directrice des Finances, la signature des marchés publics passés sans publicité ni mise en concurrence préalable, conformément au Code de la commande publique, dans la limite de 4 000 € HT, ainsi que leurs avenants lorsque le montant cumulé du marché et des avenants ne dépasse pas 4 000 € HT.
- Au Responsable des Travaux et des Services Techniques : la signature des bons de commande, devis dans la limite d'un montant maximum de 3 000 € HT.
- Au responsable de la Médiathèque : La signature des bons de commande, devis dans la limite d'un montant maximum de 500 € HT.
- Au responsable Action Parentalité : la signature des bons de commande, devis dans la limite d'un montant maximum de 1 000 € HT.
- Au responsable des Accueils Collectifs Educatifs des Mineurs : la signature des bons de commande, devis dans la limite d'un montant maximum de 1 000 € HT.
- Au responsable du Relais Petite Enfance : la signature des bons de commande, devis dans la limite d'un montant maximum de 500 € HT.

- Au responsable du service Dynamique Commerciale, Artisanale et Industrielle : la signature des bons de commande, devis dans la limite d'un montant maximum de 1 000 € HT.
- Au responsable Eau et Assainissement : la signature des bons de commande, devis dans la limite d'un montant maximum de 1 000 € HT.
- Au responsable du Pôle Environnement et Développement Durable : la signature des bons de commande, devis dans la limite d'un montant maximum de 1 000 € HT.
- Au responsable du service Aménagement du Territoire : la signature des marchés publics jusqu'à hauteur de 1000 € HT ainsi que leurs avenants, si le montant total du marché, avenants compris ne dépasse pas 1000 € HT.
- Au responsable du Service Tourisme et de l'office de tourisme : la signature des bons de commande, devis dans la limite d'un montant maximum de 500 € HT.
- Au responsable du Centre aquatique et des équipements sportifs : la signature des bons de commande, devis dans la limite d'un montant maximum de 500 € HT.
- A un agent des Services Techniques : la signature des bons de commande, devis et engagements de dépenses relatifs aux achats de fournitures et de petits matériels, dans la limite de 100 € HT par acte, et dans la limite des crédits inscrits au budget.
- A un agent Référent informatique les bons de commande, devis et engagements de dépenses relatifs aux besoins informatiques et de téléphonies, dans la limite de 500 € HT par acte, et dans la limite des crédits inscrits au budget.

Il est précisé également qu'en cas d'empêchement du Président, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la présente délégation d'attribution pourront être prises par le 1<sup>er</sup> Vice-président dans les limites et compétences fixées par la présente délibération.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-19, L. 2122-23 et L. 5211-10 ;

**VU** les statuts de la communauté de communes de la vallée de Saint-Amarin tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2025 portant modification des statuts de la communauté de communes.

#### **Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** la délégation d'attributions du conseil communautaire au bureau et au Président dans les matières et limites à donner sous sa surveillance et sa responsabilité indiquées ci-dessus.

**AUTORISE** le Président à subdéléguer, dans le cadre d'arrêtés de délégations de signature, certaines des attributions déléguées par le conseil communautaire au Directeur général des services, au Directeur général adjoint des services, au Directeur des services techniques et aux Responsables de service en application de l'article L.5211-9 du code général des collectivités territoriales.

**PRECISE** que la délégation de signature donnée aux DGS, DGA (lorsqu'ils sont en emploi fonctionnels), Directeur des services techniques et aux Responsables de service peut être étendue aux attributions confiées par l'organe délibérant au président en application de l'article 5211-10 CGT.

**PRECISE** que le Président et le bureau rendront compte à chaque réunion du conseil communautaire des attributions exercées par délégation de ladite assemblée.

**AUTORISE** le Président à subdéléguer la signature de tous les actes et décisions relatifs aux matières ayant fait l'objet de la délégation générale d'attributions en application de l'article L 5211-10 CGCT aux vice-présidents et en l'absence ou empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau, dans le cadre des délégations prévues à l'article L5211-9 CGT.

**PRECISE** qu'en cas d'empêchement du Président les décisions relatives ayant fait l'objet de la présente délégation d'attribution pourront être prises par le 1<sup>er</sup> Vice-président dans les limites et compétences fixées par la présente délibération.

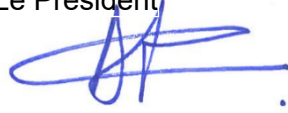
Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de séance

  
Florent ARNOLD



Le Président

  
Cyrille AST

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-054-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG..

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

| DEL2026-054 | DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE<br>DE COMMUNES DANS LES ORGANISMES EXTERIEURS<br>D'ATTRIBUTION DU CONSEIL AU BUREAU ET AU PRESIDENT |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Monsieur Cyrille AST, Président, expose qu'à la suite de son renouvellement, le Conseil de la Communauté de Communes doit procéder à l'élection et à la désignation de ses représentants aux syndicats mixtes, organismes ou associations auxquels il est adhérent ou dont il fait partie.

Le Président invite le Conseil de la Communauté de Communes à procéder à l'élection de ces délégués, étant précisé qu'en application des dispositions de l'article L. 2121-21, elle doit avoir lieu au scrutin secret à la majorité absolue aux deux premiers tours et à la majorité relative en cas de troisième tour, sauf si le Conseil décide, à l'unanimité, de ne pas y recourir et hormis les cas où une disposition législative ou réglementaire prévoit expressément ce mode de scrutin.

Pour les représentations dans les autres organismes, ce sont ces mêmes règles de l'article L. 2121-21 qui s'appliquent.

**VU** l'article L. 2121-21 du CGCT ;

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**DECIDE** de ne pas recourir au vote à bulletin secret.

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

Aussi, le Président invite les élus communautaires à désigner les représentants au sein des organismes suivants :

**VU** les statuts des associations et des organismes suivants concernés ;

**Le Conseil communautaire, après avoir délibéré,**

**DESIGNE :**

- **PETR Pays Thur Doller** : 6 titulaires et 6 suppléants

| Titulaires             | Suppléants                    |
|------------------------|-------------------------------|
| M. Eddie STUTZ         | Mme Caroline ECKERLIN-DOPPLER |
| M. Frédéric GRUNENWALD | M. Erick FISHER               |
| Mme Caroline ZAGALA    | Mme Christianne WEISS         |
| M. Eric FUCHS          | M. Stéphane KUNTZ             |
| Mme Lucie SCHMIDT      | Mme Nadine SPETZ              |
| Mme Nathalie BELTZUNG  | Mme Nadine ALBRECHT           |

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **Comité de programmation LEADER au PETR** : 1 titulaire, 1 suppléant

| Titulaire      | Suppléant       |
|----------------|-----------------|
| M. Eddie STUTZ | Mme Joanie LUTZ |

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **PETR - Comité de pilotage service V-LOC** : 1 titulaire, 1 suppléant

| Titulaire     | Suppléant         |
|---------------|-------------------|
| M. Eric FUCHS | Mme Lucie SCHMIDT |

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **Syndicat Mixte du Lac de Kruth- Wildenstein** : 6 délégués

- ✓ M. Ludovic MARINONI
- ✓ M. Florent ARNOLD
- ✓ M. Erick FISCHER
- ✓ M. Serge SIFFERLEN
- ✓ Mme Aline JAEGGY
- ✓ Mme Véronique STUDER

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **Syndicat Mixte du Markstein Grand Ballon** : 4 délégués

- ✓ Mme Nadine SPETZ
- ✓ Mme Christiane WEISS
- ✓ M. Lucien CARET
- ✓ Mme Joanie LUTZ

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **Syndicat Mixte pour le Traitement des Déchets Ménagers du Secteur IV – Comité Directeur** : 2 titulaires et 2 suppléants

| Titulaires                    | Suppléants          |
|-------------------------------|---------------------|
| Mme Véronique PETER           | Mme Nadine ALBRECHT |
| Mme Marie-Christine LOCATELLI | M. Alain SPERISSEN  |

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **Syndicat Mixte de la Thur** : 5 titulaires et 5 suppléants

| Titulaires | Suppléants |
|------------|------------|
|------------|------------|

|                      |                         |
|----------------------|-------------------------|
| M. Erick FISCHER     | M. Cyrille WALTER       |
| Mme Nadine SPETZ     | M. Didier LOUVET        |
| Mme Véronique PETER  | M. Eddie STUTZ          |
| Mme Véronique STUDER | M. Phillipe REINSTETTEL |
| M. Christophe STRICH | Mme Djamila JACQUOT     |

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

#### DESIGNE :

- **Syndicat Mixte Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges** : 3 titulaires et 3 suppléants

| Assemblée           |                               |
|---------------------|-------------------------------|
| Titulaires          | Suppléants                    |
| M. Eddie STUTZ      | Mme Marie-Christine LOCATELLI |
| M. Ludovic MARINONI | M. Jean-Denis HANS            |
| M. Serge SIFFERLEN  | Mme Julie FLAIG               |

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

#### DESIGNE :

- **Syndicat Mixte Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges** : 1 référent pour le *Projet Grand Site*

✓ M. Eric FUCHS

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

#### DESIGNE :

- **Syndicat Mixte pour le recyclage agricole du Haut-Rhin** : 2 délégués

✓ M. Stéphane KUNTZ

✓ M. Philippe REINSTETTEL

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

#### DESIGNE :

- **Comité d'Administration association Atouts Hautes Vosges (CPIE) :**  
*1 titulaire, 1 suppléant*

| Titulaire        | Suppléant          |
|------------------|--------------------|
| M. Erick FISCHER | M. Romain NUCCELLI |

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

#### DESIGNE :

- **Conseil d'Administration du Collège de Saint-Amarin :** *1 titulaire, 1 suppléant*

| Titulaire           | Suppléant           |
|---------------------|---------------------|
| Mme Caroline ZAGALA | Mme Djamila JACQUOT |

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

#### DESIGNE :

- **FREDON GRAND EST - Espèces à enjeux pour la santé humaine :**  
*2 référents (1 élu + 1 agent territorial),*

| ELU            | AGENT TERRITORIAL |
|----------------|-------------------|
| M. Eddie STUTZ | M. Mathieu HENNY  |

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

#### DESIGNE :

- **Association des Maires du Haut-Rhin :** 2 délégués

✓ M. José SCHRUFFENEGGER

✓ M. Eddie STUTZ

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

#### DESIGNE :

- **Association de Gestion pour le Parc Textile de Wesserling** : 2 délégués

- ✓ Mme Nadine SPETZ
- ✓ Mme Christiane WEISS

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **Comité d'Administration association Patrimoine et Emploi** : 1 délégué

- ✓ Mme Julie FLAIG

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **Mission Locale Thur Doller** : 1 titulaire, 1 suppléant

| Titulaire       | Suppléant             |
|-----------------|-----------------------|
| M. Lucien CARET | Mme Nathalie BELTZUNG |

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **Association Agriculture et Paysages** : 2 délégués

- ✓ M. Eddie STUTZ
- ✓ M. Stéphane KUNTZ

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **ADIRA – Agence de Développement d'Alsace** : 1 délégué

- ✓ M. Lucien CARET

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **Comité d'Administration association EPICEA** : 1 délégué

✓ Mme Caroline ZAGALA

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **Comité du Thur Tennis Club** : 2 délégués

✓ M. Cyrille AST

✓ M. José SCHRUEFFENEGGER

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**DESIGNE :**

- **Office public de la langue régionale d'Alsace (OPLA)** : 1 Ambassadeur pour la langue et la culture régionale

✓ Mme Joanie LUTZ

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de séance

  
Florent ARNOLD



Le Président

  
Cyrille AST

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale des Finances publiques  
du Haut-Rhin  
3 Rue Fleischhauer

68026 COLMAR CEDEX

Téléphone : 03.89.24.53.53  
Courriel : ddfip68@dgfip.finances.gouv.fr



FINANCES PUBLIQUES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-055-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

Le 20/04/2026

**Objet :** renouvellement de la commission intercommunale des impôts directs (CIID) suite aux élections communautaires des 15 et 22 mars 2026

Madame la Présidente,  
Monsieur le Président,

À l'issue des dernières élections communautaires, un nouvel organe délibérant vient de prendre ses fonctions au sein de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

Conformément au 1 de l'article 1650A du code général des impôts (CGI), une commission intercommunale des impôts directs (CIID) doit être instituée dans chaque EPCI soumis de plein droit ou sur option au régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C du CGI. Cette commission est composée :

- du président de l'EPCI ou de son adjoint délégué, président de la commission ;
- de 10 commissaires titulaires et 10 commissaires suppléants.

La durée du mandat des membres de la commission est la même que celle du mandat de l'organe délibérant.

**Cette commission tient une place centrale dans la fiscalité directe locale :** depuis la mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, elle participe à la détermination des nouveaux paramètres départementaux d'évaluation (secteurs, tarifs ou coefficients de localisation). À toutes fins utiles, je vous invite à consulter le site internet [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr) qui présente dans l'espace dédié l'ensemble des informations relatives à cette commission.

La désignation des commissaires doit être effectuée par le directeur régional/départemental des finances publiques dans **un délai de 2 mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de l'EPCI suivant le renouvellement général des conseils municipaux**. Elle est réalisée à partir d'une liste de contribuables, **en nombre double<sup>1</sup>**, proposée sur délibération de l'organe délibérant.

En conséquence, je vous remercie de bien vouloir me transmettre, par courriel (adresses indiquées dans le cadre ci-dessous) ou voie postale (adresse indiquée en en-tête du courrier) dans les meilleurs délais, au moyen du tableau au format remplissable joint en annexe du présent courrier, la liste des personnes proposées, en nombre double, pour siéger en commission. Je vous remercie d'y adjoindre également une copie de la délibération.

**Avant toute proposition, je vous invite à vérifier les conditions posées par l'article 1650 A du CGI pour la désignation des commissaires** et rappelées dans le document joint intitulé « Informations relatives aux CIID ». Des précisions utiles au processus de désignation y sont également apportées sous forme de questions-réponses.

**Enfin, je vous informe qu'en l'absence de proposition, ou en présence d'une liste incomplète ou comportant des personnes ne remplissant pas toutes les conditions dans le délai de 2 mois à compter de l'installation du conseil communautaire, je serai dans l'obligation de procéder à une désignation d'office des commissaires amenés à siéger en CIID.**

Mes équipes, en particulier les personnes désignées dans le cadre ci-dessous, sont à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Administrateur de l'Etat,

Directeur départemental des Finances Publiques,

David TRUTET

***Contacts à la Direction départementale des Finances publiques du Haut-Rhin***

| Nom               | Prénom   | Fonction/Téléphone                        | Courriel                                    |
|-------------------|----------|-------------------------------------------|---------------------------------------------|
| CORTOT-LANGELLIER | Jérôme   | Rédacteur<br>03.89.24.72.04               | ddfip68.pgf.revision@dgfip.finances.gouv.fr |
| VALENTINI         | Nathalie | Adjointe de la division<br>03.89.24.72.16 | ddfip68.pgf.revision@dgfip.finances.gouv.fr |

|                           |
|---------------------------|
| <b>Nom et type d'EPCI</b> |
|---------------------------|

Par délibération n°..... en date du ....., l'organe délibérant de l'EPCI a établi la liste de proposition des personnes appelées à siéger à la commission intercommunale des impôts directs (CIID).

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>Modalités de remplissage du tableau</b> |
|--------------------------------------------|

A l'aide de la délibération portant désignation des personnes proposées, les colonnes 1 à 5 doivent être systématiquement renseignées des informations demandées. La colonne 6 permet de sélectionner les impositions directes locales auxquelles est soumise la personne proposée : cette information est nécessaire pour permettre une représentation équitable des personnes désignées parmi les personnes imposées aux différentes taxes locales (taxe foncière - TF, taxe d'habitation sur les résidences secondaires - THRS et cotisation foncière des entreprises - CFE) conformément à l'article 1650 A du code général des impôts.

La liste de proposition dressée par l'organe délibérant doit comporter les informations relatives à 40 personnes.

Il est rappelé qu'en présence de liste incomplète ou en l'absence de liste, le directeur départemental/régional des finances publiques sera amené à désigner d'office des commissaires conformément à la loi.

|                          |
|--------------------------|
| <b>Attention appelée</b> |
|--------------------------|

L'ordre des personnes indiquées sur la liste n'a qu'une valeur indicative. Il ne préjuge pas des personnes qui seront désignées commissaire titulaire ou suppléant par le directeur départemental/régional des finances publiques.

| Civilité                                                                                                                        | Nom   | Prénom | Date de naissance | Adresse | Impositions directes locales |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------|-------------------|---------|------------------------------|
| Col.1                                                                                                                           | Col.2 | Col.3  | Col.4             | Col.5   | Col.6                        |
| Le président de l'EPCI étant membre de droit de la CIID, il ne doit pas être mentionné dans les personnes proposées ci-dessous. |       |        |                   |         |                              |
| 1                                                                                                                               |       |        |                   |         |                              |
| 2                                                                                                                               |       |        |                   |         |                              |
| 3                                                                                                                               |       |        |                   |         |                              |
| 4                                                                                                                               |       |        |                   |         |                              |
| 5                                                                                                                               |       |        |                   |         |                              |
| 6                                                                                                                               |       |        |                   |         |                              |
| 7                                                                                                                               |       |        |                   |         |                              |
| 8                                                                                                                               |       |        |                   |         |                              |
| 9                                                                                                                               |       |        |                   |         |                              |
| 10                                                                                                                              |       |        |                   |         |                              |

| Civilité | Nom   | Prénom | Date de naissance | Adresse | Impositions directes locales |
|----------|-------|--------|-------------------|---------|------------------------------|
| Col.1    | Col.2 | Col.3  | Col.4             | Col.5   | Col.6                        |
| 11       |       |        |                   |         |                              |
| 12       |       |        |                   |         |                              |
| 13       |       |        |                   |         |                              |
| 14       |       |        |                   |         |                              |
| 15       |       |        |                   |         |                              |
| 16       |       |        |                   |         |                              |
| 17       |       |        |                   |         |                              |
| 18       |       |        |                   |         |                              |
| 19       |       |        |                   |         |                              |
| 20       |       |        |                   |         |                              |
| 21       |       |        |                   |         |                              |
| 22       |       |        |                   |         |                              |
| 23       |       |        |                   |         |                              |
| 24       |       |        |                   |         |                              |
| 25       |       |        |                   |         |                              |
| 26       |       |        |                   |         |                              |
| 27       |       |        |                   |         |                              |
| 28       |       |        |                   |         |                              |
| 29       |       |        |                   |         |                              |
| 30       |       |        |                   |         |                              |
| 31       |       |        |                   |         |                              |
| 32       |       |        |                   |         |                              |
| 33       |       |        |                   |         |                              |
| 34       |       |        |                   |         |                              |
| 35       |       |        |                   |         |                              |
| 36       |       |        |                   |         |                              |
| 37       |       |        |                   |         |                              |
| 38       |       |        |                   |         |                              |
| 39       |       |        |                   |         |                              |
| 40       |       |        |                   |         |                              |

| Interlocuteur(s)<br>de l'EPCI | Nom | Prénom | Courriel | Téléphone |
|-------------------------------|-----|--------|----------|-----------|
|                               |     |        |          |           |
|                               |     |        |          |           |

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-055-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG..

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-055                      CREATION DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS  
DIRECTS**

---

Monsieur le Président, Cyrille AST rappelle que l'article 34 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2010 a rendu obligatoire la création d'une commission intercommunale des impôts directs (CIID) dans chaque établissement public de coopération intercommunale soumis de plein droit ou sur option au régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU).

La CIID est composée :

- du Président de l'EPCI ou de son représentant ;
- de dix commissaires titulaires et dix commissaires suppléants.

Monsieur le Président précise que les commissaires doivent :

- être de nationalité française ou ressortissants d'un État membre de l'Union européenne ;
- avoir au moins 18 ans ;
- jouir de leurs droits civils ;
- être inscrits sur l'un des rôles d'impôts directs locaux dans la commune ;
- être familiarisés avec les circonstances locales, et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux de la commission ;

Pour rappel, la CIID intervient en matière de fiscalité directe locale en ce qui concerne les locaux professionnels et biens divers en donnant son avis sur la mise à jour éventuelle des coefficients de localisation qui visent à tenir compte de la situation particulière de la parcelle dans le secteur d'évaluation.

La CIID est également informée des modifications de valeur locative des établissements industriels évalués selon la méthode comptable. Son rôle est consultatif.

Au sein de cette commission, en principe, les contribuables soumis à la taxe d'habitation aux taxes foncières et à la cotisation foncière des entreprises doivent être équitablement représentés.

Afin de constituer la liste de contribuables prévue par l'article 1650 A du CGI, Monsieur le Président propose donc :

- de solliciter l'ensemble des communes membres afin qu'elles proposent des contribuables ;
- **que chaque commune propose 3 membres ;**
- que ces propositions pourront porter sur des contribuables locaux, notamment :
  - propriétaires fonciers ;
  - acteurs économiques ;
  - élus locaux ; sous réserve qu'ils soient inscrits au rôle des impositions directes locales de l'EPCI.

Etant précisé que les propositions devront permettre d'assurer une représentation équilibrée du territoire et des différentes catégories de contribuables.

Une liste de 45 contribuables sera arrêtée par une délibération ultérieure du conseil communautaire, puis transmise au directeur départemental des finances publiques, seul compétent pour désigner les membres de la commission.

- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 et suivants relatifs aux établissements publics de coopération intercommunale, et L. 2121-29 applicable par renvoi ;
- VU** le code général des impôts et notamment l'article 1650 A ;
- VU** le livre des procédures fiscales ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2025, portant statuts de la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales ;

**CONSIDERANT** que la commission intercommunale des impôts directs (CIID) constitue un organe consultatif permettant d'associer les contribuables à l'évaluation des valeurs locatives des locaux professionnels

**CONSIDERANT** que sa création participe à la qualité des bases fiscales et à la transparence des travaux d'évaluation ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'EPCI de proposer une liste de contribuables en vue de la désignation des commissaires par l'administration fiscale ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'assurer une représentation équilibrée du territoire intercommunal et des différentes catégories de contribuables.

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,**

**DECIDE DE CREER** une commission intercommunale des impôts directs, pour la durée du mandat, composée de dix commissaires titulaires et de dix commissaires suppléants.

**PRECISE** que la commission intercommunale des impôts directs est composée du Président de la communauté de communes ou de son représentant, de dix commissaires titulaires et de dix commissaires suppléants.

**CONSTITUE** la liste de contribuables prévue par l'article 1650 A du CGI, selon les modalités suivantes :

- de solliciter l'ensemble des communes membres afin qu'elles proposent des contribuables ;
- que chaque commune propose 3 membres ;
- que ces propositions pourront porter sur des contribuables locaux, notamment :
  - propriétaires fonciers ;
  - acteurs économiques ;
  - élus locaux ; sous réserve qu'ils soient inscrits au rôle des impositions directes locales de l'EPCI.

**PROPOSE** une représentativité permettant d'assurer une représentation équilibrée du territoire et des différentes catégories de contribuables.

**ARRETE** la liste des contribuables par une délibération ultérieure du conseil communautaire, puis transmise au directeur départemental des finances publiques, seul compétent pour désigner les membres de la commission.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de séance

  
Florent ARNOLD



Le Président

  
Cyrille AST

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-056-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG..

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-056 COMMISSION D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES  
(CLECT)**

---

Sur proposition de Monsieur Cyrille AST, Président de la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin,

**VU** l'article 1609 *nonies* C du Code général des impôts ;

**VU** les statuts de la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin.

**Considérant** que l'article 1609 *nonies* C, IV du Code général des impôts précise qu'il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions fiscales de l'article 1609 *nonies* C et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges.

**Considérant** que cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées : chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

**Considérant** que le Maire de chacune des communes devra transmettre à l'établissement public de coopération intercommunale le nom des représentants désignés. Étant précisé que les modalités de désignation sont laissées à la libre appréciation de chaque commune à savoir par une délibération du conseil municipal.

Toutefois, Monsieur Cyrille AST, propose de conserver la répartition de sièges de la CLECT précédente, à savoir 2 représentants par commune.

**AU VU** de ces désignations, le Président de l'établissement public intercommunal prendra un arrêté fixant la liste des membres de la CLECT.

**VU** le Code Général des impôts et notamment son article 1609 *nonies* C ;

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** la réinstallation de la CLECT.

**CONSERVE** la répartition des sièges de la CLECT précédente, à savoir 2 membres par commune.

**AUTORISE** le Président à signer tous les documents et actes relatifs à la mise place et à la composition de la CLECT.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de séance

  
Florent ARNOLD



Le Président

  
Cyrille AST

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-057-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté des Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG.

Absente non excusée : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-057 COMMISSION D'APPEL D'OFFRES : COMPOSITION ET ELECTION**

---

Le Président, Cyrille AST informe les membres de l'Assemblée qu'il y a lieu d'élire les membres de la Commission d'Appel d'Offres pour toute la durée du mandat. En cas de vacance, il est procédé à une nouvelle désignation pour la durée du mandat restant à courir.

**CONSIDERANT** qu'il convient de procéder à l'élection des membres de la commission d'appel d'offres de la communauté de communes ;

**CONSIDERANT** que la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin ne comporte aucune commune membre de 3 500 habitants ou plus, la commission d'appel d'offres est composée des membres suivants :

- le Président de la communauté, ou son représentant (qui est membre du bureau mais qui n'est ni titulaire ni suppléant), siégeant en qualité de président de la commission ;
- cinq membres titulaires ;
- cinq membres suppléants.

**CONSIDERANT** que tous les membres titulaires et suppléants de la commission d'appel d'offres sont élus par et parmi les membres de l'organe délibérant :

- au scrutin de liste ;
- à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;
- au scrutin secret sauf accord unanime contraire.

En cas de pluralité de listes, l'élection des membres de la CAO se déroule à scrutin secret, sauf si l'assemblée délibérante décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret conformément à l'article L2121-21 du CGCT.

Chaque membre de l'assemblée s'exprime en faveur d'une liste entière sans panachage ni vote préférentiel.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrage, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Il est également rappelé qu'en cas de présentation d'une seule liste, après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le Président.

**CONSIDERANT** que les membres du conseil ont choisi de ne pas voter à bulletin secret.

**CONSIDERANT** qu'une seule liste a été déposée.

- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants ;
- VU** l'article L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de la commande publique et notamment ses articles L. 1411-5 et suivants, et R. 1411-1 et suivants ;
- VU** l'article L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ;
- VU** l'arrêté préfectoral date du 17 janvier 2025, portant statuts de la Communauté de communes de la Vallée de Saint-Amarin, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** la création de la commission d'appel d'offres ;

**AUTORISE** le Président à effectuer les démarches et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

**DECIDE** à l'unanimité de ne pas procéder au vote à bulletin secret ;

**ELIT** pour siéger au sein de cette Commission les membres suivants :

| Titulaires                    | Suppléants           |
|-------------------------------|----------------------|
| M. Stéphane KUNTZ             | Mme Marie-Eve PAOLIN |
| Mme Marie-Christine LOCATELLI | Mme Julie FLAIG      |
| Mme Véronique PETER           | M. Cyrille WALTER    |
| M. Lucien CARET               | M. Ludovic MARINONI  |
| M. Jean SAUZE                 | M. Didier LOUVET     |

En cas d'absence du Président, Monsieur José SCHRUEFFENEGGER, assurera la présidence de la commission. Un arrêté sera pris en ce sens.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut Rhin pour le contrôle de légalité.

Le Secrétaire de séance

  
Florent ARNOLD



Pour extrait conforme :

Le Président,

  
Cyrille AST

Voix POUR : 36

Voix CONTRE : /

ABSTENTION : /

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-058-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté des Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusés : Mme Nathalie BELTZUNG.

Absente non excusée : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-058 COMMISSION DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP)**

---

Le Président, Cyrille AST, informe les membres de l'Assemblée qu'il y a lieu d'élire les membres de la commission de délégation de service public (CDSP) pour toute la durée du mandat. En cas de vacance, il est procédé à une nouvelle désignation pour la durée du mandat restant à courir.

La commission de délégation de service public (CDSP) sera amenée à émettre un avis dans le cadre des procédures de passation, de renouvellement et d'exécution des contrats de délégation de service public (DSP) en cours, mais aussi sur de futures DSP qui pourraient être mises en œuvre pendant la durée du mandat.

**CONSIDERANT** qu'il convient de procéder à l'élection des membres de la commission de délégation de service public de la communauté de communes ;

**CONSIDERANT** que la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin ne comporte aucune commune membre de 3 500 habitants ou plus, la commission de délégation de service public est composée des membres suivants :

- le Président de la communauté, ou son représentant (qui est membre du bureau mais qui n'est ni titulaire ni suppléant de la CDSP), siégeant en qualité de président de la commission ;
- cinq membres titulaires ;
- cinq membres suppléants.

**CONSIDERANT** que tous les membres titulaires et suppléants de la commission de délégation de service public sont élus par et parmi les membres de l'organe délibérant :

- au scrutin de liste ;
- à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;
- au scrutin secret sauf accord unanime contraire.

En cas de pluralité de listes, l'élection des membres de la CDSP se déroule à scrutin secret, sauf si l'assemblée délibérante décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret conformément à l'article L2121-21 du CGCT.

Chaque membre de l'assemblée s'exprime en faveur d'une liste entière sans panachage, ni vote préférentiel.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrage, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu. Il est également rappelé qu'en cas de présentation d'une seule liste, après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le Président.

**CONSIDERANT** que les membres du conseil ont choisi de ne pas voter à bulletin secret.

**CONSIDERANT** qu'une seule liste a été déposée.

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants ;

**VU** l'article L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique et notamment ses articles L. 1411-5 et suivants, et R. 1411-1 et suivants ;

**VU** l'article L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** l'arrêté préfectoral date du 17 janvier 2025, portant statuts de la Communauté de communes de la Vallée de Saint-Amarin, conformément à l'article L. 5211-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**APPOUVE** la création de la commission de délégation de service public ;

**AUTORISE** le Président à effectuer les démarches et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération. ;

**DECIDE** à l'unanimité de ne pas procéder au vote à bulletin secret ;

**ELIT** pour siéger au sein de cette commission les membres suivants :

| Titulaires                    | Suppléants           |
|-------------------------------|----------------------|
| Mme Marie-Christine LOCATELLI | Mme Marie-Eve PAOLIN |
| M. Jean SAUZE                 | Mme Joanie LUTZ      |
| M. Stéphane KUNTZ             | M. Serge SIFFERLEN   |
| Mme Nadine ALBRECHT           | M. Eddie STUTZ       |
| Mme Véronique PETER           | M. Jean-Denis HANS   |

En cas d'absence du Président, Monsieur José SCHRUEFFENEGGER, assurera la présidence de la commission. Un arrêté sera pris en ce sens.

**DIT** que cette délibération sera publiée selon les modalités habituelles et transmise à la Préfecture du Haut Rhin pour le contrôle de légalité.

Pour extrait conforme :



Le Secrétaire de séance



Florent ARNOLD

Le Président



Cyrille AST

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-059-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG.

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-059 CREATION DES COMMISSIONS ET DES COMITES CONSULTATIFS**

---

Le Président rappelle que, conformément aux dispositions de l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, applicables par renvoi de l'article L. 5211-1 aux Communautés de Communes, le Conseil de la Communauté de Communes peut former des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration, soit à l'initiative de l'un de ses membres. Elles sont composées exclusivement de membres du Conseil.

Elles sont convoquées par le Président, qui en est le Président de droit, mais lors de leur première réunion, elles désignent un Vice-Président qui peut les convoquer et les présider à la place du Président absent ou empêché.

D'autre part, l'article L. 5211-49-1 CGCT offre la possibilité de créer des Comités consultatifs ou tous les autres groupes de travail qui permettent d'associer des personnes non-membres du Conseil de Communauté (par exemple des conseillers municipaux des communes membres) sur toute affaire d'intérêt communautaire. Leurs membres sont désignés pour une année par le Conseil, sur proposition du Président ils sont présidés par un membre du Conseil désigné par le Président.

Le Président propose la création des comités consultatifs suivants, charge aux communes de désigner leurs membres. Ces commissions seront créées officiellement lors d'une prochaine séance du Conseil communautaire :

- Comité dynamique commerciale, artisanale et industrielle
- Comité Eau et Assainissement
- Comité Gestion et déploiement des équipements sportifs et de loisirs
- Comité Développement touristique et culturel
- Comité Urbanisme
- Comité Ecocitoyenneté
- Comité services à la population
- Comité Transitions environnementales (améliorations énergétiques - plan climat - santé - mobilité - agriculture et paysages)

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**EMET** un avis favorable sur la création et l'intitulé des Comités consultatifs.

**DIT** que des commissions peuvent être formées pour étudier différentes questions qui seront soumises au Conseil.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de séance



Florent ARNOLD



Le Président



Cyrille AST

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-60-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG..

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-060      FIXATION DE LA COMPOSITION DU COMITÉ SOCIAL  
TERRITORIAL (CST)**

---

Le Président, Cyrille AST rappelle que le Comité Social Territorial (CST) a pour mission principale de débattre des sujets d'intérêt collectif relatifs :

- à l'organisation, au fonctionnement des services et aux évolutions des administrations ;
- à l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus ;
- aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;
- aux lignes directrices de gestion en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels. La mise en œuvre des lignes directrices de gestion fait l'objet d'un bilan, sur la base des décisions individuelles, devant le comité social ;
- aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations ;
- aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire ;
- à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes ;
- aux autres questions prévues par décret en Conseil d'Etat.

**CONSIDÉRANT** l'organisation des élections professionnelles fixées au 10 décembre 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que l'effectif de la collectivité est de 66 agents relevant du Comité Social Territorial (CST).

- VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-1 et suivants ;  
**VU** le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.251-1 à L.254-6 ;  
**VU** le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**FIXE** à trois le nombre de représentants du personnel titulaires et autant de suppléants au sein du Comité Social Territorial (CST).

**FIXE** à trois le nombre de représentants titulaires du collège employeur et autant de suppléants au sein de Comité Social Territorial (CST).

**DIT** que le paritarisme numérique est maintenu.

**DIT** que les représentants du collège employeur disposent d'une voix délibérative.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de séance

  
Florent ARNOLD



Le Président

  
Cyrille AST

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

Réf. AL

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU COMITE**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-061-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet - 07/05/2026

Nombre de délégués :

- élus..... 15
- en fonction ..... 15
- présents..... 10
- procurations valables . 0
- excusés ..... 1

**Séance du 26 février 2026 à 18h00**

Sous la Présidence de M. ERMEL,

**Point 13 de l'ordre du jour**

**Etaient présents :**

Mmes Marie-Christine LOCATELLI, Marie-Paule MORIN représentant M. Louis BOCKEL, Véronique PETER, Raphaëlle VERNIN,  
MM. Matthieu ERMEL, Franck GRANDGIRARD, Bertrand IVAIN, Yann KELLER, Dominique LOUX, Christian MICHAND,

**Procurations valables :**

Néant

**Etaient excusés :**

M. Fabien ULMANN

**13. CHANGEMENT DU SIEGE SOCIAL DU SM4 A PARTIR DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2026**

M. Le Président Matthieu ERMEL rappelle que le siège social du SM4 est fixé à l'article 4 des statuts au 3A rue de l'Industrie 68 700 CERNAY, domiciliation correspondant au siège de la Communauté de Communes de Thann Cernay.

Le SM4 possède un établissement secondaire sis 14 rue Poincaré 68 700 CERNAY, domiciliation correspondant aux bureaux administratifs actuels.

Dans le cadre du déménagement des bureaux administratifs du SM4 sur la plateforme de compostage sise 2 rue des Genêts 68 700 ASPACH-MICHELBAACH, il est proposé, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2026 :

- De transférer l'adresse du siège social du SM4 au 2 rue des Genêts 68 700 ASPACH-MICHELBAACH,
- De supprimer l'établissement secondaire situé au 14 rue Poincaré 68 700 CERNAY.

Le transfert du siège social du SM4 implique la modification de l'article 4 des statuts du SM4.

Conformément à l'article L.5211-20 du CGCT: « L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur les

modifications statutaires autres que celles visées par les articles L. 5211-17 à L. 5211-19 et autres que celles relatives à la dissolution de l'établissement.

A compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés. ».

**Le Comité, après délibération (une voix contre : M. Bertrand IVAIN, neuf votes pour) décide :**

- **D'approuver** la modification de l'article 4 des statuts du SM4 portant sur le changement d'adresse du siège social du SM4 au 2 rue des Genêts 68 700 ASPACH-MICHELBACH,
- **D'approuver** la suppression de l'établissement secondaire situé au 14 rue Poincaré 68 700 CERNAY,
- **De demander** aux collectivités membres de bien vouloir délibérer dans le délai imparti,
- **D'autoriser** le Président à réaliser l'ensemble des actes nécessaires à l'application de la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme,

CERNAY, le 27 février 2026

Décision exécutoire

Par dépôt en Sous-Préfecture le : 01/03/2026

Par publication le : 02/03/2026



Le Président,

Matthieu ERMEL,  
Maire de WATTWILLER,

# **SYNDICAT MIXTE A VOCATION MULTIPLE POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS DU SECTEUR 4**

## **PROJET DE STATUTS**

### **Préambule**

Le Syndicat Mixte du Secteur 4 du Haut-Rhin pour l'Elimination et le Traitement des Ordures et Déchets créé par l'arrêté préfectoral n° 63 318 du 19 juin 1980 et transformé en **SYNDICAT MIXTE A VOCATION MULTIPLE POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS DU SECTEUR 4 (SM4)**, est un syndicat mixte fermé défini par les articles L5711-1 et suivants du CGCT. Il est modifié comme suit en ce qui concerne son fonctionnement :

### **TITRE 1 : Nature et objet du syndicat**

#### **Article 1 : Membres du syndicat**

Le **SYNDICAT MIXTE A VOCATION MULTIPLE POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS DU SECTEUR 4**, regroupant :

- ✓ les Communautés de Communes :
  - du Pays de Rouffach, Vignobles et Châteaux,
  - de la Porte d'Alsace-Largue,
  - de la Région de Guebwiller,
  - de la Vallée de Saint-Amarin,
  - Sundgau,
- ✓ le Syndicat mixte de Thann-Cernay ».

#### **Article 2 : Objets du syndicat**

Le syndicat a pour vocation le traitement des déchets ménagers et assimilés.

Cette compétence exclut :

- la création, la gestion et l'aménagement de déchetteries,
- le transport entre le lieu de collecte et le lieu de traitement.

Afin de faciliter la réalisation de ses objets, le syndicat pourra proposer ses services à toute collectivité adhérente qui le souhaiterait, pour assurer la collecte, le transport et/ou le regroupement - transfert de déchets ménagers. Dans ce cas, la prestation de service assurée par le syndicat ne dessaisira pas la collectivité concernée de sa compétence en la matière.

Le syndicat assurera aussi l'information des populations, la promotion et l'apprentissage de comportements adaptés.

### **Article 3 : Admission de nouveaux membres et retrait**

L'admission de nouveaux membres s'effectuera dans les conditions prévues à l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales. Quant au retrait de membres adhérents, il s'effectuera conformément aux articles L5211-19 et L5711-5 du code général des collectivités territoriales ou à l'article L. 5212-30 du CGCT en cas de dispositif dérogatoire.

### **Article 4 : Siège du syndicat**

Le siège du syndicat, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2026, est fixé au :

2 rue des Genêts 68700 ASPACH-MICHELBACH.

### **Article 5 : Durée**

Le syndicat mixte est institué pour une durée illimitée.

## **TITRE 2 : Administration et fonctionnement du syndicat**

### **Article 6 : Administration et fonctionnement**

L'administration et le fonctionnement du syndicat sont définis par les dispositions du code général des collectivités territoriales. Ils sont précisés par le règlement intérieur approuvé par le comité.

### **Article 7 : Comité syndical**

Le syndicat est administré par un comité composé de représentants désignés par les collectivités, établissements et organismes adhérents à raison de :

- quatre délégués titulaires et quatre délégués suppléants pour chaque collectivité membre de plus de 35 000 habitants,
- trois délégués titulaires et trois délégués suppléants pour chaque collectivité membre d'une population comprise entre 30 000 et 35 000 habitants,
- deux délégués titulaires et deux délégués suppléants pour chaque collectivité membre de moins de 30 000 habitants,
- un délégué titulaire ainsi qu'un délégué suppléant en cas d'adhésion partielle d'une collectivité membre.

En cas de vacance d'un des postes de membre du Comité, son remplacement interviendra dans un délai d'un mois. »

## **Article 8 : Bureau syndical**

Le comité syndical élit parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau dont un président, deux vice-présidents au moins, et deux secrétaires au moins. Le nombre de membres du Bureau est calculé en affectant un coefficient de 0.4 au nombre de membres du Comité.

L'élection se déroule conformément aux articles L 5211-7 à L 5211-10 et aux articles L2122-7 et suivants du code général des collectivités territoriales. Les membres sortants sont rééligibles.

En cas de vacance d'un des postes de membre du Bureau, son remplacement interviendra dans un délai d'un mois.

Les fonctions de membre du Bureau sont gratuites.

Les modalités de fonctionnement du Bureau sont fixées par le règlement intérieur.

## **Article 9 : Règlement intérieur**

Le règlement intérieur fixe les modalités de fonctionnement. Il est approuvé par le comité syndical.

## **Article 10 : Convocation et réunion du comité**

Le comité syndical se réunira au moins une fois par trimestre, sur convocation de son président.

## **Article 11 : Délégation de pouvoir au Bureau**

Le comité syndical peut confier au bureau toutes les attributions pour lesquelles il jugera utile de lui conférer délégation permanente ou spéciale, à l'exception de l'établissement et du vote du budget, ainsi que des modifications des statuts ou du règlement intérieur et du pacte financier.

## **TITRE 3 : Budget et comptabilité**

### **Article 12 : Charges financières du syndicat**

Par son budget, le syndicat pourvoit aux dépenses de fonctionnement et d'investissement de ses équipements, ainsi qu'à ses dépenses propres de fonctionnement.

### **Article 13 : Participation financière des membres**

La participation financière des collectivités membres du syndicat est déterminée au prorata des masses de déchets issus des collectivités membres et traités par le syndicat.

La participation financière se décompose comme suit :

- un coût à la tonne traitée (ordures ménagères résiduelles, biodéchets, déchets verts et encombrants),
- une cotisation couvrant les autres dépenses que celles liées au traitement (dépenses de personnel, dépenses liées à la prévention des déchets, dépenses préalables à la construction de nouveaux équipements, frais d'études...) et comportant une part à la tonne sur la base des tonnages d'ordures ménagères résiduelles traités l'année n-1 et une part à l'habitant.

Les modalités de calcul et de recouvrement sont fixées par le règlement intérieur.

#### **Article 14 : Recettes financières du syndicat**

Les recettes du syndicat comprennent :

- la participation des membres aux dépenses de fonctionnement du syndicat,
- la participation des membres à l'investissement et au fonctionnement des installations,
- le revenu des biens meubles et immeubles du syndicat,
- les subventions de l'Etat, de la CEA, de l'Union Européenne, de l'ADEME, de Citéo ou de toute autre collectivité, organisme ou établissement public,
- le produit des taxes, redevances, participations et contributions qui lui seront versées à raison du service assuré,
- la participation financière des clients extérieurs au syndicat,
- les recettes d'exploitation,
- les dons et legs,
- le produit des emprunts.

#### **Article 15 : Receveur**

Le trésorier de Guebwiller assure les fonctions de receveur du syndicat.

#### **Article 16 : Divers**

Les présents statuts sont à annexer aux délibérations des organes délibérants décidant la transformation du syndicat mixte ou leur adhésion.

Approuvé par arrêté Préfectoral N°63318 du 19 juin 1980  
Modifié par arrêté Préfectoral N° 981100 du 9 avril 1998  
Modifié par arrêté Préfectoral N° 002240 du 4 août 2000  
Modifié par arrêté Préfectoral N°2003-246-4 du 3 septembre 2003  
Modifié par arrêté Préfectoral N°2004-329-18 du 24 novembre 2004  
Modifié par arrêté Préfectoral N°2007-313-15 du 9 novembre 2007  
Modifié par arrêté Préfectoral N°2010-347-7 du 13 décembre 2010  
Modifié par arrêté Préfectoral N°2010-357-9 du 23 décembre 2010  
Modifié par arrêté Préfectoral N°2012-243-0049 du 30 août 2012  
Modifié par arrêté Préfectoral N°2014-143-0010 du 23 mai 2014  
Modifié par arrêté Préfectoral N°2017- du 8 novembre 2017  
Modifié par arrêté Préfectoral du 26 septembre 2022



**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-061-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG..

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-061 MODIFICATION DES STATUTS DU SM4**

---

Le Président, informe que le Syndicat mixte à vocation multiple pour le traitement des déchets ménagers du secteur 4, SM4, a délibéré sur la révision de ses statuts.

La révision des statuts du Syndicat mixte à vocation multiple pour le traitement des déchets ménagers du secteur 4 (SM4) a été approuvée par délibération du Comité en date du 26 février 2026.

Conformément à l'article L.5211-20 du CGCT, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale dispose de 3 mois pour donner son avis sur cette modification statutaire. A compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement. La décision de modification est prise par un arrêté du représentant de l'Etat dans le ou les départements intéressés. En cas d'approbation aux règles de majorité fixées, le Préfet prendra un arrêté pour acter de ces modifications.

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5211-20 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2022 portant modification des statuts du SM4 ;

**Vu** la délibération du comité du SM4, en date du 27 février 2026, approuvant la modification des statuts du SM4 sur les points suivants :

- modification de l'article 4 des statuts du SM4 portant sur le changement d'adresse du siège social du SM4 au 2 rue des genêts 68700 ASPACH-MICHELBACH
- suppression de l'établissement secondaire situé au 14 rue Poincaré 68700 CERNAY

**CONSIDERANT** les modifications de statut du SM4,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** la modification des statuts du SM4 sur les points suivants :

- modification de l'article 4 des statuts du SM4 portant sur le changement d'adresse du siège social du SM4 au 2 rue des genêts 68700 ASPACH-MICHELBACH ;
- suppression de l'établissement secondaire situé au 14 rue Poincaré 68700 CERNAY

**DEMANDE** aux mairies membres de bien vouloir délibérer dans le délai imparti,

**AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les actes et documents relatifs à la présente décision.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de séance

  
Florent ARNOLD



Le Président

  
Cyrille AST

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-062-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG..

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-062 CREATION ET DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION  
D'ATTRIBUTION DES PLACES POUR LA PETITE CRECHE  
« LES PETITES BOUT'THUR »**

---

Dans un souci d'équité et de transparence vis-à-vis des habitants, la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin a souhaité que l'attribution des places au sein de la petite crèche « Les Petites Bout'Thur » s'effectue selon des critères partagés et objectifs (se référer aux modalités de fonctionnement).

A cet effet, il a été décidé de créer, à compter de janvier 2026, une commission d'attribution des places en crèche intercommunale.

Lors de cette commission, seules les demandes d'accueil régulier (planning fixe, variable, connu ou non à l'avance) seront présentées.

La commission a pour rôle d'examiner, de prioriser et de statuer sur les demandes d'accueil au sein de la petite crèche « Les Petites Bout'Thur ». Ses objectifs sont les suivants :

- répondre au mieux aux besoins des familles ;
- garantir une équité de traitement entre toutes les familles ;
- favoriser la cohésion et la mixité (sociale, d'accueil et d'âge) ;
- permettre l'accompagnement de situations particulières ou difficiles ;
- définir clairement les critères de priorité, améliorer et clarifier la procédure d'inscription ;
- accroître la transparence dans l'attribution des places ;
- optimiser l'occupation des places disponibles dans la structure.

La commission d'attribution des places est placée sous la présidence de l'élu en charge des services à la population, à savoir Madame Caroline ZAGALA.

Elle est composée des membres suivants :

- 3 membres élus du Bureau et/ou du Conseil Communautaire :
  - Mme Nathalie BELTZUNG
  - Mme Julie FLAIG
  - Mme Nadine ALBRECHT
- La Directrice de la petite crèche : Mme OSER

- La Responsable du Guichet Unique : Mme VIX
- La Chargée de Coopération CTG : Mme ROSSDEUTSCH
- La Directrice Générale des Services : Mme PISCHOFF-MARTINEZ et/ou la Directrice Générale Administrative : Mme MURA

La commission se réunit 2 fois/an :

- En avril/Mai : attribution des places pour une entrée prévue entre septembre et décembre
- En octobre : attribution des places restantes pour une entrée entre janvier et juillet de l'année suivante.

**VU** le règlement de fonctionnement de la structure « LES PETITES BOUT'THUR »,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**ACTE** la mise en place de la Commission d'Attribution des Places depuis janvier 2026.

**ACTER** que Mme Caroline ZAGALA, élu en charge des Services à la population soit la Présidente de la Commission d'Attribution des Places.

**DESIGNE** comme les 3 membres élus siégeant à la commission d'attribution des places :

- Mme Nathalie BELTZUNG
- Mme Julie FLAIG
- Mme Nadine ALBRECHT

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de séance

  
Florent ARNOLD



Le Président

  
Cyrille AST

Voix POUR : 36  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : /

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE SAINT-AMARIN****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES****SEANCE DU 6 MAI 2026  
sous la Présidence de M. Cyrille AST.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-246800205-20260506-DEL2026-063-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

L'an deux mille vingt-six, le 6 mai, le Conseil Communautaire, était réuni au siège de la Communauté de Communes à Saint-Amarin, après convocations légales en date du 29 avril 2026.

Conseillers en fonction : 37  
Conseillers présents : 35  
Conseillers absents : 2 dont 1 avec procuration  
Nombre de votants : 36

Etaient présents : tous les membres, sauf étant excusée : Mme Nathalie BELTZUNG..

Absents non excusés : Mme Jeanne STOLTZ-NAWROT.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

Mme Nathalie BELTZUNG à Mme Véronique PETER

---

**DEL2026-063 LABELLISATION TERRITOIRE A VELO**

---

Dans le cadre du passage du Tour de France sur le territoire de la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin le 18 juillet 2026, l'organisateur Amaury Sport Organisation (ASO) propose aux collectivités hôtes d'intégrer le dispositif de labellisation « Territoire à Vélo ».

Ce label vise à valoriser les territoires engagés dans le développement de la pratique cyclable, tant sur le plan touristique que du quotidien. Il permet notamment de renforcer l'attractivité du territoire, de promouvoir les infrastructures existantes et de s'inscrire dans une dynamique nationale autour du vélo.

La démarche de labellisation repose sur plusieurs critères, tels que :

- la promotion des mobilités douces,
- le développement des aménagements cyclables,
- les actions de sensibilisation et d'animation autour du vélo,
- la valorisation touristique du territoire.

L'obtention de ce label s'inscrit pleinement dans les orientations de la Communauté de Communes en matière de développement durable, de mobilité et d'attractivité territoriale.

**CONSIDÉRANT** l'intérêt de valoriser les actions menées par la collectivité en faveur du développement de la pratique du vélo et des mobilités douces.

**CONSIDÉRANT** les retombées positives attendues en termes d'image et d'attractivité du territoire.

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** la candidature de la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin au label « Territoire à Vélo ».

**AUTORISE** le Président à signer la charte et tous les documents s'y rapportant.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire de séance

  
Florent ARNOLD



Le Président

  
Cyrille AST

Voix POUR : 35  
Voix CONTRE : /  
ABSTENTION : 1 (Joanie LUTZ)